



WORLD
POLICY
CONFERENCE

3^e édition
15-18 octobre 2010
Marrakech – Maroc



WORLD POLICY CONFERENCE

TROISIÈME ÉDITION, 15-18 OCTOBRE 2010, MARRAKECH, MAROC



WORLD
POLICY
CONFERENCE

Sommaire

Préface	page 5
Programme	page 6
Ouverture	page 8
Sessions plénières	page 14
Ateliers parallèles	page 28
Déjeuners & dîner débats	page 36
Clôture & dîner de gala	page 44
Invités	page 51
Discours d'ouverture & de clôture	page 61
Presse	page 75
WPC TV	page 80
Partenaires et organisateur	page 84

Préface



Lancée par l'Ifri à la fin de 2007, la World Policy Conference (WPC) est la première tentative d'une réflexion systématique, conçue dans la durée, pour aider à l'émergence d'une gouvernance mondiale adaptée aux réalités du XXI^e siècle – associant décideurs en matière politique, économique ou sociale, chercheurs et leaders d'opinion, au plus haut niveau.

- La mondialisation se manifeste par une interdépendance croissante. Toute guerre – particulièrement au Moyen Orient, en Asie de l'Ouest ou en Asie de l'Est –, ou toute nouvelle défaillance économique ou financière majeure, aurait immédiatement des conséquences globales catastrophiques. Le pire des scénarios serait une conjugaison de dérapages politiques et économiques. Le système international dans son ensemble ne bénéficiera durablement de la mondialisation que si les principaux États, en liaison étroite avec les autres acteurs majeurs, partagent la volonté d'assurer la stabilité structurelle de l'ensemble par des modes de coopération à la fois diversifiés (selon les sujets et selon les régions) et coordonnés.
- La stabilité structurelle du système international suppose davantage de solidarité, qu'il s'agisse du développement durable ou des réactions face aux cataclysmes naturels.
- La nouvelle gouvernance doit reposer sur un bon compromis entre les critères souvent antinomiques d'efficacité et de légitimité. Par exemple, sur le plan économique, les travaux du G20 doivent être mieux préparés, les décisions mieux suivies et exécutées. En même temps, les intérêts des États non membres de ce groupe doivent être davantage pris en compte. Sur le plan politique au sens le plus large du terme, la sclérose du système de l'ONU augmente le risque d'une généralisation du bilatéralisme et de la dégénérescence anarchique du système international. Une question essentielle sera l'articulation entre le futur groupe des membres permanents du Conseil de sécurité, à vocation politique, et le G20.
- Il y a urgence. Les chocs provoqués par la crise des *subprimes* ne sont pas absorbés. Le risque d'autres perturbations de même nature est loin d'être nul. Et l'actualité nous rappelle chaque jour que des conflagrations de portée mondiale peuvent surgir brusquement, notamment au Moyen Orient ou en Asie.

En prenant l'initiative de créer la WPC et en voulant en faire une manifestation ouverte aux médias, j'avais conscience que, dans le paysage des conférences internationales, aucune n'avait pour mission spécifique de faire progresser la gouvernance mondiale, en associant les États et les autres parties prenantes désireuses d'y contribuer constructivement. Il s'agit de travailler cette fois à l'échelle de la planète toute entière, dans l'esprit qui sous-tend la démarche de la construction européenne depuis les années cinquante du siècle dernier : comment associer les États et les peuples pour que la diversité et l'altérité soient perçues comme des facteurs d'enrichissement mutuel et non comme des menaces, pour que l'esprit de coopération l'emporte durablement sur l'esprit d'affrontement, de sorte que les forces de la concurrence jouent positivement et non pas négativement, et donc que les conflits de toute nature soient canalisés dans des voies institutionnelles solides et réglés pacifiquement ?

Nous n'avons pas la naïveté de croire qu'il suffit de réunir de temps à autre des hommes et des femmes de bonne volonté et d'échanger des propos bien pensants pour résoudre une question aussi difficile que l'adaptation de la gouvernance mondiale à un environnement aussi turbulent que celui du début du XXI^e siècle. Mais nous jugeons possible de mieux tirer partie de l'expérience et de la réflexion des meilleurs parmi les acteurs et les penseurs des différents aspects de la vie internationale, pour construire effectivement un monde plus sûr. Car, en définitive, c'est de sécurité qu'il s'agit. Et il n'y a pas de sécurité sans empathie, sans tolérance, sans justice. À ce niveau, morale et politique font bon ménage.

Ce que les Européens ont réussi à faire (il s'en faut de beaucoup que la tâche ne soit achevée !), initialement sous la pression de la guerre froide, c'est toute la société internationale qui doit l'entreprendre sans autre pression que la conscience d'un destin partagé. Alors peut-être pourra-t-on commencer à parler sérieusement d'une « communauté internationale ».

Pour cette troisième édition de la WPC nous avons invité des personnalités choisies une à une en fonction de leur compétence et de leur rayonnement. Nous sommes attentifs à ceux qui nous ont manifesté leur confiance dès la naissance de notre initiative. Nous veillons également à respecter des équilibres naturels : entre régions et cultures, entre grands et petits, entre domaines particuliers de la gouvernance, ou encore entre acteurs et observateurs du système international. Pour remplir pleinement son rôle, la WPC doit croiser critères géographiques, fonctionnels et médiatiques.

Nous sommes convaincus de l'idéal qui a présidé à notre initiative. Nous croyons que, pour réussir sa mutation, le monde a besoin de la contribution positive des pays émergents. Les pays « occidentaux » ne doivent pas avoir peur de reconnaître que le temps est venu et de leur tendre la main. Quoi de plus symbolique, cette année, que la remarquable présidence coréenne du G20 ?

Le cadre magnifique de l'édition 2010 de la WPC a été propice à nos travaux, et a contribué à développer l'esprit de coopération dont dépend l'avenir de l'humanité.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'T' followed by a series of loops and a horizontal line at the end.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur
Décembre 2010



Vendredi 15 octobre

- 19h00** **Cocktail d'accueil**
- 20h30** **Dîner-débat**
avec **Christophe de Margerie** (PDG, Total)

Samedi 16 octobre

- 8h30 – 10h00** **Ouverture**
Lecture du Message royal
Discours d'ouverture par **Thierry de Montbrial**
(Président et fondateur de la WPC)
Discours de **Ban Ki-Moon**
(Secrétaire général des Nations unies)
- 10h00 – 11h30** **Session plénière 1**
« Population, climat, santé : quelle gouvernance mondiale ? »
- Intervenants : **William Reilly** (président de la Fondation Climate Works ; président émérite du WWF ; ancien administrateur de l'Agence fédérale de protection de l'environnement),
Chris Viehbach (PDG, Sanofi-aventis),
Fernando Alvarez del Rio (chef de l'unité d'Analyse économique, Mexique),
Jean de Kervasdoué (professeur, CNAM)
- Modérateurs: **Jean-Pierre Elkabbach** (président, Lagardère News),
Narendra Taneja (PDG, World Oil & Gas Assembly)
- 11h30 – 12h00** **Pause-café**
- 12h00 – 13h30** **Session plénière 2**
« Gouvernance monétaire et financière mondiale »
- Intervenants : **Jean-Claude Trichet** (président de la Banque centrale européenne),
Haruhiko Kuroda (président de la Banque asiatique de développement ; ancien conseiller spécial du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi),
Kemal Dervis (vice-président, Économie mondiale et Développement, Brookings Institution)

Modérateurs : **Xavier Vidal-Folch** (directeur adjoint, *El País*, président du World Editors Forum),
Jacques Mistral (directeur des Études économiques à l'Ifri)

13h30 – 15h30 **Déjeuner-débat**
avec **Jean-Claude Trichet** (président de la Banque centrale européenne)

15h30 – 17h30 **Ateliers en parallèle**

1. Énergie et environnement

Anil Razdan (président, ancien ministre de l'Énergie, Inde ; expert en énergie et négociateur international),
Bruno Lafont (PDG, Lafarge),
William Ramsay (directeur du programme Énergie à l'Ifri),
Qu Xing (président, Institut chinois d'études internationales),
Mohammed Tawfik Mouline (directeur général de l'Institut royal d'études stratégiques)

2. Défi alimentaire

Philippe Chalmin (président, professeur, Université Paris-Dauphine ; fondateur du Cercle Cyclope),
Kairat Umarov (vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan),
Yashwant Thorat (ancien président de la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural ; directeur exécutif de la Banque de réserve d'Inde)

3. Gouvernance monétaire et financière mondiale

Jacques Mistral (président, directeur des Études économiques à l'Ifri),
Lionel Zinsou (PDG, PAI Partners),
Pier Carlo Padoan (secrétaire général adjoint de l'OCDE et chef économiste),
Gordon Smith (membre éminent du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale)

17h30 – 18h00 **Pause-café**

18h00 – 19h30 **Session plénière 3**
« Débat sur la gouvernance dans le cadre de l'actualité »

Intervenants : **Joaquín Almunia** (vice-président et commissaire chargé de la Concurrence, commission Barroso II),
Nambaryn Enkhbayar (ancien président de Mongolie),
Miguel Angel Moratinos (ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume d'Espagne),
Hubert Védrine (ancien ministre des Affaires étrangères français),



Amir Peretz (député, État d'Israël),
Konstantin Kosachev (président de la commission des Affaires étrangères de la Douma d'État de la Fédération de Russie),
Manuel Hassassian (ambassadeur de Palestine à Londres)

Modérateurs : **Dominique Moïsi** (conseiller de l'Ifri),
Jim Hoagland (rédacteur en chef adjoint et éditorialiste au *Washington Post*)

20h30 – 22h30 Dîner de gala
 avec **Amina Benkhadra** (ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Maroc),
Fu Ying (vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine)

Dimanche 17 octobre

9h15 – 9h25 Introduction de la journée
Thierry de Montbrial

9h25 – 9h30 Message de Henry Kissinger

9h30 – 10h00 Compte rendu des ateliers parallèles

1. Énergie et environnement
Bruno Lafont (PDG, Lafarge)

2. Défi alimentaire
Philippe Chalmin (Professeur, Université Paris-Dauphine ; fondateur du Cercle Cyclope)

3. Gouvernance monétaire et financière mondiale
Lionel Zinsou (PDG, PAI Partners)

10h00 – 11h15 Session plénière 4
« Gouvernance du cyberspace »

Intervenants : **Nathalie Kosciusko-Morizet** (secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, France),
Craig Mundie (directeur de la recherche et de la stratégie de Microsoft ; membre du President's Council of Advisors on Science and Technology),
François Barrault (président et fondateur de FDB Partners SPRL ; ancien PDG de British Telecom Global Services ; ancien président de Lucent EMEA)

Modérateurs : **Ulysse Gosset** (journaliste, France Télévisions),
Steven Erlanger (chef du Bureau de Paris, *New York Times*)

11h15 – 12h45 Session plénière 5
« Regards croisés franco-coréens sur le G20 »

Intervenants : **Jean-David Levitte** (conseiller diplomatique et sherpa du président Nicolas Sarkozy),
Ahn Ho-Young (ambassadeur itinérant pour le G20, ministre adjoint au Commerce, ministère des Affaires étrangères et du Commerce)

Modérateurs : **Jim Hoagland** (rédacteur en chef adjoint et éditorialiste au *Washington Post*),
Samir Aita (rédacteur en chef du *Monde diplomatique éditions arabes* et président du Cercle des économistes arabes)

12h45 – 15h30 Déjeuner-débat
 avec **Mo Ibrahim** (fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim ; fondateur et ancien président de Celtel International),
 « Gouvernance mondiale et Affaires »

15h30 – 18h00 Après-midi libre

18h00 – 19h30 Session plénière 6
« Puissances émergentes et gouvernance mondiale »

Intervenants : **Fu Ying** (vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine),
Kanwal Sibal (ancien ministre des Affaires étrangères),
Kemal Dervis (vice-président, Économie mondiale et Développement, Brookings Institution),
Stuart Eizenstat (associé, cabinet d'avocats Covington & Burling LLP)

Modérateurs : **Mehmet Ali Birand** (journaliste et écrivain),
Fyodor Lukyanov (rédacteur en chef du journal *Russia in Global Affairs*)

19h30 – 19h45 Conclusions

20h30 Dîner de clôture



OUVERTURE

WORLD
POLICY
CONFERENCE

Troisième
Général
15-18
Mars 2015



Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Lecture du Message de Sa Majesté
par Taïeb Fassi Fihri, Ministre des Affaires étrangères



“

Il convient (...) de mettre en œuvre ce projet salutaire en le considérant comme un processus organique, politique et civilisationnel, à même d'assurer une paix durable par une volonté politique réelle, le droit à des échanges équilibrés et le respect de la diversité culturelle et culturelle. (...)

Autant d'atouts qui ont valu à la World Policy Conference, placée sous Notre Haut Patronage, d'occuper une place privilégiée au premier rang des grandes rencontres internationales. Tant et si bien qu'elle s'est érigée en phare éclairant les décideurs et les opinions publiques de par le monde sur les voies à suivre afin de restituer à la politique ses lettres de noblesse, de réhabiliter l'action politique et de lui conférer une profondeur scientifique et une portée éthique et humaine. Celle-ci pourra ainsi apporter son concours efficient aux efforts visant à assurer, au profit des générations montantes, les conditions d'une vie digne et à construire, pour l'humanité entière, un avenir commun où règnent sécurité et stabilité, progrès et prospérité.



Henry Kissinger

Secrétaire d'État dans les administrations des présidents
Richard Nixon et Gerald Ford, Prix Nobel de la paix 1973



Je souhaite remercier mon ami Thierry de Montbrial de m'avoir invité à prendre la parole pendant quelques minutes devant les participants de la World Policy Conference. Le monde est actuellement dominé par au moins deux réalités accablantes. La première est que le système international des XIX^e et XX^e siècles s'est désintégré. Le système reposant exclusivement sur la souveraineté des Etats n'est plus suffisant pour faire face aux besoins de l'humanité et du monde.

Le second problème est qu'un certain nombre de questions ont surgi, qui ne constituaient pas traditionnellement la matière des discussions internationales, et qui menacent de devenir écrasantes. Ces dernières incluent la prolifération nucléaire, le climat, l'énergie et le système financier international. Les participants à cette conférence peuvent apporter une contribution non négligeable en prenant en considération, et je constate qu'ils le font, les problèmes de la gouvernance internationale.

Auparavant, ces questions ne touchaient pas la gouvernance mondiale. Elles sont désormais cruciales pour la paix et le progrès dans le monde. Tous mes vœux de réussite à cette conférence. Je vous souhaite des discussions fructueuses et mon seul regret est que mon emploi du temps ne m'ait pas permis de prendre part aux délibérations. À tous, mes meilleurs vœux.



Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC



“

L'ambition de cette entreprise est de participer constructivement à la refonte d'un système de gouvernance mondiale visant à renforcer la sécurité de la planète toute entière pour les années et les décennies à venir. Car en définitive, le problème de la gouvernance est un problème de sécurité. Il s'agit de trouver des modes d'organisation et de coordination, dans tous les domaines, permettant de prévenir ou de résoudre aussi harmonieusement que possible les crises susceptibles de se produire, crises classiques de nature politique ou économique, et crises liées à des domaines nouveaux et sans précédents dans l'histoire de l'humanité, concernant par exemple l'écologie et le climat (...). Parler de gouvernance mondiale ou parler d'un nouvel ordre mondial, ce sont deux façons d'exprimer la même idée.



Ban Ki-Moon

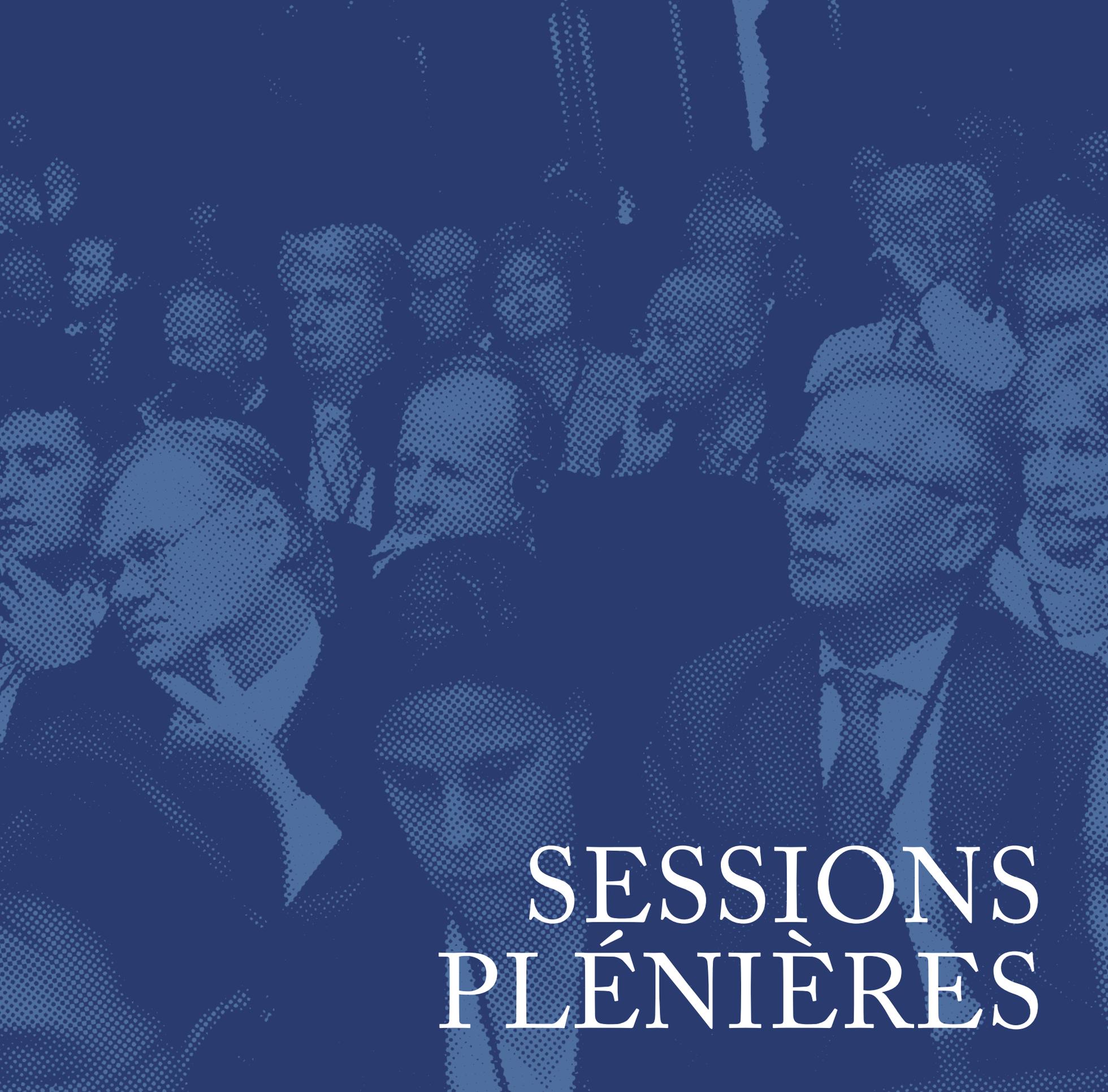
Secrétaire général des Nations unies



“

La gouvernance mondiale est un sujet trop important pour être laissé entre les mains d'une seule organisation ou d'un seul groupe. C'est aux Nations unies – avec son universalité, son expérience et sa présence opérationnelle dans presque chaque pays du monde – que la gouvernance mondiale peut le mieux se concrétiser. Les Nations unies sont le bon endroit, à condition que nous ne nous laissions pas distancer. Il faut pour cela être performant – de façon opportune et responsable. Cela implique la réforme des organes des Nations unies. Le Conseil économique et social peut jouer un rôle plus fort dans tout un éventail de problèmes intimement liés – le risque financier, l'insécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, un système commercial international défectueux. On convient aisément que la composition du Conseil de sécurité doit refléter les réalités d'aujourd'hui, et non celles des décennies passées. De la même façon, il est tout à fait possible d'améliorer les méthodes de travail du Conseil, en matière de transparence, d'alerte rapide et de hiérarchisation des problèmes au sein du programme du Conseil.





SESSIONS
PLÉNIÈRES





Population, climat, santé : qu'est-ce que la gouvernance mondiale ?



William Reilly
Président de la Fondation Climate Works

La seule source d'optimisme (...) en Amérique à l'heure actuelle est le consensus grandissant que nous ne parvenons pas à nous gouverner nous-mêmes et qu'en conséquence, une gouvernance mondiale serait mieux perçue et mieux accueillie que par le passé. La vérité, c'est que toute forme de gouvernance qui serait désirée par les États-Unis est probablement plus hors de portée maintenant qu'elle ne l'était il y a quelques années. (...) Je pense qu'en fin de compte les États-Unis vont prendre conscience des conséquences de la montée du niveau de la mer.



Chris Viehbacher
PDG, Sanofi-aventis

En ce qui concerne la gouvernance, prenons l'exemple de la fondation Bill Gates. Bill Gates a la capacité d'exiger la présence de chaque président d'entreprise pharmaceutique. Une fois sur place, nous l'écoutons parler de son engagement pour la prévention de la malaria. Il demande à chacun de nous ce qu'il fait dans les domaines de la prévention et de la recherche. En outre, il a la capacité de déplacer des capitaux colossaux. Il passera alors un accord avec une entreprise pharmaceutique dont il subventionnera la recherche en échange d'une faible marge sur les ventes. Tout cela se passe actuellement, pas forcément par le biais des Nations unies, mais cela ne signifie pas que ça ne se passe pas.



Fernando Álvarez del Río
Chef de l'unité d'Analyse économique, secrétariat à la Santé, Mexique

Le problème est que bon nombre de ces actions vont au-delà du secteur de la santé. De nombreux aspects s'entrecroisent ; d'autres sont liés aux accords avec l'industrie. C'est à ce moment que la gouvernance mondiale entre en jeu. Il s'agit d'avoir un point de vue qui est mondial, mais qui se traduira par des solutions précises aux problèmes qui sont à la base du conflit. Une fois que l'on aborde ces solutions précises, la question principale est la suivante : comment faire en sorte que le bon choix soit un choix évident pour la population ?



Jean de Kervasdoué
Professeur, Conservatoire national des arts et métiers

Nous ne serons jamais 9 milliards d'êtres humains. Parce qu'il y a un phénomène qui se produit très rapidement et que l'on a beaucoup sous-estimé, c'est la baisse de natalité dans l'ensemble des pays du monde, à part les pays d'Afrique subsaharienne, puisque dans un pays comme celui dans lequel nous sommes, en l'occurrence le Maroc, il y avait 7 enfants par femme en 1964. Aujourd'hui, il y en a moins de 2. (...) L'augmentation de l'espérance de vie dans tous les pays augmente de manière spectaculaire. (...) En Chine, on est passé, entre 1960 et aujourd'hui, d'une espérance de vie de 35 ans à une espérance de vie de 73 ans. On a gagné 36 ans en Chine, en 50 ans.



Jean-Claude Trichet
President, European Central Bank





Gouvernance monétaire et financière mondiale



Jean-Claude Trichet
Président de la Banque centrale européenne

La révolution technologique en cours, qui peut être observée principalement, mais pas exclusivement, dans le domaine des technologies de l'information, conjuguée à la disparition de l'empire soviétique et à la généralisation des économies de marché au niveau mondial, a contribué à créer une nouvelle entité, à savoir l'économie mondialement intégrée, associée au système financier mondial. (...) Il est nécessaire d'élaborer un concept de gouvernance mondiale approprié et à la même échelle. (...) Il est nécessaire de faire en sorte que nos opinions publiques prennent conscience des externalités inhérentes aux décisions prises à l'échelon national et, en conséquence, il convient d'internaliser des concepts complexes tels que la prospérité économique mondiale et la stabilité financière mondiale.



Haruhiko Kuroda
Président de la Banque asiatique de développement

La nouvelle architecture mondiale, monétaire et financière doit s'attaquer à au moins trois problèmes interdépendants. Ce sont, en premier lieu, les importants déséquilibres mondiaux qui persistent et continuent de représenter une menace pour la stabilité économique et financière mondiale. Deuxièmement, la crise financière, qui a mis en évidence des points faibles et des lacunes au sein du système de contrôle national et international. Ce phénomène a généré en amont de la crise une prise de risque et des effets de levier financiers excessifs, avec pour effet de précipiter la crise. Enfin, les dispositions pour le déblocage de liquidités internationales qui sont foncièrement défectueuses. L'utilisation d'une monnaie nationale unique, le dollar américain, en tant que monnaie de réserve internationale, a accru la tension entre les politiques monétaires au niveau national et au niveau mondial. Cette source d'instabilité a perduré, en permettant des coûts financiers moindres pour les pays disposant de la monnaie de réserve.



Kemal Dervis
Vice-président, Économie mondiale et Développement, Brookings Institution

Pourquoi la gouvernance ? Parce qu'il y a interdépendance. Cette interdépendance s'accroît notamment à travers le commerce. Le commerce crée une interdépendance, évidemment, au niveau des politiques fiscales et budgétaires. Une des raisons de coordination est donc que si, par exemple, un pays augmente ses déficits budgétaires pour une politique de relance – comme cela a été fait il y a 18 mois ou 2 ans –, si d'autres ne le font pas, une partie de cette demande va vers l'importation de produits d'autres pays. En fait, il y a une sorte de *prisoner's dilemma* dans le sens où tous les pays ont intérêt à ne pas trop dépenser en espérant que les autres vont dépenser. Ainsi, ils maîtrisent leurs propres dettes et profitent de la dépense des autres.



Joaquin Almunia

Vice-président et commissaire chargé de la concurrence, Commission Barroso II

L'Europe a pris des initiatives très importantes, très courageuses et très valables, au-delà des frontières de l'Europe, pas seulement pour résoudre ses problèmes internes, mais également les problèmes globaux. Mais la position de l'Europe, par rapport à celle des autres, ne peut pas être expliquée d'une façon rationnelle. Je pense à sa représentation excessive au sein des institutions multilatérales, surtout en référence à Bretton Woods, mais on pourrait étendre cette constatation. Il y a beaucoup d'Européens autour de la table du conseil d'administration du Fonds monétaire international, et très curieusement, ceux qui représentent la voix commune des Européens en matière monétaire... La Banque centrale européenne n'a qu'un statut d'observateur.

Nambaryn Enkhbayar

Ancien président de Mongolie

Aucun pays ne peut résoudre ses problèmes seuls et nous devons agir ensemble. Une bonne gouvernance consiste à intégrer les autres et non à les exclure ; à réglementer et coordonner, non à régenter ; à donner sa chance à tout le monde, même à la Corée du Nord, à la Mongolie, à l'Afghanistan ou au Kirghizistan. Une bonne gouvernance implique d'avoir des buts communs, mais malheureusement, tous les pays que je viens de citer ont des objectifs divergents dès lors qu'ils cessent de communiquer entre eux. Il nous faudra établir des buts communs afin d'obtenir de bons résultats à l'issue de nos réunions et de nos discussions. Une bonne gouvernance consiste à tenir tout le monde responsable des résultats et à produire lesdits résultats, car au final, il s'agit bien d'efficacité dans la production de résultats.



Débat sur la gouvernance dans le cadre de l'actualité



Miguel Angel Moratinos
Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Royaume d'Espagne

Ceux qui ont des pouvoirs, les États-nations, l'Union européenne, les Nations unies, ont également des responsabilités. Mais les autres acteurs qui ont aussi du pouvoir n'ont pas de responsabilités. Cependant, ils participent encore à la prise de décision. Lorsque les spéculateurs ont décidé d'acheter des obligations espagnoles à un certain prix, ne font-ils pas de la politique économique et financière ? Lorsqu'un fonds d'investissement décide de transférer ses fonds ailleurs, ne fait-il pas de la politique ? Quand les médias décident qu'un pays agit illégalement, ne font-ils pas de la politique ? Ils ont du pouvoir, mais ont-ils des responsabilités ? Où sont-ils situés dans le système ? C'est cela la grande question si nous voulons avoir un nouveau type de gouvernance politique pour le monde.



Hubert Védrine
Ancien ministre des Affaires étrangères français

Pour apporter un peu d'air dans tout cela, je vais vous présenter un petit scénario rapide de politique fiction, qui sera un scénario de paix. (...) L'objectif est d'obtenir que dans 3, 4 ou 5 ans, un jeune de Gaza, désespéré parce que ses cousins ou ses copains ont été tués par l'armée israélienne, finisse par penser qu'il est plus intelligent d'ouvrir une pizzeria que d'aller se faire exploser à un check point. Il faudra un certain temps pour cela. Il faut que les pays donateurs soient raisonnables et patients. Alors un nouveau Moyen-Orient prendra forme, qui entraînera dans sa dynamique la Jordanie et d'autres pays. Cet ensemble deviendra une sorte de dragon naissant. J'ai fini. Maintenant, vous pouvez comparer cela avec la réalité.



Amir Peretz
Député, État d'Israël

Lorsque l'accord sera prêt, les gens, dans leur majorité, surmonteront leur peur et soutiendront l'accord, parce qu'ils espèrent un avenir meilleur pour leurs enfants et pour les générations futures. (...) Pour la majorité des Israéliens, la question des colonies revêt une importance moindre que celle de la paix, qui modifiera notre monde pour les générations à venir. Je suis persuadé que si nous mettons en marche cette réelle volonté de paix avec la possibilité concrète de parvenir à un accord avec le pouvoir de la communauté internationale et, sous l'égide du président Obama, nous devrions voir ce rêve se réaliser.



Constantin Kosachev
Président de la commission des Affaires étrangères de la Douma d'État de la Fédération de Russie

Cette initiative, de la Russie, en faveur d'un traité de sécurité européen est une simple invitation au dialogue et je suis très heureux de constater que ce dialogue a commencé. (...) Nous progressons dans les discussions visant à déterminer si la sécurité européenne ou mondiale se focalisera exclusivement sur les aspects militaires, comme c'est plus ou moins le cas actuellement, ou si elle prendra en compte d'autres notions comme la sécurité économique, les problèmes humanitaires et d'autres problématiques importantes. (...) L'approche russe des conflits régionaux, que ce soit en Afrique ou dans d'autres régions, ne contredit pas mais coïncide généralement avec celle de nos bons partenaires et amis de l'OTAN, de l'UE, du G20 et d'ailleurs, ce qui est également une bonne nouvelle.



Manuel Hassassian
Ambassadeur de Palestine à Londres

La justice précède la paix et la sécurité, notions qui s'englobent réciproquement. Il est désormais évident qu'Israël dispose d'un réel pouvoir ; mais nous avons une grande capacité de résistance et la puissance militaire et nucléaire d'Israël ne sera jamais à la hauteur de notre puissance démographique. Par conséquent, la séparation totale doit représenter une option stratégique pour Israël ; sans quoi il finira par être perçu comme un État paria isolé. Israël doit admettre un fait simple ; il ne peut pas poursuivre son occupation tout en recherchant la paix et ne peut ignorer l'Initiative de paix arabe, qui constitue l'unique soupape de sécurité garantissant son existence et son acceptation au sein du Moyen-Orient. Nous, Palestiniens, représentons la seule garantie d'une existence légitime de l'État d'Israël. La paix ne prévaudra pas tant qu'Israël ne renoncera pas aux Territoires occupés.





Gouvernance du cyberspace



Nathalie Kosciusko-Morizet
Secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, France

Internet, c'est quelque chose de très évolutif, que personne n'a conçu. En fait, ça fonctionne par addition, et par capillarité. Ça fonctionne aussi de manière très décentralisée. C'est d'ailleurs une part de la résilience d'Internet qui est dans cette décentralisation. Si c'est un espace, c'est un espace perpétuellement en mouvement. (...) Internet est un réseau profondément décentralisé et il trouvera sa sécurité en assumant ce caractère extrêmement décentralisé et pas en voulant recentraliser les systèmes, y compris les systèmes de protection. (...) Le caractère décentralisé du réseau est en soi protecteur et il me semble que ce qu'on devrait trouver au niveau mondial, c'est ça.



Craig Mundie
Directeur de la recherche et de la stratégie de Microsoft

La technologie ne commence pas à une frontière et ne se termine pas à une frontière. De nombreux problèmes liés à la façon dont elle va évoluer vont être difficiles à gérer. L'autre particularité du cyberspace, même s'il élargit notre connaissance du monde physique, c'est que le rythme auquel s'y déroulent les événements est différent. (...) La Société pour l'attribution des noms de domaines et des numéros sur Internet (ICANN) (...) fonctionne en réalité sous les auspices du département du Commerce américain. La structure de l'ICANN était une tentative pour créer quelque chose. Le nom même signifie « International Corporation for the Assignment of Names and Numbers on the Internet ». Les personnes qui souhaitaient gérer cette question, y compris le département du Commerce, ont reconnu qu'il s'agissait de quelque chose qui nécessitait en fin de compte d'être de nature plus internationale.



François Barrault
Président et fondateur de FDB Partners SPRL

Quand on regarde l'évolution de l'Internet depuis ses débuts, ça s'est fait d'une manière virale, un peu chaotique. On a dématérialisé complètement les frontières et, finalement, on a laissé les enfants et la jeune génération s'en emparer. (...) Le cyberspace est un monde parallèle. C'est un monde nécessaire qui fait partie de la vie de tous les jours. Imaginez demain (...) que Facebook s'arrête pendant trois heures. Tous les ados du monde, tous les célibataires du monde seront désespérés. (...) La technologie d'Internet fait partie intégrante de notre vie de tous les jours. Pour moi, le problème de la gouvernance, c'est d'organiser ce chaos.





Regards croisés franco-coréens sur le G20



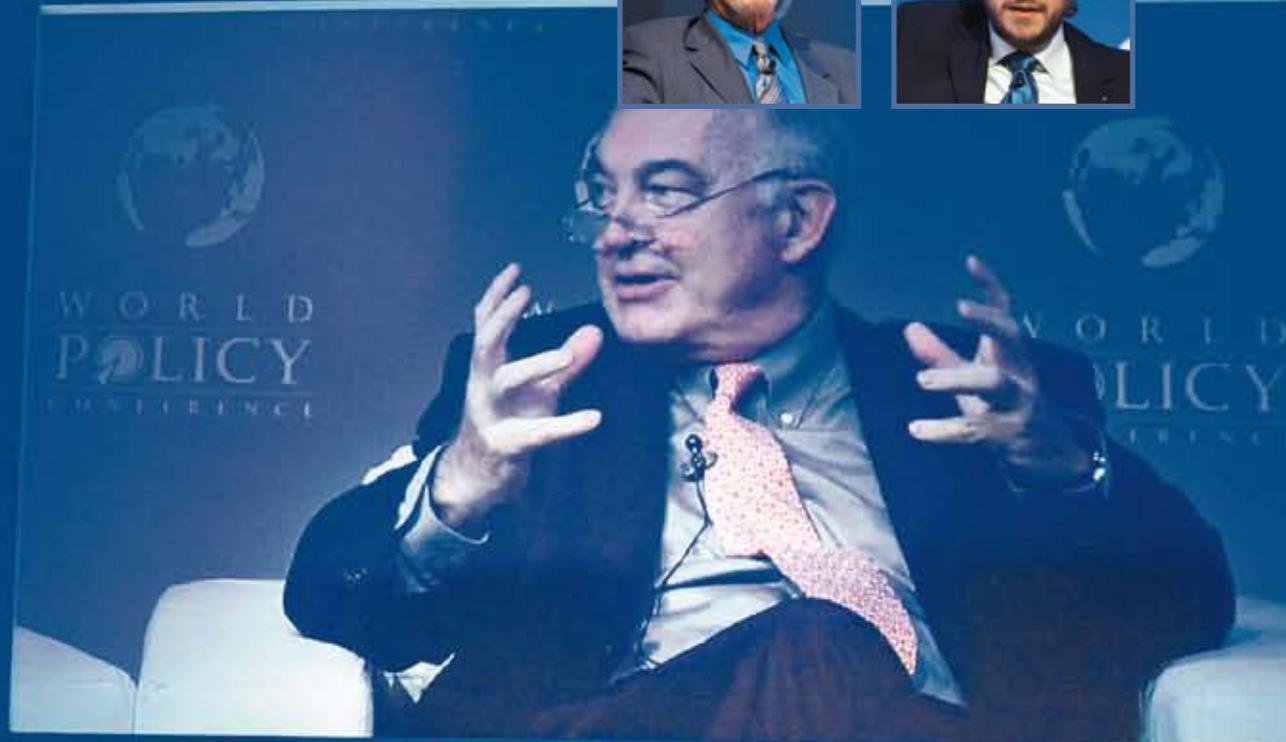
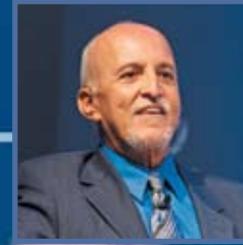
Jean-David Levitte
Conseiller diplomatique et sherpa
du président Nicolas Sarkozy

Je terminerai par un mot sur la méthode de la Présidence française. Nous allons prendre exemple sur nos amis coréens qui, encore une fois, accomplissent un travail tout à fait remarquable. Le Président de la République a le souci de mettre la France à l'écoute ; nous proposons et nous écoutons. Se mettre à l'écoute, c'est d'abord écouter nos partenaires du G20. Il est très important de bien comprendre où sont les priorités et les lignes rouges des uns et des autres, parce que, sinon, comment pourra-t-on avancer ? Une autre idée est chère au Président de la République : travailler toute l'année. Un sommet, c'est 24 heures, 36 heures. Compte tenu des sujets qui sont sur la table, il nous paraît très important que les chefs d'État et de gouvernement, et les ministres, se sentent complètement impliqués.



Ahn Ho-Young
Ambassadeur itinérant pour le G20,
ministre adjoint au Commerce,
Corée du Sud

Si vous vous rendez dans les pays qui ne sont pas membres du G20, on vous donnera 172 raisons pour lesquelles ces pays devraient être présents à la table du G20. En même temps, ce n'est pas très pratique. Au sein du G20, on a le sentiment que 20 pays c'est déjà trop. Il faut combler l'écart entre les 172 pays qui souhaitent s'asseoir à la table du G20 et les pays du G20 qui pensent qu'à 20 ils sont déjà trop nombreux. Nous avons pensé qu'il faudrait peut-être nommer un ambassadeur itinérant et le faire voyager dans tous les pays non membres du G20. Ce serait peut-être une des meilleures manières de prendre en compte les attentes des pays non membres du G20.





Puissances émergentes et gouvernance mondiale



Fu Ying

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine

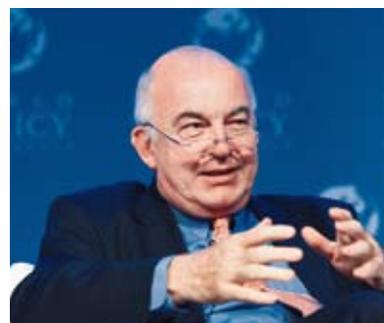
Nous devons reconnaître que cette inquiétude existe des deux côtés. Pour les pays développés, il y a l'inquiétude que les nouveaux pays émergents pourraient ne pas observer les règles d'origine ou ne pas être prêts à accepter les structures existantes. Parallèlement, les pays émergents s'inquiètent que les pays développés puissent ne pas les accepter ou puissent leur imposer leur conduite. J'appelle cela une double inquiétude. Je ne pense pas que nous puissions résoudre ou faire disparaître cette inquiétude à court terme. (...) Que signifie la paix en Chine ? Le caractère chinois signifiant la paix se compose de deux parties. D'un côté le riz et de l'autre la bouche. En nous basant sur l'histoire, nous pensons que si la bouche est nourrie, la paix règne sur la terre.



Kanwal Sibal

Ancien ministre des Affaires étrangères indien

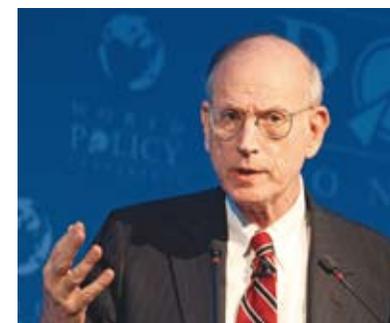
La gouvernance mondiale, tout comme la gouvernance intérieure, doit reposer sur des principes sains. J'imagine que l'on peut rapidement faire la liste de quelques-uns des principes communément admis. Ils comprennent la démocratie, la participation, l'égalité devant la loi, un développement d'ensemble, une attention particulière portée aux fractions défavorisées de la société, etc. (...) La gouvernance mondiale exige des institutions représentatives. (...) Toute forme de bonne gouvernance ne laisse pas de place à la discrimination ou aux deux poids deux mesures. (...) La gouvernance mondiale doit faire face au problème du développement et de la réduction des inégalités mondiales. (...) La gouvernance mondiale doit être une entreprise mutuelle et non une tentative des pays puissants d'imposer leur loi. (...) La phase unipolaire est terminée et, en ce qui concerne la multipolarité, il existe une dichotomie dans l'attitude de certains pays s'opposant à la domination des États-Unis. Ils souhaitent une multipolarité à l'échelle mondiale, mais souhaiteraient l'unipolarité dans leurs propres régions.



Kemal Dervis

Vice-président, Économie mondiale et Développement, Brookings Institution

L'avenir de la Turquie dépend de sa capacité à s'enrichir de cette diversité. Elle ne doit pas essayer de la diluer ou de la faire disparaître, mais doit plutôt en faire une force. Si l'on pense que la mondialisation va se poursuivre et que les forces économiques et culturelles mondiales vont se renforcer à travers le monde, tirer parti de ces différentes dimensions sera une très bonne chose. Bien entendu, cela n'est pas toujours facile. Il existe des inquiétudes et des tensions réelles et je crois que la Turquie les éprouve actuellement. Cependant, jusqu'ici, elle l'a fait pacifiquement, sous l'autorité de la loi et au sein d'un processus fondamentalement démocratique.



Stuart Eizenstat

Associé, cabinet d'avocats Covington & Burling LLP

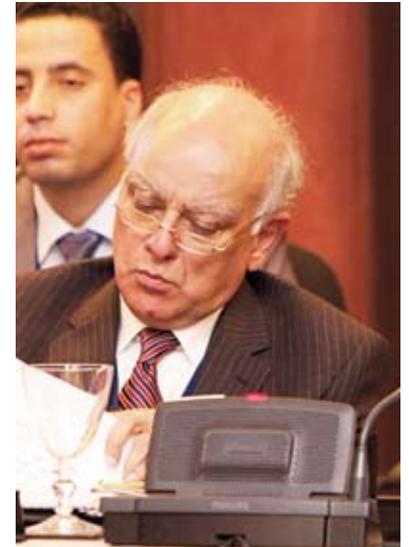
Les principales épreuves que nous affrontons – le changement climatique, la prolifération nucléaire, le combat contre le terrorisme, la croissance économique du marché de l'emploi – nécessitent toutes une action collective. Cependant, plus les protagonistes sont nombreux, plus il est difficile d'avoir des structures de gouvernance qui engendrent des mécanismes décisionnels. Nous sommes réellement à un tournant historique. La question est la suivante : l'influence accrue que les pays en développement demandent à juste titre permettra-t-elle de parvenir à un consensus entre les pays développés et les pays en voie de développement ? Un autre aspect demande à être clairement identifié dans cette nouvelle ère qui est la nôtre. Il ne s'agit pas uniquement du changement ou de la diffusion du pouvoir. Il s'agit de l'intégration, par le biais de la mondialisation, d'un devenir commun. Nous sommes étroitement intégrés en tant qu'économie mondiale. Les chaînes d'approvisionnement se déroulent à travers le monde entier. L'iPhone est manufacturé dans sept pays différents.





ATELIERS
PARALLÈLES

Énergie et environnement



Anil Razdan

Ancien ministre de l'Énergie indien

Il existe un lien indissociable entre la manière dont nous produisons et consommons de l'énergie et le réchauffement climatique ; c'est la dure réalité. On estime que si notre mode de fonctionnement actuel demeure incontrôlé, la température du globe augmentera de cinq degrés Celsius au-dessus des températures préindustrielles, ce qui pourrait causer des changements épouvantables au niveau de l'environnement, provoquant davantage de misère, notamment pour les 75 % de la population peuplant les pays en voie de développement. (...) Ce problème et ce secteur ne peuvent pas être livrés aux forces du marché en vue de trouver des solutions. Ils constituent de toute évidence un domaine dans lequel la gouvernance et la politiques publiques doivent intervenir.



William Ramsay

Directeur du programme Énergie, Ifri

S'agira-t-il du G20 ou du Forum des Économies majeures ? Quel type de minilatéralisme peut potentiellement se mettre en place ? Un petit nombre de pays est en fait responsable de 60 à 80 % des émissions de gaz à effet de serre ; il n'est donc pas nécessaire d'avoir un grand nombre de pays en vue d'obtenir un consensus significatif, ledit consensus pouvant poser les règles du jeu pour les quelques années à venir. (...) Malheureusement, la volonté politique est absente. Dès qu'elle sera présente, nous devons fournir le mode d'emploi au secteur privé, car tout l'argent officiel du monde ne parviendra pas à effectuer cette tâche. Elle nécessitera le secteur privé, et si ce dernier ne dispose pas du mode d'emploi, des conseils, d'un environnement d'investissement stable, du coût du carbone et autres données indispensables, il n'y parviendra pas.

Bruno Lafont

PDG, Lafarge

Le problème qui concerne globalement tout le monde est : comment avoir accès à l'énergie, comment arriver partout à un niveau élevé de protection environnementale afin de garantir une croissance durable, ou tout au moins de ne pas l'anéantir. Et nous devons faire ceci tout en maintenant un contexte de concurrence réglementée. Dans un tel contexte, la mise en place de la gouvernance est problématique, et les attentes créées par Copenhague montrent combien il est difficile d'arriver à un accord global. (...) Les entreprises devraient être impliquées dans la recherche de solutions. Toutes les solutions que nous échafaudons sont universelles en ce sens qu'elles s'appliquent partout dans le monde : au Kenya, au Bangladesh, en Inde, en France ou en Chine. (...) Impliquer les entreprises à un stade précoce peut être une bonne façon de partager et de mettre en œuvre de bonnes solutions.



Mohammed Tawfik Mouline

Directeur général, Institut royal d'études stratégiques

La biodiversité est en net recul. En l'espace d'une trentaine d'années, nous avons perdu plus de 30 % de la biodiversité au niveau mondial. La population des espèces des vertébrés a chuté de 40 % et la désertification est en train de se propager à un rythme accéléré. Il n'est pas exclu qu'elle atteigne 70 % de la surface du globe à l'horizon 2030. Les dérèglements des systèmes naturels du monde, notamment du climat, ont pour conséquence l'exacerbation d'événements extrêmes tels que les inondations catastrophiques au Pakistan, les incendies dévastateurs en Russie et la progression de l'aridité et de la désertification en Afrique.



Qu Xing

Président, Institut chinois d'études internationales

La Chine a fourni des efforts colossaux pour combattre le changement climatique et a obtenu des résultats concrets. La situation de la Chine, le pays en voie de développement le plus vaste au monde, montre également qu'en faisant face au défi du changement climatique, les pays en voie de développement, d'une part résistent à l'impact économique provoqué par les émissions historiques des pays développés et ont dû s'accommoder de ressources limitées pour combattre les désastres environnementaux engendrés par le changement climatique, et d'autre part doivent faire face à la pression d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre au stade initial de l'industrialisation et de l'urbanisation, avec la perspective d'une marge de croissance économique réduite de manière notable.



Le défi alimentaire





Kairat Umarov

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan

L'aggravation du problème alimentaire mondial au XXI^e siècle est essentiellement provoquée par la disproportion entre un taux de croissance démographique élevé et des réserves alimentaires insuffisantes, ceci résultant d'une réduction des ressources de base nécessaires à la production agricole. Nous avons d'ores et déjà été les témoins d'une vague d'émeutes alimentaires à travers le monde. La crise mondiale et la crise alimentaire ont mis en péril tous les efforts de la communauté internationale visant à relever les défis humanitaires. Aujourd'hui, le problème de la faim soulève une nouvelle menace. Auparavant, il était la conséquence de la sécheresse, ou d'autres catastrophes naturelles, alors qu'aujourd'hui il est provoqué par le prix élevé de la nourriture.



Philippe Chalmin

Professeur, Université Paris-Dauphine ; Fondateur du Cercle Cyclope

Qui aurait pensé (...) que l'homme se trouve confronté encore et toujours comme au temps des grandes famines des siècles précédents, aux problèmes alimentaires ? (...) si je ne peux pas augmenter les terres, le challenge (...) est d'être capable de multiplier par 2 les rendements. Alors, comment multiplier par 2 les rendements moyens de la planète ? (...) Il nous faudra dire un mot et faire un peu le point sur le développement des biotechnologies, le développement des OGM qui, aujourd'hui, couvrent des surfaces de plus en plus importantes de la planète et suscitent aussi des réactions extrêmement violentes de « la société civile ou du moins de ses représentants ». Il y aura certainement des progrès techniques. Il y aura de nouvelles révolutions vertes.

Yashwant Thorat

Ancien président de la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural ; directeur exécutif de la Banque de réserve d'Inde

L'Inde a débuté sur cette voie au début des années 1960, avec pour objectif principal l'autosuffisance. (...) Même si l'Inde a fait d'énormes progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire ces cinquante dernières années, le chemin à parcourir est encore long. Il reste de nombreux défis à relever afin d'équiper le pays pour qu'il soit à la hauteur des standards actuels. Par exemple, nous nous sommes assignés de nouveaux objectifs dans notre projet de loi pour la sécurité alimentaire, et nous avons accepté ceux inclus dans les Objectifs du millénaire pour le développement. Cependant, ces objectifs et ces buts représentent tout au plus des jalons posés au bord de la très longue route qui nous attend. Notre but est d'atteindre 1,5 milliard de citoyens bien nourris.



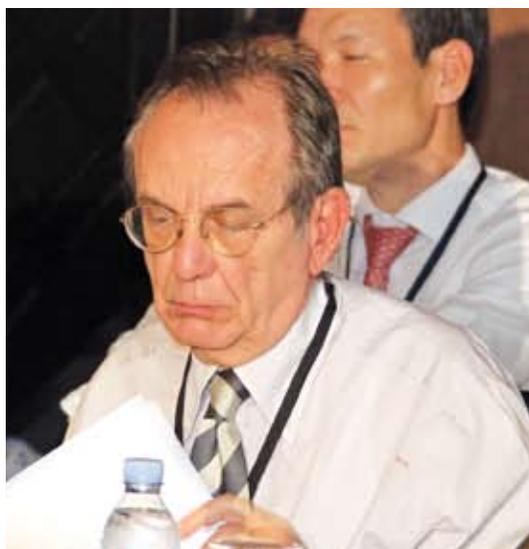
Gouvernance monétaire et financière mondiale





Lionel Zinsou
PDG, PAI Partners

Ce sont les fonds souverains et les intermédiaires financiers asiatiques, latino-américains et, j'ose à peine le dire, africains qui vont relayer l'épargne à long terme des pays développés et qui vont s'approprier une part significative des actifs mondiaux. Même les pays qui ont des déficits de paiement courant comme l'Inde créent leur fonds souverain. Les fonds de placement vont être financés par l'épargne du monde pauvre. L'image caricaturale de l'épargne du paysan chinois ou du paysan tchadien qui finance, parce qu'ils ont des taux d'épargne de 40 %, le consommateur des pays riches, est une image vraie. Elle est caricaturale. Elle est tout ce qu'on veut. Mais c'est ce qui va approvisionner l'Europe en fonds propres. C'est avec ça qu'on va créer de la valeur dans les entreprises européennes.



Pier Carlo Padoan
Secrétaire général adjoint de l'OCDE
et chef économiste

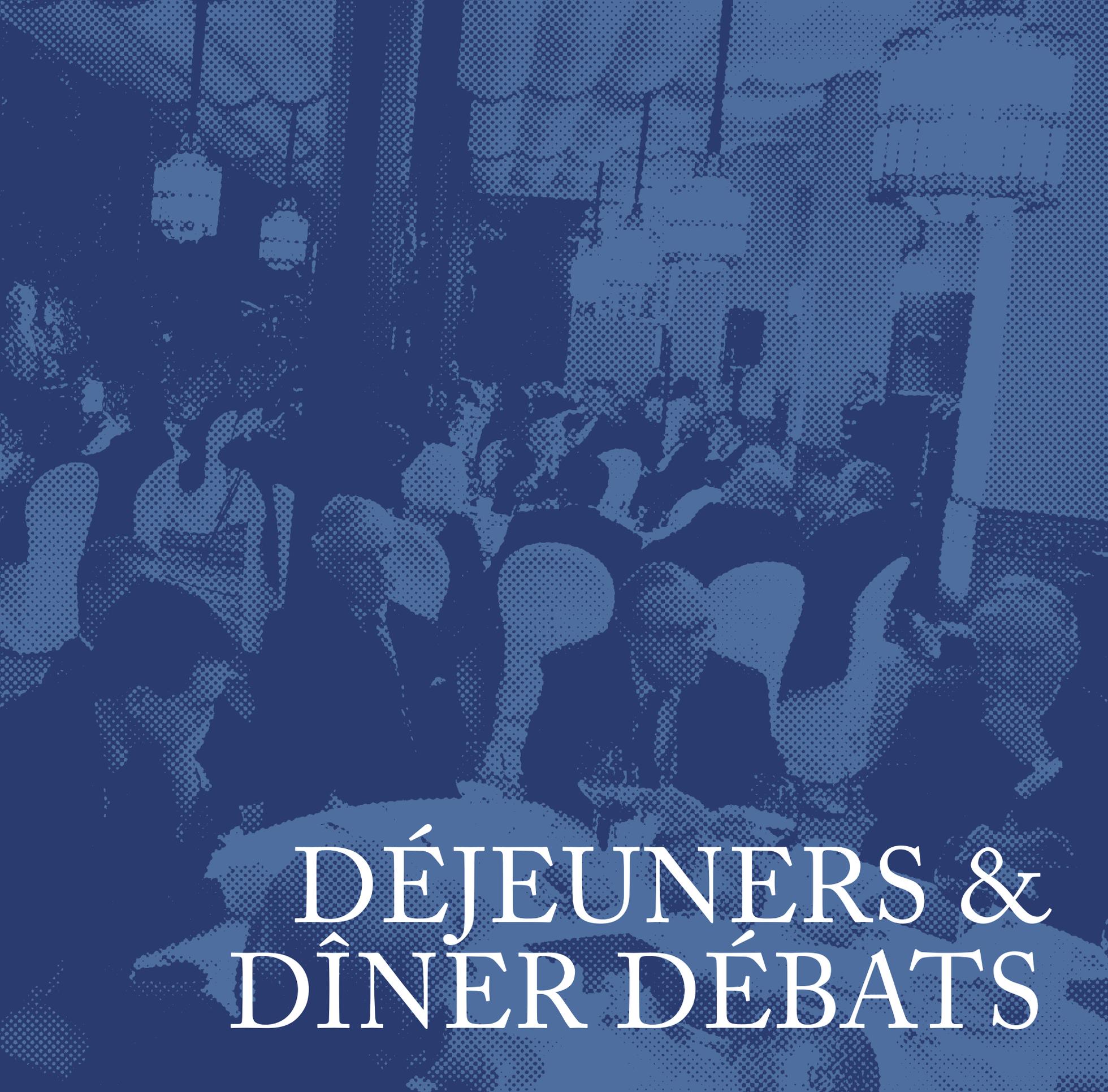
Tout d'abord, un système monétaire international doit être souple afin d'assurer que les ajustements nécessaires n'interviennent pas trop tard, ce qui signifie qu'il résistera à l'émergence de déséquilibres insoutenables. (...) Le deuxième point touche le problème traditionnel du système monétaire international, les déséquilibres, dont la charge devrait être répartie, sinon à parts égales, du moins de manière plus équitable entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. (...) Enfin, ceci ne devrait pas se faire au détriment de la croissance. (...) Nous savons tous que les réformes structurelles liées à l'innovation, y compris sur les marchés du travail, des produits de base et de la finance, sont bénéfiques pour la croissance.



Gordon Smith
Membre éminent du Centre pour l'innovation
dans la gouvernance internationale

À l'instar des droits souverains, il existe également des devoirs souverains. (...) On peut avancer que les protagonistes de la finance en Europe et aux États-Unis ont fabriqué ces deux dernières années des actifs toxiques qu'ils ont vendus à travers le monde, et l'on peut avancer que ce même processus empiète de façon tout à fait néfaste sur la souveraineté des autres. En conséquence, j'avance que nous devons faire ce que l'on nous a probablement tous formés à ne pas faire, à savoir pénétrer dans ce domaine sensible qu'est l'avenir de la souveraineté.





DÉJEUNERS &
DÎNER DÉBATS





Christophe de Margerie

PDG, Total

Nous sommes quant à nous, vous allez peut-être être surpris, demandeurs de gouvernance. Sans gouvernance, nous sommes finalement gênés. On peut éventuellement nous dire : ne faites pas ceci ou cela. Alors, je renvoie le message : puisqu'il y a gouvernance, et que l'on assume, dites-nous ce que c'est, et prenez vos responsabilités. Mais ne dites pas simplement que parce que l'on est gros ou presque riche, ce serait un autre séminaire, on n'est pas dans la *corporate governance*. Ce n'est pas vrai. Ce n'est malheureusement pas clair non plus. Je dis au contraire que, pour nous, la gouvernance c'est de la visibilité, de la prévisibilité et de la sécurité. Pour ceux qui pensent que nous sommes contre la gouvernance, sachez que pour ultra-capitaliste que je suis, grâce à la gouvernance, nous allons pouvoir vivre.







Jean-Claude Trichet

Président de la Banque centrale européenne

La crise qui vient de nous frapper – enfin, qui nous a frappés – sous des formes diverses, au cours des trois dernières années, et particulièrement depuis la mi-septembre 2008, a été elle-même un révélateur formidable de la faiblesse budgétaire partout dans le monde. (...) C'est une formidable leçon. Tous les pays avancés et émergents apprennent de la crise, qui est en quelque sorte un *stress test* en vraie grandeur sur le nouveau monde que nous avons créé.







La gouvernance mondiale et les affaires

Mo Ibrahim

Fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim ; fondateur et ancien président de Celtel International

Il est important pour nous, populations de l'Afrique, d'avoir un tableau de bord. Il faut savoir qui fait quoi et à qui, les résultats de chaque gouvernement, le nombre de kilomètres de routes construites l'année passée, le nombre de lits d'hôpitaux installés, le nombre d'enfants scolarisés, le nombre d'enfants qui ont terminé leurs études, la durée des études pour les filles, les droits sociaux des femmes, le nombre de viols, le nombre de meurtres. Il faut analyser tout ce qui se passe en Afrique et le mettre au grand jour. C'est utile pour la gouvernance car on peut évaluer ce que sont les politiques. On dispose de toutes les données pendant dix ans – leurs données et celles des autres peuples. Il faut déterminer les politiques qui fonctionnent et celles qui échouent. Pour les Africains, il est important de savoir ce que font leurs gouvernements.







CLÔTURE
& DÎNER
DE GALA



WORLD

Troisième édition



Thierry de Montbrial
Président et fondateur de la WPC

Au fond, ce qu'il s'agit de faire au niveau de la planète toute entière, c'est ce que nous tentons de construire depuis une soixantaine d'années au niveau de l'Union européenne. Et je tiens à vous dire ma conviction profonde que dans un siècle, c'est-à-dire au début du XXI^e siècle, ou bien le monde tout entier sera une vaste Union européenne au sens de l'organisation, ou bien il y aura eu des drames, des conflits, des guerres mondiales. (...) L'une de nos grandes satisfactions, c'est de constater qu'il y a déjà un petit club qui est en train de se former, et qui s'est, je crois, considérablement enrichi lors de cette troisième réunion.



**Amina Benkhadra**

Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Royaume du Maroc

Le développement durable ne se limite pas à la gestion rationnelle des ressources et à la préservation de l'environnement qui en sont certes des piliers fondamentaux. Mais il constitue un concept global et intégré qui, dans ses multiples dimensions humaines, sociales, économiques, technologiques et environnementales, considère l'homme comme l'acteur et la finalité de tout développement. C'est un creuset où convergent les diverses composantes civilisationnelles, culturelles et géographiques de la Nation. C'est dans cette vision claire, ancrée dans notre authenticité et projetée sur l'avenir, que SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI, que Dieu L'assiste, construit, sur les bases de l'État de droit et des institutions, de la démocratie participative, de l'équité sociale et de la solidarité spatiale, le projet de société qui propulse le Maroc au cœur de la modernité.



Fu Ying

Vice-ministre des Affaires étrangères
de la République populaire de Chine

Dans un pays en voie de développement tel que la Chine, rien ne revêt plus d'importance ni de pertinence que l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses 1,3 milliard d'habitants. Pour ce qui est de la satisfaction des besoins des personnes, nous accusons encore du retard. Pour comprendre la Chine, il ne faut pas perdre de vue cette réalité. (...) Après un apprentissage à la dure, nous sommes tout à fait convaincus que seuls le maintien de la stabilité et le développement de l'autorité de la loi permettront à notre peuple de traduire ses rêves en réalité et à notre pays de se dresser dans toute sa dignité. (...) Si nous parvenons à construire un partenariat reposant sur le respect et la tolérance mutuels face aux défis communs, nous pourrons transformer le XXI^e siècle en un siècle dont on se souviendra comme une ère de coopération et de partenariat, qui sera la première dans l'histoire de l'humanité. La Chine s'est engagée à bâtir un tel partenariat.



INVITÉS



Soumeya Abdelatif

Médecin algérienne. Première vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Membre fondatrice de la Maison de l'Europe d'Alsace.

Jean Abiteboul

Président de Cheniere Supply & Marketing, filiale à 100 % de Cheniere Energy, Inc., société de Houston spécialisée dans l'importation de gaz naturel liquéfié. Il a rejoint Cheniere en 2006, après avoir occupé différents postes au sein de Gaz de France (désormais GDF Suez), parmi lesquels vice-président exécutif de l'approvisionnement, du commerce et du marketing, président de Gaseleys, vice-président exécutif de l'international, conseiller du président et directeur général et secrétaire du conseil d'administration.

Abdesselam Aboudrar

Président de l'Instance centrale marocaine de prévention de la corruption. Il possède une grande expérience (1974-1998) comme conseiller en ingénierie civile. En 1998, il rejoint la Caisse de dépôt et de gestion (CDG), principale institution financière publique du Maroc et devient en 2006 directeur général adjoint. Il est ingénieur civil (diplômé de l'École nationale des ponts et chaussées, Paris, 1973), économiste (université de Rabat, 1980) et est titulaire d'un MBA (ENPC, Paris, 2000).

Ahn Ho-Young

Actuellement ambassadeur itinérant pour le G20 et ministre adjoint du Commerce au ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Il a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères où il a été chargé de nombreuses affaires juridiques et économiques internationales. Il a été conseiller à la Mission permanente de la Corée auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris ainsi qu'à la Mission permanente auprès de l'Organisation mondiale du commerce à Genève. Il a fait des études de relations internationales à l'Université nationale de Séoul (licence

en science politique) et à l'École de Walsh de service étranger à l'université de Georgetown (master science en relations internationales). Il s'est également spécialisé dans l'étude du droit à l'Université nationale ouverte de Corée (licence en droit) et à l'École de droit de l'université de Georgetown (master en droit).

Samir Aita

Président du Cercle des économistes arabes (www.economistes-arabes.org), rédacteur en chef et directeur général du *Monde diplomatique éditions arabes* (www.mondiploar.com), PDG de A Concept (www.mafhoum.com), une société de conseil en économie et technologies de l'information. Il a effectué des missions de consultance pour différents organismes internationaux (PNUD, Union européenne, Banque mondiale), des gouvernements arabes et des sociétés industrielles. Il est diplômé de l'École polytechnique, de l'École nationale des ponts et chaussées et du Centre de perfectionnement des affaires (HEC). Il est titulaire d'un DEA de mécanique de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires et d'anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales.

Driss Alaoui Mdaghri

Président de l'Association marocaine d'intelligence économique (AMIE) et de la Fondation des cultures du monde (FCM), Président de la commission Économie de la CGEM et vice-président de la Chambre de commerce internationale au Maroc. Il est aussi professeur universitaire, chroniqueur et auteur d'ouvrages dans différents domaines. Il a été plusieurs fois ministre (Communication et porte-parole du gouvernement, Jeunesse et Sports, Énergie et Mines, secrétariat d'État aux Affaires étrangères chargé de l'Union du Maghreb Arabe). Il a également été directeur de l'ISCAE et du CIDC.

Mehmet Ali Birand

Journaliste et écrivain. Il est rédacteur en chef de CNN TURK et présentateur sur Kanal D main news. Depuis plus de 40 ans, il est considéré comme « les yeux et les oreilles » de

la Turquie à l'étranger. Il est l'auteur de huit ouvrages et a été au centre de nombreuses conférences sur les relations Turquie-UE, la question kurde, les relations turques et grecques à Chypre. Il a commencé sa carrière en 1964 au *Milliyet*, le principal journal turc. En 1985, il lance « 32nd Day », programme connu pour son regard indépendant et libéral ; de nombreuses personnalités politiques y ont participé. Il retourne en Turquie en 1991 et devient chroniqueur au *Sabah*, un journal turc connu, et en 1999 au *Posta*, le journal le plus distribué en Turquie.

Patrick Allard

Il est actuellement conseiller pour les affaires économiques internationales au Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères. Auparavant, il était chef du service des prévisions macroéconomiques internationales et chef du service des finances publiques au ministère de l'Économie. Il a également travaillé dans le département des Affaires économiques à l'OCDE. Il est diplômé de l'École nationale d'administration.

Abdelaziz Almechatt

Il est expert comptable et commissaire aux comptes. Il est également président d'honneur de l'Ordre des experts comptables du Royaume du Maroc ainsi que PDG de la société Coopers & Lybrand (Maroc) S.A. Il est professeur à l'ISCAE (Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises) à Casablanca. Il a été membre du comité permanent du CNC (Conseil national de la comptabilité).

Joaquín Almunia

Membre de la Commission européenne chargé de la concurrence depuis février 2010. Il est le fondateur et directeur du groupe de réflexion progressiste Laboratorio de Alternativas. Il a été membre de la Commission chargée des affaires économiques et monétaires (2004-2010). Il a été candidat socialiste au poste de Premier ministre en 2000, secrétaire général du PSOE, porte-parole du groupe parlementaire socialiste, ministre de la Fonction

publique, ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale, député au parlement espagnol. Il est diplômé en droit et en sciences économiques, Université de Deusto (Bilbao) et il a étudié à l'École pratique des hautes études de Paris.

Jaime Gil Aluja

Président de l'Académie royale de sciences économiques et financières d'Espagne depuis 2002. Il a reçu un grand nombre de distinctions espagnoles et internationales. Il a toujours concilié son activité principale, la recherche, avec la gestion des entreprises et institutions financières. En 1960, il est nommé chef supérieur de SEAT, puis conseiller technique et économique de la direction générale (1968). De 1969 à 1985, il exerce librement la profession d'économiste. Il a été investi docteur *honoris causa* par 23 universités et il est membre de 10 académies scientifiques. Docteur en sciences économiques de l'Université de Barcelone, il est titulaire de la chaire d'économie financière et comptabilité et professeur émérite de l'Université Rovira i Virgili, Espagne.

Fernando Álvarez del Río

En juin 2009, il revient au ministère de la Santé où il occupe actuellement le poste de chef de l'Unité d'analyse économique. De 2000 à 2009, il a travaillé à la National Insurance and Securities Commission (CNSF) en tant que directeur général en charge de la supervision de l'assurance santé et en tant que directeur général en charge de la supervision des finances. M. Alvarez est licencié en économie de la Trent University (Canada), diplôme qu'il a obtenu en suivant des cours à l'ITAM (ville de Mexico). Il est titulaire d'un diplôme supérieur en sciences (MSc) en économie et en économie de la santé de l'Université McMaster (Canada).

Michael Ancram

Ancien député. Il est membre du Groupe des parlementaires du Royaume-Uni pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement multilatéral. Il a été membre du comité parlementaire d'information et de sécurité, membre du Shadow Ca-

binet (1997-2005), secrétaire d'État au Shadow Cabinet pour les Affaires étrangères et le Commonwealth (2001-2005), les Affaires internationales (2003-2005), la Défense (2005), leader de l'opposition (2001-2005). Il a également été leader du parti conservateur (1998-2001), ministre, Irlande du Nord (1994-1997). Il est diplômé en histoire de Christ Church, Université d'Oxford, et de l'Université d'Édimbourg, Écosse.

Fouad Arfaoui

Associé en charge de la coordination de l'ensemble des activités du réseau PricewaterhouseCoopers au Maroc. Il a été pendant de nombreuses années commissaire aux comptes d'importantes entreprises françaises. Avant de devenir l'associé-gérant pour le Maroc, il a développé et lancé en France l'offre du réseau PwC en matière de ressources humaines et de conduite du changement. Il est également co-auteur de plusieurs ouvrages et expert judiciaire auprès de la cour d'appel de Paris. Il est diplômé de HEC.

David Avital

Président de MTP Investment Group. Entrepreneur, capital-risqueur et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et autres domaines grâce à des valeurs et principes bien ancrés acquis au cours de sa longue carrière militaire. Les principes et bases de sa philosophie d'entreprise sont la créativité, la flexibilité, la persévérance et un code moral infaillible. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés et est activement impliqué dans des organisations caritatives et politiques.

Ban Ki-Moon

Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Il a été ministre des Affaires étrangères et du Commerce de la République de Corée. Il a été Premier secrétaire de la Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations unies à New York, puis directeur de la division des Nations Unies au ministère à Séoul, et enfin ambassadeur à Vienne. Il s'est beaucoup



investi dans les questions ayant trait aux relations intercoréennes. Il a reçu de nombreuses distinctions, décorations et médailles dans son pays et à l'étranger. Il a obtenu une licence en relations internationales à l'Université nationale de Séoul, une maîtrise en administration publique de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard et il a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'Université nationale de Séoul.

François Barrault

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT, l'énergie renouvelable et l'édition. Il a été PDG de British Telecom Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC après avoir fondé et dirigé BT International comme président ; il a créé ou co-fondé plusieurs entreprises. Il a également été président de Lucent EMEA. Avant de travailler chez Lucent, il était Sr vice-président international d'Ascend Communications venant de l'acquisition de Stratus Computer. Il est titulaire d'un DEA de robotique/IA et il est diplômé de l'École centrale de Nantes et a commencé sa carrière comme chercheur chez IBM.

Amina Benkhadra

Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, elle est lauréate de l'École nationale supérieure des mines de Nancy et de l'École nationale supérieure des mines de Paris. Elle est nommée directeur général du Bureau de recherche et de participation minière (BRPM) et de l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières (ONAREP). En novembre 2003, elle a été nommée directeur général de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), établissement né de la fusion entre le BRPM et l'ONAREP. Elle a obtenu le diplôme d'ingénieur civil des mines et de docteur ingénieur en sciences et techniques minières. Elle est également titulaire de certificat de géographie industrielle et commerciale au Conservatoire national des arts et métiers.

Micheline Bossaert

Directeur des Affaires internationales de GDF SUEZ. Elle a été vice-président Asset Management Amérique du Nord, Asie, Moyen-Orient et Afrique au sein de la branche Tractebel Electricity & Gas International (EGI). Elle a été à la tête de la direction Finance, Trésorerie et Taxes de la branche rebaptisée Suez Energy International (SEI). Elle a été vice-président, ainsi que membre du comité de direction générale de SEI. Le comité de direction générale du groupe lui a également confié un mandat spécifique de mise en place de la communauté de pratique Business Development de GDF SUEZ. Elle la préside toujours.

Othman Bouabid

M. Bouabid est investi par Sa Majesté le roi HASSAN II des fonctions de gouverneur à l'administration centrale le 22 janvier 1991. Il s'est lancé dans une carrière administrative où il a occupé des postes importants, notamment à la Centrale du ministère de l'Intérieur et au cabinet du ministre de l'Intérieur. Il est licencié en droit de la Faculté de droit de Rabat et docteur d'État en sciences politiques, diplômé de l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur de divers articles et publications dont « Les prolongements diplomatiques de la marche verte » dans l'ouvrage collectif : *SA MAJESTÉ HASSAN II présente la marche verte*, aux éditions Plon, 1990.

Emma Broughton

Assistante de recherche pour le programme Santé & Environnement de l'Ifri. Elle est titulaire du Master of Science in International Relations de la London School of Economics and Political Science (2007), depuis l'obtention duquel elle travaille pour l'Ifri. Elle s'intéresse au concept de sécurité en lien avec l'environnement, les négociations internationales sur l'environnement et le rôle des acteurs du secteur privé dans la gouvernance mondiale de l'environnement, et plus particulièrement sur la gouvernance de la biodiversité.

André Caillé

Chancelier de l'Université de Mon-

tréal. Il a été président du Conseil mondial de l'énergie. Il est membre de plusieurs conseils d'administration, dont celui de la Banque nationale du Canada, de JUNEX et de l'Institut des administrateurs de sociétés. Il a été PDG d'Hydro-Québec, professeur et coordonnateur à l'Institut national de la recherche scientifique ainsi que directeur des Services de protection de l'environnement et sous-ministre de l'Environnement du Québec. Il a été président et chef de la direction de Gaz métropolitain. Il a obtenu une maîtrise et un doctorat en physicochimie à l'Université de Montréal.

François Chabannes

Président de Technochabs. Il a été délégué général du CIDEF, du GITEP-EDS (fusion avec le GIFAS). Il a occupé différents postes au sein du groupe Thomson-CSF, parmi lesquels vice-président Stratégie-Défense dans la branche Aéronautique et secrétaire général de la direction internationale. Il a également été directeur général de la Compagnie industrielle des lasers (CILAS). Il est diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAR ; il a obtenu un DEA optique quantique (ESO) et un diplôme INFO II (CIRO-informatique de défense).

Mohamed Chafiki

Directeur des études et des prévisions financières pour le ministère de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc, Mohamed Chafiki a été décoré de l'Ordre national du mérite par le Royaume du Maroc et est chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur. Il s'intéresse à la finance publique, à la gouvernance, aux réformes institutionnelles et économiques et au suivi des coopérations économique et financière, tant au niveau multilatéral qu'au niveau bilatéral.

Philippe Chalmin

Professeur d'histoire économique et directeur du master Affaires internationales à l'Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope, principal institut de recherche et d'études en France sur les marchés internationaux. Il est membre du Conseil de prospective européenne

et internationale pour l'agriculture et l'alimentation (2003), membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre (2006). Chroniqueur économique au *Monde*, il intervient régulièrement en télévisions et radios. Il a publié une cinquantaine d'ouvrages dont le dernier : *Le Siècle de Jules, le XXI^e siècle raconté à mon petit-fils*, Bourin, 2010. Il est diplômé de HEC, agrégé d'histoire et docteur d'État ès lettres et sciences humaines.

Michael Chertoff

Conseiller, Covington and Burling LLP et membre du Groupe de défense et d'enquête des employés. Il a été secrétaire du département de la Sécurité intérieure. Il a également participé au Conseil de sécurité nationale et au Conseil de la sécurité intérieure ainsi qu'au Comité pour l'investissement étranger aux États-Unis. Il a été membre de la Cour d'appel des États-Unis pour le troisième circuit (2003-2005). Avant de devenir juge fédéral, il était adjoint du procureur pour la division criminelle du Département américain de la justice. Il a reçu de nombreux prix et deux doctorats *honoris causa*. Il est diplômé d'Harvard (Law School).

Sergey Chestnoy

Directeur du département international de Russian Aluminium (RUSAL) depuis juillet 2001. Il a occupé différents postes au sein du ministère des Affaires étrangères de Russie depuis 1984, parmi lesquels directeur adjoint du département de l'Amérique du Nord, conseiller du sherpa russe lors du G8, directeur de la section économique de l'ambassade de la Fédération de Russie aux États-Unis (Washington) et directeur adjoint du département de coopération économique. Diplômé de l'Institut des relations internationales de Moscou, il a obtenu un doctorat (PhD) en économie.

Seán Cleary

Fondateur et vice-président de la Future World Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Conférencier invité pour parler de la stratégie d'entreprise mondiale, des défis stratégiques de la mon-

dialisation et de la résolution de conflits dans plusieurs universités. Il est conseiller stratégique du président du World Economic Forum, membre du comité de direction de LEAD International et IFES, et auteur, avec Thierry Malleret, de *Resilience to Risk*, et *Global Risks*. Il a fait des études de sciences sociales et de droit et a obtenu un MBA à Henley Management College, Brunel University, Royaume-Uni.

Bertrand Collomb

Président d'honneur de Lafarge. Il est administrateur de plusieurs sociétés (Total, ATCO et DuPont), président de l'Ifri (Institut français des relations internationales) et de l'IHEST (Institut des hautes études pour la science et la technologie), membre du comité directeur de l'Institut européen de technologie, et du Forum européen de gouvernement d'entreprise. Il est membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques). Il a dirigé Lafarge de 1989 à 2003, et l'a présidée jusqu'en 2007. Après des études à l'École polytechnique et l'École des mines, il a obtenu une licence en droit, et un PhD en management à l'Université du Texas.

Dominique David

Directeur exécutif de l'Ifri depuis avril 2006. Chargé de recherches au Centre d'études politiques de défense de l'Université de Paris I, il a été ensuite directeur adjoint de l'Institut français de polémologie, puis secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN) entre 1985 et 1991. Il a enseigné à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (Coëtquidan), à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a rejoint l'Ifri en 1992 et a dirigé le département des Études de sécurité. Il est aussi rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*. Il est depuis 1998 membre du Conseil scientifique de la défense auprès du ministre de la Défense français.

Nathalie Delapalme

Directeur de la recherche et des politiques publiques pour la Fondation Mo Ibrahim. Ancienne haute



fonctionnaire française. Avant de rejoindre la Fondation Mo Ibrahim, elle était inspectrice générale à l'Inspection générale des finances. Elle a travaillé auprès du gouvernement français comme conseillère sur les questions Afrique, développement et aide d'urgence au cabinet de plusieurs ministres des Affaires étrangères entre 1995-1997 puis entre 2002-2007. Elle a auparavant effectué une partie de sa carrière comme conseillère de la Commission des finances et du budget du Sénat français. Elle est diplômée de l'IEP de Paris et de l'Université Panthéon Assas.

Thérèse Delpech

Directeur chargé de la prospective au Commissariat à l'énergie atomique. Elle a écrit de nombreux articles sur les relations internationales et les questions de défense dans des revues telles que *Politique étrangère*, *Commentaire*, *Politique internationale*, *Internationale Politik* (Germany), *Survival* (IISS). Elle a été au conseil de direction de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) (2002-2007). Elle a été conseiller du Premier ministre français pour les affaires politico-militaires (1995-1997) et consultant permanent pour le Centre d'analyse et de prévision, ministère français des Affaires étrangères (1991-1995). Elle a étudié la philosophie et est l'auteur de six ouvrages dont *L'Appel de l'ombre. Puissance de l'irrationnel* (2010).

Kemal Dervis

Vice-président du programme pour l'économie mondiale et le développement à la Brookings Institution, Washington DC. Il a présidé le Programme des Nations unies pour le développement. Avant sa nomination au PNUD (2005-2009), il était membre du Parlement turc et ministre des Affaires économiques et du Trésor. En 1977, il rejoint la Banque mondiale où il occupe divers postes jusqu'à son retour en Turquie en 2001. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en économie de la London School of Economics et d'un doctorat de l'Université de Princeton.

François Drouin

PDG d'OSEO. Il a commencé sa carrière comme ingénieur à la Direction régionale de navigation du Nord-Pas-de-Calais. Il a été directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit local de France pour la Normandie puis la Bourgogne. Il a également été président du directoire de la Société régionale de financement (Sorefi) des Caisses d'épargne de Midi-Pyrénées puis de la Caisse d'épargne de Midi-Pyrénées. Il a présidé le directoire du Crédit foncier de France. Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'ENPC (corps des Ponts) et il a obtenu un DES de sciences économiques (Paris X).

Stuart Eizenstat

Associé, Covington & Burling LLP. Il a occupé des postes à responsabilité tels que conseiller principal de la Maison Blanche en politique intérieure du président Jimmy Carter, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne, sous-secrétaire d'État du Commerce en charge du commerce international, sous-secrétaire d'État chargé des Affaires économiques, industrielles et agricoles et secrétaire adjoint du Trésor américain sous l'administration Clinton. Ses articles paraissent dans le *New York Times*, *Financial Times*, *International Herald Tribune*, *Washington Post* et *Foreign Affairs magazine*. Il est diplômé de l'Université de Caroline du Nord (Chapel Hill) et d'Harvard (Law School). Il a reçu sept doctorats honorifiques et des distinctions de France (Légion d'honneur), d'Allemagne et d'Autriche.

Jean-Pierre Elkabbach

Président de Lagardère News. Il fut directeur de l'information sur Antenne 2, président de France Télévision et conseiller personnel de Jean-Luc Lagardère, puis d'Arnaud Lagardère en matière de stratégie des médias. Il a été président d'Europe 1 et de la chaîne parlementaire française Public Sénat, où il présente une émission littéraire hebdomadaire intitulée Bibliothèque Médicis. Il est l'auteur d'un documentaire intitulé *François Mitterrand : conversations avec un président*, 2001.

Nambaryn Enkhbayar

Après ses succès aux postes de premier vice-président du Comité du développement de la culture et des arts, de ministre de la Culture et de membre du parlement, de Premier ministre, de président du Parti révolutionnaire du peuple mongole, de président du Parlement mongol (le Grand Khural), il devient président de la Mongolie entre 2005 et 2009. Il est licencié en littérature et langues de l'Institut littéraire de Moscou et a suivi une formation en anglais à l'université de Leeds, Royaume-Uni.

Steven Erlanger

Directeur du bureau parisien du *New York Times*. Il a occupé un grand nombre de postes pour le *Times* à Berlin, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York, où il fut éditeur culturel pendant deux ans. Auparavant, il a travaillé pour le *Boston Globe* comme correspondant en Europe, basé à Londres. Il a également été journaliste en Europe de l'Est, à Moscou et en Iran. Il a été professeur à l'Université d'Harvard. Il a partagé le prix Pulitzer du reportage d'investigation pour une série sur Al-Qaïda et le terrorisme mondial en 2002. Il est titulaire d'une licence de l'Université d'Harvard et il a étudié le russe au St Antony's College, Oxford.

Taïeb Fassi Fihri

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Nommé directeur de la division en charge des relations avec l'Union européenne au sein du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération en 1986, il participa aux diverses négociations sur les relations entre le Maroc et l'Union européenne. En 2000, en tant que secrétaire d'État, il devient le seul interlocuteur officiel auprès des autorités américaines en charge des négociations dans le cadre de l'Accord de libre échange américano-marocain. Premier ingénieur en statistiques au sein de l'Institut national de la statistique et d'économie appliquée (INSEA) de Rabat, il a obtenu son doctorat en analyse et économie politique à l'Institut d'études politiques de Paris.

Fu Ying

Vice-ministre des Affaires étrangères depuis 2009. Elle a été fonctionnaire, puis attachée près l'ambassade de la République populaire de Chine en République socialiste de Roumanie (1978-1982), attachée au département de traduction et d'interprétation du ministère des Affaires étrangères (MAE) (1982-1985), directrice adjointe, puis première secrétaire au département d'Asie du MAE (1990-1992), directrice générale d'Asie du MAE (2000-2003), ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine au Commonwealth d'Australie (2003-2006), puis au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2006-2009). Elle est diplômée de l'Université de Kent au Royaume-Uni.

Nicolas de Germay

PDG et fondateur de la compagnie d'investissement Alandia, fondée en collaboration avec certaines des grandes familles industrielles françaises. Après avoir vendu son premier cabinet de conseil à KPMG, il a occupé le poste de président de Kroll France. Au cours de sa carrière, il est impliqué dans de nombreuses affaires à travers l'Europe mais également dans des pays émergents tels que l'Inde, la Malaisie, la région du Golfe et l'Afrique du Nord, agissant au nom des multinationales, des gouvernements ou des souverains. Il est (ou fut) membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC. Il a publié un ouvrage sur la mondialisation intitulé *Mondialisation, un autre regard*, en juin 2010.

Emmanuel Glaser

Membre du Conseil d'État français. Depuis janvier 2010, il est assesseur à la 10^e sous-section de la section du contentieux du Conseil d'État. Auparavant, il était commissaire du gouvernement près la section du contentieux du Conseil d'État (3^e sous-section). Il est diplômé de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration.

Thomas Gomart

Sous-directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI de l'Ifri. Ses études et

son expérience professionnelle sont étroitement liées à l'espace post-soviétique. Membre Lavoisier à l'Institut d'État de Moscou des relations internationales (Université MGIMO, Moscou), conférencier invité à l'Institut d'études de sécurité (Union européenne, Paris) et membre Marie Curie au département des études de guerre (King's College, Londres), ses expériences internationales sont variées. Il édite actuellement son prochain ouvrage avec A. Dellecker : *Russian Energy Security and Foreign Policy* (2011). Il est titulaire d'un doctorat à Paris I Panthéon-Sorbonne ainsi que d'un EMBA d'une HEC.

Ulysse Gosset

Correspondant international et présentateur de télévision, il travaille actuellement pour France Télévisions à Paris. Il a été journaliste et correspondant principal pour TF1 aux États-Unis (1993-2002) et à Moscou (1986-1993). Il est l'un des fondateurs et l'un des membres de l'administration de France 24, chaîne française d'information internationale. Il a été présentateur et producteur délégué de l'émission *Le Talk de Paris*, et directeur responsable des nouvelles nationales chez France 3 (Groupe France Télévisions). Il est diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille et auteur des livres *Le Complexe d'Hillary ou Pourquoi les Américains ont tort d'avoir peur de leur femme*, 1996, Éditions Lattès, Paris, et *Histoire secrète d'un coup d'État*, 1991, Éditions Lattès, Paris.

Jean Paul Guevara

Directeur général des relations bilatérales auprès du ministre des Affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie. Au sein de la diplomatie publique, il travaille à étendre les relations bilatérales avec les pays des continents américain, européen, asiatique, africain et océanique en regroupant les mécanismes bilatéraux existants. Parlant plusieurs langues, il possède une expérience professionnelle étendue en matière de relations internationales relatives à la migration et à la coopération internationale. Professeur dans plusieurs grandes universités



boliviennes et mexicaines. Publication : *Les Migrations boliviennes et la mondialisation*, Éditions Syllepse, Paris, 2004.

Manuel Hassassian

Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un éminent représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques. Parmi ses récompenses et prix académiques figure un doctorat honorifique (docteur *honoris causa*) de l'Université de Reims ; il fut aussi sélectionné par le Centre de développement international et de gestion des conflits (Université du Maryland) pour le Gleitzman Middle East Award. Il est licencié en sciences politiques de l'Université américaine de Beyrouth, titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la Toledo University (Ohio, États-Unis) et d'un doctorat en politique comparative de l'Université de Cincinnati (Ohio, États-Unis).

Cullen Hendrix

Associé de recherche au Peterson Institute for International Economics, au Robert S. Strauss Center for International Security and Law et au Centre for the Study of Civil War à l'International Peace Research Institute, Oslo (PRIO), professeur assistant de science politique à l'Université du Texas du Nord. Il concentre ses recherches sur les relations internationales, la politique comparée, les sciences sociales et environnementales, les conflits et le développement ; ses travaux ont été publiés dans des revues telles que *Political Geography* et *Journal of Peace Research*. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Californie, San Diego.

Jim Hoagland

Conseiller de la rédaction du *Washington Post* depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger pendant deux décennies. Il a occupé différents postes depuis qu'il a rejoint le journal en 1966 :

il a été journaliste, il a travaillé au service publication et rédaction, et il a été rédacteur pour la partie « Débats ». Il a reçu deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme. Il a commencé sa carrière de journaliste avec le *Rock Hill Evening Herald* en 1960 alors qu'il était encore à l'université. Il est l'auteur d'un livre, *South Africa: Civilizations in Conflict* (1972). Il a un diplôme de journalisme de l'Université de Caroline du Sud et il a étudié à l'Université d'Aix-en-Provence et à l'Université de Columbia.

Steve Howard

Secrétaire général fondateur de Global Foundation, organisation fondée en 1998. Il a consacré toute son énergie à son réseau professionnel et personnel étendu, développé au cours de ses 25 années passées dans les affaires, les affaires civiles, les services publics et l'élaboration de politiques publiques en Australie et autour du monde. Il est également directeur du comité de rédaction de *Australia Network*, le service de télévision international australien accessible dans 44 pays. Auparavant, il fut conseiller personnel auprès d'un certain nombre de sociétés et d'institutions internationales et directeur exécutif du premier Comité pour Melbourne (1989-1995).

Abid Hussain

Ancien ambassadeur de l'Inde aux États-Unis. Chancelier de l'université des langues anglaise et étrangères à Hyderabad, membre du Panel international sur la démocratie et le développement de l'UNESCO, professeur émérite à l'Institut indien du commerce extérieur et à l'Institut du service extérieur du ministère des Affaires extérieures, président de la Ghalib Academy et vice-président de la Fondation Rumi. Il est membre de l'Académie du Royaume du Maroc et de la fondation BP Koirala. Il a été rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, membre du Conseil des relations étrangères, New York.

Mo Ibrahim

Expert du secteur des télécommunications. Il a créé Celtel international,

l'une des sociétés les plus prospères du continent africain. En 2006, il a créé la Fondation Mo Ibrahim qui vise à conforter la qualité de la gouvernance et l'excellence du leadership en Afrique. En 2007, il a quitté la présidence de Celtel international pour se consacrer à cette initiative. Mo Ibrahim a été à plusieurs reprises récompensé pour ses activités d'universitaire, d'homme d'affaires ou de philanthrope. Il a reçu le prix du Président de la GSM Association, et le Prix BNP Paribas de la Philanthropie. En 2008, Mo Ibrahim a figuré dans la liste des 100 personnes les plus influentes du monde établie par le magazine *Time*.

Bouthayna Iraqui-Houssaïni

Membre du Parlement du Royaume du Maroc, représentant le RNI depuis 2007. Elle dirige deux entreprises qu'elle a fondées : LOCAMED (en 1990), et ORTHOPROTECH (en 2000). Elle est membre du conseil d'administration de la Banque populaire régionale de Rabat, ex-présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise du Maroc (AFEM), membre fondateur du MENA Business Women Network, réseau des femmes chefs d'entreprises de la région MENA, vice-présidente de l'association Club Entreprendre. Elle est titulaire d'un doctorat en pharmacie de l'Université de Paris XI. En 2010 elle participe au débat national sur la place et l'avenir des médias et de la presse dans la société marocaine et elle contribue à la création d'un livre blanc sur le sujet.

Peter Jankowitsch

Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe, ancien ministre fédéral des Affaires étrangères et ambassadeur d'Autriche. Il a été représentant permanent de l'Autriche auprès des Nations unies à New York. Il a représenté l'Autriche au Conseil de sécurité des Nations unies et a été président du Conseil de sécurité en 1973. Il a aussi été représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, vice-président du comité directeur de

l'Agence internationale de l'énergie. Il a fait des études de droit, de sciences politiques et de langues modernes à l'Université de Vienne et à l'Académie de droit international de La Haye.

Sabine Jansen

Sabine Jansen est maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris et chercheuse rattachée au Centre d'histoire de Sciences Po. Elle est rédactrice en chef de la revue *Histoire@Politique: politique, culture, société*. Elle a publié, entre autres, *Pierre Cot. Un antifasciste radical* (Fayard, 2002) ; *Les Grands Discours parlementaires de la Quatrième République. De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle* (Armand Colin/Assemblée nationale, 2006) ; *Le Pouvoir et le citoyen (IV^e-V^e Républiques)* (La Documentation française, octobre 2000). Actuellement, ses travaux portent sur les origines et le rôle de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Agrégée de l'Université, elle est diplômée de Sciences Po et docteur en histoire.

Juha Jokela

Directeur de programme au sein du programme de recherche de l'Union européenne à l'Institut finlandais des affaires internationales. Il est membre du Conseil consultatif des droits de l'homme du ministère finlandais des Affaires étrangères. Il a été chargé de recherche invité à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Paris (2009-2010), conseiller au ministère des Affaires étrangères de Finlande (2009), directeur du réseau d'études européennes de l'Université d'Helsinki (2008). Il est diplômé de l'Université de Birmingham, en science politique et études internationales, et il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Bristol.

Bruno Joubert

Ambassadeur de France au Maroc. Il a été en poste à l'ambassade de France à Washington (1978-1982) et à la Représentation permanente française auprès de l'Union européenne (1986-1990), directeur de cabinet du ministre aux Affaires

européennes (1995-1997), directeur de la stratégie, ministère de la Défense (1997-2001), ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à Vienne (2001-2003), directeur d'Afrique au ministère des Affaires étrangères (2003-2006), secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères (2006-2007), conseiller diplomatique adjoint, chargé de l'Afrique à la Présidence de la République (2007-2009). Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration.

Mohammed Kabbaj

Président Lafarge Maroc, président Fondation Esprit de Fès. Il est également membre du conseil d'administration de la Fondation de la pensée arabe. Il a été conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc. Il a été ministre des Finances et des Investissements extérieurs. Il a également été président du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale ainsi que ministre des Travaux publics, de la Formation professionnelle et de la Formation des cadres. Il est lauréat de l'École polytechnique de Paris, ingénieur, lauréat de l'École nationale des ponts et chaussées et il a un DEA en économétrie à la Sorbonne, Paris.

Jean de Kerguziau de Kervasdoué

Professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers (Paris), codirecteur de l'école Pasteur/CNAM de santé publique. Il a été consultant auprès de l'OCDE, Visiting Professeur à l'Université de Yale, directeur des hôpitaux au ministère de la Santé (1981-1986) et chargé de mission au cabinet du Premier ministre (1981). Ingénieur agronome de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, il est titulaire d'un MBA et d'un doctorat en socio-économie de l'Université de Cornell. Derniers ouvrages : *Les Prêcheurs de l'Apocalypse*, Plon, 2007, et *Très cher santé*, Perrin, 2009.



Kim Cae-One

Président du Conseil national de la recherche pour l'économie, l'humanité et les sciences sociales, Corée. Il a été professeur d'économie à l'Université nationale de Séoul et doyen de la Faculté des sciences sociales. Il a également été président fondateur de l'Institut de développement stratégique de la société informatique, membre du Conseil monétaire de Corée et commissaire de la Commission de surveillance financière de la Corée. Il a été président de la Korea Economic Association. Il a écrit de nombreux livres et articles sur l'économie coréenne et internationale. Après des études de droit à l'Université nationale de Séoul, il s'est spécialisé dans l'intégration économique européenne à l'Université libre de Bruxelles (MA, PhD).

Momodu Koroma

Directeur général de Future Standard Ltd Enterprize. Ancien ministre des Affaires étrangères de Sierra Leone, ministre des Affaires présidentielles, ministre de l'Énergie et de l'Environnement. Il a été responsable de la réforme sur la gouvernance, ainsi que de celle du service public. Professeur d'université, physicien, environnementaliste et expert des énergies renouvelables, il a participé à la création du Fonds fiduciaire pour la paix (Peace Building Fund) en Sierra Leone en collaboration avec les Nations unies pour la consolidation de la paix après la guerre dans son pays.

Constantin Kosachev

En 1999, il est nommé député de la Douma d'État de la Fédération de Russie, puis premier député administrateur de la faction « Otechestvo – Yedinaya Rossiya » (« Patrie – Russie unie ») et vice-président de la commission des Affaires étrangères de la Douma d'État de la Fédération de Russie. En 1984, il rejoint le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, où il occupe divers postes diplomatiques au ministère et dans des institutions étrangères après avoir été diplômé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou. Il a été décoré de l'Ordre de l'amitié (Russie),

de l'Ordre du mérite pour la patrie, 4^e grade (Russie), de l'Ordre royal de l'Étoile polaire (Suède), de l'Ordre de services rendus à la patrie, 4^e degré (Russie), ainsi que de la Croix d'officier de la République de Hongrie.

Nathalie Kosciusko-Morizet

Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, ancien secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, maire de Longjumeau (Essonne) depuis 2008, députée de l'Essonne depuis 2002, conseillère régionale d'Île-de-France depuis 2004 et secrétaire générale adjointe de l'UMP. Elle a été conseillère technique (écologie et développement durable) du Premier ministre (2002), chargée de mission auprès du directeur de la stratégie d'Alstom (2001-2002), secrétaire d'État chargée de l'Écologie (2007-2009). Elle est diplômée de l'École polytechnique et de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts et membre du corps des ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts.

Haruhiko Kuroda

Président de la Banque asiatique de développement (BAD) et de son conseil d'administration. Il a été conseiller spécial au cabinet du Premier ministre japonais, M. Koizumi, et professeur à la Graduate School of Economics à l'Université de Hitotsubashi à Tokyo. Il a également été vice-ministre des Finances pour les affaires internationales. Il a été détaché auprès du FMI. Il est l'auteur de plusieurs livres sur la politique monétaire, les taux de change, la coordination de la politique financière internationale, la fiscalité internationale et les négociations internationales. Il est diplômé en droit de l'université de Tokyo et il est titulaire d'un master en sciences économiques de l'université d'Oxford.

Jaakko Laajava

Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères, Helsinki. Il a été directeur général pour les Affaires politiques et ambassadeur de la Finlande aux États-Unis (Washington) et au Royaume-Uni (Londres).

Il a également exercé des fonctions diplomatiques à Paris, Genève, Varsovie, Belgrade et Madrid. Il est titulaire d'un BA de l'Université de Stockholm et d'un MA de l'Université d'Helsinki. Il a été membre du Center for International Affairs, Harvard University, 1985-1986.

Jean-Pierre Lablanchy

Médecin, enregistré à Paris et à Londres (General Medical Council). Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques (Laboratoires pharmaceutiques Debat, Laboratoires Lisapharm) et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon). Il a été le médecin personnel du président Abdoulaye Wade (Sénégal) de 1988 à 2010. De 1985 à 2010, il a été professeur associé à la Faculté de médecine de Paris XIII (Bobigny). De 2006 à 2008, il a été consultant pour la Fondation France Télévisions. Il a travaillé avec Sankhia pour créer la première banque de leucocytes aux États-Unis. Il a publié *La Psychostratégie*, Éd. Polytechniques, 2002, et *Comment vaincre sa fatigue*, Éd. M.A. 2005.

Bruno Lafont

PDG de Lafarge. Il rejoint le Groupe Lafarge en 1983, il occupe plusieurs postes à la direction financière et à l'international. Il rejoint le comité exécutif en 1994 et est nommé directeur général adjoint finances du Groupe. En 1998 il est nommé président de l'activité Plâtre. En 2003, il est nommé directeur général délégué du Groupe ; il codirige l'activité Ciment et supervise l'activité Granulats & Béton ainsi que la région Amérique du Nord. Il est nommé directeur général en 2006 et PDG en mai 2007. Bruno Lafont copréside l'Initiative Ciment (Cement Sustainability Initiative) du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), il codirige aussi le projet Efficacité énergétique des bâtiments (EEB) lancé au sein du WBCSD. Il est président de l'association française EPE (Entreprises pour l'environnement). Il est administrateur d'EDF. Il est diplômé de l'École des hautes études commerciales et de l'École nationale d'administration.

Eneko Landaburu

Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc. Entamant très tôt une carrière politique, il devient en 1980 député du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au parlement du Pays basque espagnol. Il se tourne ensuite vers l'Europe communautaire, entre à la Commission européenne et est nommé directeur général de la politique régionale et de cohésion de la Communauté (1986). Il a été directeur général de l'élargissement de la Commission européenne (2000-2003), chargé de diriger, de conclure les négociations d'adhésion avec 10 pays candidats de l'est et du sud de l'Europe. Il a également été directeur général des relations extérieures de la Commission européenne (2003-2009). Il est membre du conseil d'administration du *think tank* Notre Europe, fondé par Jacques Delors en 1986.

Christian Lechery

Actuellement sous-directeur du Policy Planning Staff pour le ministère des Affaires étrangères. Chef de bureau de la section Asie-Pacifique pour la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense (1992-1996). Assistant de sous-direction des questions régionales pour la Délégation aux affaires stratégiques, ministre de la Défense (1996-1997). Conseiller diplomatique (affaires internationales) pour le ministre de la Défense Sir Alain Richard (1997-2002). Adjoint de la Délégation à l'action humanitaire. Sous-directeur du Groupe de politique humanitaire pour le ministère des Affaires étrangères (2002). Sous-directeur de la section Asie du Sud-Est pour le ministère des Affaires étrangères (2002-2006). Ambassadeur français au Turkménistan (2006-2009). Titulaire d'un doctorat en études soviétiques, d'un master en économie et d'un master en relations internationales.

Bruno Lescœur

Directeur général adjoint, membre du nouveau comité de direction du Groupe EDF. Il a été directeur financier adjoint, en charge de la trésorerie du financement et des fusions-

acquisitions. Il a été PDG de London Electricity Group, qu'il a développé pour en faire ce qui est devenu EDF Energy. Il a également été directeur de la production et de l'ingénierie. Chargé du développement des activités gazières, il a négocié l'accord de coopération avec Gazprom sur l'entrée d'EDF dans le projet Southstream. Il est diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAE et de l'IEP de Paris.

Jacques Lesourne

Industriel et économiste français. Président de l'association Futuribles, du projet FutuRIS et du comité scientifique du programme Énergie de l'Ifri. Il a été chef de service aux Charbonnages de France (1954-1957), président du groupe Sema (1958-1975), directeur du projet Interfuturs à l'OCDE (1976-1979), président du département Économie et gestion au Conservatoire national des arts et métiers, Paris, directeur-gérant du *Monde* (1991-1994). Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines de Paris.

Jean-David Levitte

Conseiller diplomatique et sherpa du président de la République Nicolas Sarkozy, il dirige le Conseil national de sécurité. Il a été représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Genève, puis conseiller diplomatique et sherpa du président de la République Jacques Chirac. Ensuite, il a été nommé représentant permanent de la France auprès des Nations unies à New York et a pris, en 2002, le poste d'ambassadeur de France aux États-Unis. Dans le jargon diplomatique, il est surnommé « Diplomator » du fait de ses qualités de diplomate. Il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil de Raymond Triboulet.

André Lévy Lang

Président du conseil de surveillance des *Échos*, vice-président du conseil de surveillance de Paris-Orléans, administrateur de SCOR, président de la Fondation du risque et de l'Institut Louis Bachelier, vice-président de l'Institut Europlace de finance. Il est professeur associé émérite à Dau-



phine. Il a occupé différentes fonctions dans le groupe Schlumberger. Il a été président du directoire du groupe Paribas. Il a débuté comme physicien au CEA. Il est diplômé de l'École polytechnique et docteur (PhD in Business Administration) de l'Université de Stanford.

Hubert Loiseleur des Longchamps

Après avoir travaillé au ministère français de l'Industrie comme chef des affaires multilatérales, attaché financier pour le Moyen-Orient à l'ambassade de France au Caire, chef de la division Finances et Budget et directeur adjoint de la division Hydrocarbure, il a rejoint le groupe Total en 1994 et est aujourd'hui, après avoir occupé divers postes importants, vice-président des relations internationales. Il est diplômé de l'École nationale d'administration.

Fyodor Lukyanov

Rédacteur en chef du journal *Russia in Global Affairs*, publié en russe et en anglais en partenariat avec *Foreign Affairs*. Directeur de *Russia in Global Affairs* depuis sa création en 2002, il a grandement contribué à rendre ce journal source d'opinions d'experts par excellence en Russie, notamment pour la politique étrangère de la Russie ainsi que pour les questions de développement mondial. M. Lukyanov possède une longue expérience en matière de médias russes et internationaux, pour lesquels il a travaillé de 1990 à 2002 en tant que journaliste. Aujourd'hui, il apporte sa contribution à de nombreux médias aux États-Unis, en Europe et en Chine. Sa rubrique mensuelle, « Policy Line », paraît dans *The Moscow Times* et sa rubrique « Geopolitics » dans l'édition russe du magazine *Forbes*. Ses articles ont été publiés dans des revues académiques telles que *Social Research*, *Europe-Asia Studies*, et *Columbia Journal of International Affairs*. Il est membre du Présidium du Conseil de politique extérieure et de défense, organisation indépendante apportant des expertises en matière de politique étrangère. Il est aussi membre du Presidential Council on Human Rights and Civic Society Institutions. Fyodor Lukyanov est di-

plômé en langues germaniques de l'Université d'État de Moscou.

Yacine Mahieddine

Associé responsable des activités Advisory pour le secteur financier de PricewaterhouseCoopers, membre de la FS Leadership Team pour l'EMEA. Il dispose d'une expérience significative dans l'accompagnement et le conseil des entreprises du secteur financier (groupes bancaires ou d'assurance) sur des problématiques de gestion des risques et de mesure de la performance. Avant de rejoindre PricewaterhouseCoopers, il a travaillé pour une banque d'investissement internationale à Londres, et pour une firme d'audit et de conseil internationale à Londres, New York et Paris. Il est diplômé de l'Université de Chicago (MBA) et de l'École supérieure de commerce de Rouen.

Mona Makram-Ebeid

Professeure au département des sciences politiques à l'Université américaine du Caire (AUC). Elle a été un membre actif et dynamique du parlement où elle a siégé aux comités des affaires étrangères, de l'éducation et du budget. À la même époque, elle est élue présidente régionale de Parliamentarians for Global Action, ONG basée à New York. Elle a également été conseillère auprès de la Banque mondiale (région MENE) et consultante chez CSIS à Washington. Elle est diplômée de l'Université de Harvard et a reçu le prestigieux prix Distinguished Alumni Award du président de l'AUC.

Christophe de Margerie

PDG de Total depuis mai 2010. Il a rejoint le Groupe en 1974 et il a exercé différentes fonctions à la direction financière de Total, ainsi qu'à la direction Exploration & Production. En 1995, il est nommé directeur général de Total Moyen-Orient. En 2000, il devient directeur général adjoint de l'Exploration & Production du nouveau groupe TotalFinaElf. En janvier 2002, il est nommé directeur général de l'Exploration & Production de TotalFinaElf qui prendra le nom de Total en 2003. En mai 2006, il est élu administrateur de Total et,

en février 2007, il devient directeur général de Total et dès lors président son comité exécutif. Il est diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris en 1974.

Hervé Mariton

Député français, il est rapporteur spécial du budget des transports, secrétaire national de l'UMP chargé de la défense ainsi que fondateur et président du club politique Réforme et Modernité. Il est l'auteur de plusieurs rapports parlementaires sur le budget des transports, le financement du système ferroviaire, la politique tarifaire de la SNCF, les amendes radars et l'évolution de la fiscalité locale. Il est également président du groupe d'amitié avec la Russie. Il a été ministre de l'Outre-Mer. Il est ingénieur en chef du corps des mines, diplômé de l'École polytechnique et de l'IEP de Paris.

Jacques Mistral

Directeur des études économiques à l'Ifri. Il est membre du Cercle des économistes, président de la Société d'économie politique et il a été membre du Conseil d'analyse économique jusqu'en 2010. Il a été ministre conseiller financier à l'ambassade de France à Washington et chercheur à la Kennedy School of Government à l'Université de Harvard (2005-2006). Il est diplômé de l'École polytechnique et il a un doctorat de sciences économiques de l'Université Paris I ainsi qu'un doctorat d'économie appliquée de l'Université Paris-Dauphine.

Dominique Moïsi

Membre fondateur de l'Ifri dont il est maintenant conseiller spécial. Professeur invité à l'Université de Harvard, il publie régulièrement des chroniques dans *Les Échos* et *Project Syndicate*. Son dernier livre, *La Géopolitique de l'émotion*, a été publié chez Flammarion. Son prochain livre, *Entre silence et secret*, sera publié chez Flammarion en 2011.

Mansouria Mokhefi

Responsable du programme Maghreb à l'Ifri. Elle a été professeure d'études moyen-orientales au Vassar College, New York, et de relations

internationales à l'université de New York. Elle a été membre du Cermom (Centre de recherches Moyen-Orient Méditerranée) à l'Institut des langues et civilisations orientales où elle a enseigné l'histoire de l'Afrique du Nord. Elle est diplômée de Sciences-Po et de la Sorbonne (Paris IV). Elle est titulaire d'une maîtrise de l'université de New York et d'un doctorat sur les États-Unis et la guerre algérienne d'indépendance de Sciences-Po.

Theodore Moran

Professeur à l'Université de Georgetown en économie et finance internationales (Chaire Marcus Wallenberg), maître de recherche non résident au Peterson Institute for International Economics. Il est consultant pour les Nations unies, des gouvernements en Asie et en Amérique latine et le monde des affaires. Parmi ses plus récents ouvrages : *Foreign Direct Investment for Development: Policy Options for Developed and Developing Countries*, 2006. Il a été conseiller économique pour la planification de la politique du département d'État. Il a obtenu son PhD à Harvard en 1971.

Miguel Ángel Moratinos

Ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, il a occupé plusieurs postes diplomatiques tels que chargé d'affaires à l'ambassade d'Espagne en Yougoslavie (1979-1980), conseiller politique à l'ambassade d'Espagne à Rabat (1984-1987), directeur général de l'Institut pour la coopération avec le monde arabe (1991-1993), ambassadeur d'Espagne en Israël (1996), représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient (1996-2003). Il est engagé dans la recherche de solutions pour la paix au Moyen-Orient. Fervent partisan d'une Europe forte, une de ses priorités est d'améliorer les relations entre l'Espagne et les autres États membres clés de l'UE. Il est diplômé en droit et en science politique.

Philippe Moreau Defarges

Chercheur à l'Ifri et co-directeur du rapport annuel *RAMSES*. Diplomate et ministre plénipotentiaire, il a oc-

cupé différents postes en lien avec le développement de la Communauté européenne. Il est professeur d'affaires internationales et du concept de « droit d'intervenir » à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur les relations internationales, la géopolitique, la gouvernance mondiale et la construction de l'Europe. Il est diplômé de l'IEP-Paris et de l'École nationale d'administration. Ses ouvrages les plus récents sont : *La Mondialisation* (Globalisation), PUF, 2010; *La Gouvernance*, PUF, 2010.

Pierre Morel

Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale et pour la crise en Géorgie. Il a été ambassadeur de France à Moscou, Pékin et Rome. Depuis octobre 2006, il est détaché auprès de la Commission européenne en qualité de représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale. Il est diplômé de l'École nationale d'administration.

Tawfiq Mouline

Chargé de mission au Cabinet royal, il pilote l'Institut royal des études stratégiques, créé par le roi Mohammed VI. Après avoir assumé d'importantes responsabilités au sein du groupe ONA, il a rejoint en 1995 le ministère de l'Économie et des Finances. Très actif dans le domaine associatif et de la recherche, il est membre du conseil de l'Institut universitaire de recherche scientifique, de l'Association marocaine des polytechniciens, et co-auteur du *Panorama économique du Maroc*. Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines de Paris.

Craig Mundie

Directeur de la recherche et de la stratégie de Microsoft. Il fait partie du Comité national de conseil sur la sécurité des télécommunications et du Groupe de travail sur la sécurité nationale à l'ère de l'information. Il a été nommé membre du Conseil consultatif des sciences et des technologies par le président Barack Obama. Il a créé de nombreuses start-up dans différents domaines.



Il a été le principal contact de Microsoft pour la politique de technologie auprès des gouvernements américain et étrangers. Il est diplômé en génie électrique et a obtenu une maîtrise en théorie de l'information et en informatique à Georgia Tech.

Dan Oiknine

Président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-indienne depuis 2009. Il crée l'India Trade Centre en 2007. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et de l'Internet, où il occupe des postes de direction chez des leaders technologiques tels que Netapp et Enition. Il a débuté dans le secteur du luxe, en occupant diverses positions, du marketing au commercial, au sein de marques prestigieuses (Cartier, Dior, Céline, Lagerfeld, Lacroix, etc.) qu'il développe dans l'hémisphère Ouest. Il est titulaire d'une licence en économie de la Sorbonne et d'une maîtrise en sciences et techniques de l'Université Dauphine à Paris.

Pier Carlo Padoan

Secrétaire général adjoint de l'OCDE (depuis 2007) et chef économiste (depuis 2009). Auparavant, il était professeur d'économie à l'université La Sapienza de Rome et directeur de la Fondazione Italianeuropei, un *think tank* centré sur les questions économiques et sociales. Il a été directeur exécutif du Fonds monétaire international (2001-2005). Il a également été consultant auprès de la Banque mondiale, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. Il est diplômé en économie de l'Université de Rome. Il a publié dans de nombreuses revues internationales et il est l'auteur de plusieurs ouvrages.

Park Heung-shin

Né le 16 février 1954, S.E.M. Park Heung-shin a obtenu une licence en relations internationales à l'Université nationale de Séoul en 1976. Au cours de sa carrière, il a également suivi une formation à l'École nationale d'administration (ENA), promotion Michel de Montaigne en France. Nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Corée en République française, S.E.M. Park

Heung-Shin a présenté ses lettres de créance le 15 janvier 2010. (Il a en outre reçu les insignes de commandeur de l'Ordre du Lion de Finlande (première classe) en 2008.)

Amir Peretz

Député et membre de plusieurs comités de la Knesset, notamment pour les affaires économiques, les affaires étrangères et la défense. Avec plusieurs membres de son parti, il travaille actuellement pour mettre en avant un nouveau programme pour le camp de la paix israélien. Né au Maroc, il émigre en Israël à l'âge de quatre ans. Il est élu maire de sa ville de Sderot, ramenant la gauche au pouvoir. Il a affirmé publiquement vouloir un État palestinien indépendant et a mené des initiatives pour la paix entre les habitants de la ville et leurs voisins de la bande de Gaza. Il a également été Premier ministre délégué et ministre de la Défense.

William Pfaff

Auteur de neuf livres sur la politique étrangère américaine, les relations internationales, le nationalisme, le romantisme politique et l'utopisme, etc. Son dernier livre, *The Irony of Manifest Destiny: The Tragedy of American Foreign Policy*, qui traite de la crise américaine actuelle, a été publié l'été dernier chez Walker & Co, à New York. Il écrit régulièrement pour *The New York Review of Books*. Il a également écrit pour *The New Yorker* (1971-1992), *Foreign Affairs* (New York), *Commentaire* (Paris), *Neue Zürcher Zeitung*, *Politica Exterior* (Madrid), etc. Pendant vingt-cinq ans, il a tenu une chronique politique dans *The International Herald Tribune* à Paris.

Pierre Prioux

Président fondateur du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, des machines médicales et de l'aéronautique. Il a commencé sa carrière en tant que président des sociétés Tabur Marine et Dufour. Il a occupé, au sein du Groupe Matra, la position de Senior Vice President, responsable de 4 divisions (électronique automobile, robotique, conception

assistée par ordinateur et horlogerie). Il a fondé et dirigé un opérateur de télécommunications, Kaptech et un équipementier Cirpack. Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'Insead.

Qu Xing

Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Professeur à la China Foreign Affairs University (CFAU), il enseigne principalement la diplomatie contemporaine chinoise et l'histoire des relations franco-chinoises. Il a été vice-président de CFAU et ministre de l'ambassade de Chine en France. Il a publié plusieurs ouvrages et articles, par exemple *China's Diplomacy in Decades of Reform and Opening to the Outside World* (1978-2008), Beijing, 2008. Il est diplômé de Beijing Foreign Studies University (BFSU) en langue française et littérature, et de China Foreign Affairs University (CFAU) en histoire de la diplomatie et de l'IEP de Paris.

Mireille Quirina

Vice-présidente, Corporate Affairs Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) chez DuPont de Nemours International SA, Genève, Mme Quirina supervise l'approche sur la croissance durable de DuPont dans la région EMEA ainsi que les relations externes institutionnelles, gouvernementales et réglementaires. Originnaire de Paris, Mme Quirina est titulaire d'une maîtrise de lettres de la Sorbonne et d'un DESS en droit international comparé et européen de la Faculté de droit de Paris.

William Ramsay

Directeur du programme Énergie à l'Ifri. Il a été directeur exécutif adjoint à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et responsable des relations avec les pays non membres. Il a également été sous-secrétaire d'État au département d'État aux États-Unis et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en République du Congo ainsi que directeur du Bureau des pays producteurs d'énergie, président les discussions bilatérales sur l'énergie entre les États-Unis, le Mexique, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, le Conseil de coo-

pération des pays du Golfe (GCC) et le Japon. Il est titulaire d'un MBA en marketing international de l'Université du Michigan. Il a également un master de commerce international et matières premières de l'Université de Stanford en Californie.

Anil Razdan

Ancien ministre de l'Énergie, Inde. Fonctionnaire renommé, expert en énergie et négociateur international, il a été ministre de l'Énergie après plusieurs postes au sein des ministères de l'Énergie atomique, de l'Énergie, du Pétrole et du Gaz naturel, et de la Mega Energy Corporation. Il a amorcé un changement de paradigme en « capacité d'extension » et a galvanisé l'investissement international en équipement électrique supercritique. Il a dirigé la politique sur les hydrocarbures et la révision du programme d'électrification rurale ; il a accéléré le développement de l'électricité et son programme de réforme axé sur les résultats de la réforme de distribution et le plan d'action national pour l'efficacité énergétique. Il a été représentant de l'Inde au Conseil mondial de l'énergie, préside actuellement une étude mondiale, Energy for Mega Cities, et est conseiller scientifique pour les technologies de l'énergie (bureau du conseiller scientifique principal du gouvernement de l'Inde pour le développement des technologies supercritiques avancées. Il a étudié la physique et le droit à l'Université de Delhi et a été confédéré invité à l'Université d'Oxford. Il a entre autres reçu la Hiralal Daga Gold Medal en droit.

William K. Reilly

Président du conseil d'administration de la Fondation Climate Works, associé fondateur de Aqua International Partners, LP, conseiller de TPG Capital, LP. En mai 2010, il a été nommé par le président Obama pour co-présider la Commission nationale chargée d'enquêter sur les causes de la marée noire provoquée par l'explosion de la plate-forme pétrolière offshore de BP. Il a été administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis sous l'administration du président Geor-

ge H. W. Bush, président du World Wildlife Fund, chef de la délégation américaine pour le Sommet de la Terre à Rio en 1992. Il est diplômé de Yale, de Harvard en droit, et il a obtenu une maîtrise en urbanisme de l'Université de Columbia.

Amit Roy

PDG de l'IFDC depuis 1992. Sous sa direction, les programmes de l'IFDC ont été élargis pour aider à mettre en place une productivité agricole durable dans le monde, tout en réduisant la faim et la pauvreté et en assurant la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la croissance économique. Il a participé à l'organisation du Sommet de l'Afrique sur les engrais à Abuja, Nigeria, en juin 2006. Le sommet a réuni des chefs d'État et de gouvernement de plus de 40 pays africains, des responsables politiques et des experts agricoles. Il a publié de nombreux articles et ouvrages et participé à plusieurs conférences et réunions internationales.

Tadakatsu Sano

Associé, Jones Day. Il s'occupe de la gestion des risques, du respect des dispositions réglementaires et de nombreuses réglementations gouvernementales. Il compte plusieurs grandes entreprises japonaises parmi ses clients. Il a travaillé pendant 35 ans au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon, dans le domaine de la politique commerciale internationale. Il a été ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama (2009-2010), a occupé plusieurs postes au ministère du Commerce international et de l'Industrie, tels que vice-ministre des Affaires internationales et chef de cabinet du Premier ministre Morihiro Hosokawa (1993-1994). Il est diplômé de l'Université de Kyoto.

Kevin Sara

Kevin Sara est actuellement président et PDG de Nur Energie, et vice-président de la Chambre de commerce tuniso-britannique. Après avoir travaillé en tant que conseiller en management à McKinsey & Co., il fut co-fondateur de European Tele-



com and Media Investment Banking chez Salomon Brothers (aujourd'hui Citigroup). Puis il investit dans des entreprises de technologie émergentes en Europe et aux États-Unis. Durant son doctorat sur les politiques de l'énergie à l'Imperial College, il co-fonda Hazel Capital, une entreprise de gestion d'investissement dans les technologies des énergies renouvelables. Il est licencié en physique du Vassar College (New York) et est titulaire d'un MBA de l'École nationale des ponts et chaussées.

Louis Schweitzer

Président du conseil d'AstraZeneca et d'AB Volvo ; il est administrateur de BNP-Paribas, de l'Oréal, et de Veolia Environnement, président d'honneur de Renault. Il est également président du conseil de surveillance du journal *Le Monde*. Il est membre du conseil de différents organismes d'intérêt général. Il a été président du conseil d'administration de Renault, après en avoir été le PDG. Il a été président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

Narcis Serra

Président de la fondation CIDOB. Il a été ministre catalan de l'Urbanisation et des Travaux publics, maire de Barcelone, ministre de la Défense et vice-président du gouvernement espagnol. Au cours de ses fonctions actuelles, il a encouragé la création de l'Institut d'études internationales de Barcelone (IBEI). Il est également président de Catalunya Caixa, banque d'épargne, et du Museu Nacional d'Art de Catalunya. Il est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Barcelone et d'un doctorat en économie de l'Université autonome de Barcelone. Auteur de *The Military Transition* (Cambridge University Press) et co-auteur avec J. Stiglitz de *The Washington Consensus Reconsidered* (Oxford University Press).

Meir Sheerit

Membre de la Knesset israélienne pour le parti Kadima. Né au Maroc, il a émigré en Israël en 1957 et a occupé de nombreux postes à haute responsabilité au sein de cabinets,

notamment ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports. Élu pour la première fois à la Knesset en 1981, il a été maire de la ville de Yavne. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise de l'université de Bar-Ilan.

Kanwal Sibal

Membre du conseil d'administration de l'East-West Institute de New York et président non-exécutif d'EADS en Inde. Il a occupé le poste d'ambassadeur de l'Inde en Russie (2004-2007). Il a occupé de nombreux postes d'ambassadeur : il a été ambassadeur de l'Inde en Turquie (1989-1992) et Chef de mission aux États-Unis (1992-1995). Il a été ambassadeur de l'Inde en Égypte (1995-1998) et en France (1998-2002). Il est titulaire d'un diplôme supérieur de littérature anglaise et d'une licence en droit.

Eugen Simion

Ancien président de l'Académie roumaine (1998-2006). Actuellement président de la Fondation nationale pour les sciences et les arts. Professeur de littérature moderne à l'Université de Bucarest, docteur en sciences philologiques. Entre 1970 et 1973, professeur à Paris IV, Sorbonne. Critique littéraire. Il a publié environ 30 livres sur la littérature roumaine et européenne, parmi lesquels on peut citer *Fic iunea jurnalului intim I-III* (La fiction du journal intime I-III), *Genurile biograficului-II* (Les genres du biographique-II), *Tânărul Eugen Ionescu* (Le jeune Eugène Ionescu), *Mircea Eliade un spirit al amplitudinii* (Mircea Eliade un esprit de l'amplitude), *Întoarcerea autorului (sau Contre, Sainte-Proust)*.

Gordon Smith

Membre éminent du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale à Waterloo, Ontario, et directeur exécutif du Centre for Global Studies à l'Université de Victoria. Il a été sous-ministre des Affaires étrangères du Canada et représentant personnel du Premier ministre (sherpa) pour le G7 et le

G8. Il a également été ambassadeur auprès de l'OTAN et de l'UE. Il a aussi occupé les postes de secrétaire associé du cabinet et de président du conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international.

Walter Stadler

Il est membre du Atlantic Council of the United States. Il a travaillé pendant 35 ans au Service extérieur américain, où il a occupé différents postes au Royaume-Uni, en Allemagne, en Afrique du Sud, en Éthiopie, en Suède et au Bénin. Il a été conseiller du secrétaire américain à la Défense, conseiller européen pour la mission américaine auprès des Nations unies, vice-président de l'Université nationale de défense (NDU) à Washington DC et conseiller des dirigeants des Pays baltes afin de les aider à développer leur politique après la Guerre froide. Il a été PDG de la National Defense University Foundation de 2008 à 2010. Il est membre du Conseil atlantique des États-Unis. Il est diplômé en lettres de l'Université Fordham et de l'Université de Columbia. Il a étudié à la Sorbonne et à l'Université de Perugia en Italie. Il s'intéresse aux affaires politico-militaires, ainsi qu'aux enjeux de développement tels que les provisions d'eau potable et les renforcements des capacités des micro-entreprises.

Serge Sur

Professeur en droit public à la Faculté de droit de Paris II Panthéon-Assas. Il dirige le master de recherche relations internationales ainsi que le Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales. Il est également juge *ad hoc* à la Cour internationale de justice de La Haye et rédacteur en chef de la revue *Questions internationales*, publiée par La Documentation française. Il a reçu le prix Édouard Bonnefous de l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France, pour *l'Annuaire français de relations internationales*. Il est agrégé de droit public.

Riad Tabet

PDG Berit International Holding SA,

administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris, administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine, Beyrouth. Président de Batilban-France Consortium franco-arabe pour le développement. Il a été conseiller du président de la République libanaise pour la francophonie (1986-1988), conseiller du ministre des Finances pour le secteur privé (1999-2001), membre du bureau de l'Association internationale des urbanistes, AIU, La Haye (1978-1994). Auteur de nombreuses publications et études dans les domaines du développement économique, de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Il est diplômé de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris-Sorbonne.

Narendra Taneja

PDG et fondateur de la World Oil & Gas Assembly (WOGA), structure internationale de haut niveau en Inde, qui permet d'échanger ses idées, de se rencontrer et de se créer un réseau au sein du secteur. Il est également le principal consultant télévision et radio, spécialiste des questions d'énergie. Il a publié deux ouvrages dont *Mantras for a Golden India*, réflexion sur les problèmes auxquels l'Inde fait face. Il a été récemment traduit vers l'hindi pour pouvoir être lu par plus de lecteurs. Il a étudié l'administration des entreprises, la politique de l'énergie, les affaires internationales et le commerce à l'Université d'Oxford et à l'Université d'Oslo ainsi qu'au St John's College, à Agra, en Inde.

Mostafa Terrab

Président et directeur général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA. En 1998, il a été nommé directeur général de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications. Il a ensuite rejoint la Banque mondiale comme spécialiste de la réglementation au service de l'information et des communications internationales et a présidé le programme Informations pour le développement de la Banque mondiale. Il est titulaire d'une maîtrise

et d'un doctorat en recherche opérationnelle du Massachusetts Institute of Technology et est diplômé de l'ENPC, Paris.

Yashwant Thorat

Il est PDG de la Rajiv Gandhi Charitable Trust. Il a plus de 35 ans d'expérience dans les domaines de la haute banque publique et de la position de la microfinance. Ancien directeur exécutif de la Reserve Bank of India. Il y a travaillé durant plus de 30 ans (dont plus de dix dédiées aux coopératives, aux crédits ruraux et à la microfinance), culminant au poste de directeur exécutif. Plus récemment, il a été directeur général puis président de la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural en Inde (NABARD, 2004-2007), président d'Expert Groups on Credit Deposit Ratio and Investment Credit et président du Micro Finance Development and Equity Fund. Il est titulaire d'un doctorat en économie de la Shivaji University (Kolhapur).

Ahmad Tibi

Homme politique arabe israélien et leader du Mouvement arabe pour le changement, Ta'al en Israël. Il est actuellement vice-président de la Knesset, chef de la faction parlementaire Raam-Taal, et à la tête de la commission d'enquête parlementaire sur l'emploi des Arabes dans le secteur public. Avant d'être élu à la Knesset en 1999, il a été conseiller principal du feu-président palestinien Yasser Arafat ; il a été notamment le porte-parole de la délégation palestinienne au sommet de Why River. Comme l'un des politiciens les plus en vue en Israël, il se décline comme Arabo-palestinien de nationalité et Israélien en tant que citoyen. Il est également médecin. Il a obtenu son diplôme de médecine à l'Université hébraïque de Jérusalem en Israël.

Jean-Claude Trichet

Président de la Banque centrale européenne depuis 2003. Il a occupé différents postes au ministère français des Finances, en particulier celui de directeur du Trésor pendant six ans. Il a été conseiller économique au cabinet du ministre de l'Éco-



nomie puis conseiller du président de la République. Il a été président du Club de Paris (rééchelonnement des dettes souveraines) de 1985 à 1993. Il a également été gouverneur de la Banque mondiale ainsi que président du Comité monétaire européen puis gouverneur de la Banque de France en 1993. Il est diplômé de l'École nationale supérieure des mines de Nancy, de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'Université de Paris (en sciences économiques) et de l'École nationale d'administration. Il est docteur *honoris causa* de plusieurs universités.

Raphael Tuju

Ancien ministre des Affaires étrangères du Kenya. Lorsque la Coalition nationale arc-en-ciel (NARC) accède au pouvoir en 2003, il devient ministre de l'Information après avoir été élu député de la circonscription de Rarieda lors des élections parlementaires de décembre 2002. Avant le référendum de 2005 au Kenya, il a créé le Parti populaire progressiste et a rejoint la NARC avec le parti LDP. Il perd son siège au cours des élections parlementaires de décembre 2007, avec le Parti de l'unité nationale de Kibaki. Il est titulaire d'une maîtrise en communication de masse de l'Université de Leicester.

Kairat Umarov

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan. Depuis l'indépendance du Kazakhstan, il a travaillé pour le service diplomatique de son pays. Il a occupé les postes de chef de département du Bureau de l'Europe et de l'Amérique, sous-directeur du département européen, ministre conseiller de l'ambassade de la République du Kazakhstan aux États-Unis, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du ministère des Affaires étrangères, et inspecteur principal pour le Centre de politique étrangère de l'administration du président de la République du Kazakhstan. Il est titulaire d'un doctorat en histoire et parle couramment anglais et français.

Hubert Védrine

Administrateur indépendant, fondateur de Hubert Védrine Conseil.

Conseiller diplomatique de François Mitterrand, porte-parole de l'Élysée puis secrétaire général, il entre au Conseil d'État en 1995. Il a été ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002. En 2003, il crée une société de conseil en stratégie géopolitique, Hubert Védrine Conseil. Il est diplômé de l'École nationale d'administration et ses principaux ouvrages sont : *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996, *Mitterrand, un dessein, un destin*, Gallimard, 2005, et *Continuer l'Histoire*, Fayard, 2007. Il a co-écrit avec Pascal Boniface *Atlas du monde global* (2008) et *Atlas des crises et des conflits* (2009).

Stale Vestersjo

Vice-président du service Développement Corporate chez EADS (leader mondial de l'industrie comprenant Airbus, Astrium, Cassidian et Eurocopter). Il est en charge des réflexions et orientations stratégiques du Groupe sur des sujets traitant de la pertinence stratégique tels que la croissance, la mondialisation, les services et l'éco-efficacité. Ses précédents postes incluent la gestion des campagnes d'exportation pour les avions militaires de combat (Eurofighter) et le conseil aux entreprises norvégiennes sur les marchés d'exportation. D'origine norvégienne, il est titulaire d'une maîtrise en entrepreneuriat et innovation de la Bodo Graduate School of Business (Norvège) et d'un MBA en management européen de l'Europa-institut (Universität des Saarlandes, Allemagne).

Xavier Vidal-Folch

Directeur adjoint du quotidien espagnol *El País* et président du World Editors Forum depuis juin 2008. Il a été directeur du bureau de Bruxelles de *El País* (1994-1999), rédacteur en chef de *El País* (1987), directeur adjoint de l'information de la chaîne de télévision espagnole TVE (1985-1986), rédacteur économique, *El Periódico de Catalunya* (1978-1982), reporter, *Diario de Barcelona* (1977), journaliste politique, *El Noticiero universal* (1976), journaliste, *El Diario de Mallorca* (1974-1975). Il est diplômé en droit (Université de Barcelone), en journalisme (Univer-

sité autonome de Barcelone) et en histoire contemporaine (Université autonome de Barcelone).

Chris Viehbacher

Directeur général, administrateur et membre du comité de réflexion scientifique de Sanofi-aventis depuis décembre 2008. Il est vice-président de PhRMA aux États-Unis. Après avoir débuté chez PriceWaterhouseCoopers, il a acquis entre 1988 et 2008 une très large expérience internationale tant en Europe qu'aux États-Unis et au Canada au sein de son groupe GlaxoSmithKline (GSK). À son dernier poste, il était responsable des opérations pharmaceutiques pour l'Amérique du Nord, membre du conseil d'administration et vice-président du Portfolio Management Board. Il est diplômé de la Queens University (Ontario, Canada) et expert comptable.

Serge Villepelet

Président de PricewaterhouseCoopers France, membre du Conseil stratégique mondial du réseau PricewaterhouseCoopers. Il a commencé sa carrière en 1979 chez Coopers & Lybrand en tant qu'auditeur junior dans la branche audit comptable et financier. En 1989, il est coopté associé. En 2007, il a créé la fondation d'entreprise PricewaterhouseCoopers France pour la culture et la solidarité. Il est diplômé de l'ESSEC. Il vient de publier en 2010 : *Le patron qui aime les littéraires*, Éd. Lethiel-leux/DBD).

Bruno Weymuller

Conseiller auprès du PDG de Total, administrateur de Technip, membre du conseil d'administration de Coe-Rexcode et du bureau du Conseil français de l'énergie. Il a été directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total (2000-2008). Il a occupé divers postes de direction au sein du groupe Elf Aquitaine de 1981 à 2000 dans la branche exploration-production puis comme directeur financier du Groupe (1994-2000). Il a commencé sa carrière au ministère de l'Industrie (1972-1978), avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre Raymond Barre (1978-1981). Il est diplômé de l'École polytechni-

que, de l'École des mines de Paris et titulaire d'un Master of Science du Massachusetts Institute of Technology.

Lionel Zinsou

Président de PAI partners depuis 2009. Il a démarré sa carrière professionnelle comme maître de conférences en économie à l'Université de Paris XIII et conseiller du ministre de l'Industrie puis du Premier ministre. En 1986, il rejoint Danone où il occupe plusieurs fonctions, notamment directeur du développement, puis directeur général de l'une des branches du groupe. En 1997, il rejoint, en tant qu'associé gérant Rothschild & Cie, où il devient responsable du Groupe Biens de consommation, responsable de la zone Moyen-Orient et Afrique. Il est diplômé de l'École normale supérieure, Sciences Po et la Sorbonne en histoire et en économie. Il professeur agrégé de sciences économiques et sociales.

Marie-Cécile Zinsou

Marie-Cécile Zinsou, née en 1982, est à l'initiative de la Fondation Zinsou qu'elle a créée en juin 2005 et qu'elle préside depuis. Installée au Bénin, la Fondation Zinsou promeut l'art contemporain en Afrique et mène une action culturelle, pédagogique et sociale ainsi qu'un programme de micro-finance. À ce jour, la fondation a accueilli 24 expositions et 3 millions de visiteurs.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie.

Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de quinze livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de huit doctorats *honoris causa*.

Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS
D'OUVERTURE &
DE CLÔTURE

VERSIONS INTÉGRALES



Message royal
Sa Majesté Mohammed VI, roi du Maroc

Louange à Dieu
Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Il Nous est agréable d'adresser le présent message aux participants aux travaux de cette troisième World Policy Conference qui se tient à Marrakech, et de les assurer de toute Notre considération.

Nous tenons à rendre un hommage particulier à Son Excellence le Secrétaire général des Nations unies, Monsieur Ban Ki-Moon, qui a bien voulu assister à cette importante rencontre. Nous saluons en particulier les efforts généreux qu'il ne cesse de déployer pour la promotion de la paix et de la stabilité dans le monde, ainsi que son attachement constant à inscrire les questions de développement et de gouvernance en tête des priorités onusiennes. Nous Nous réjouissons également de ses initiatives et autres actions constructives, visant à faire du système de l'ONU, la maison commune de l'humanité, le rassembleur et la conscience vive de ses États.

Comme vous le savez, la tenue de cette importante conférence intervient à un moment où les chocs provoqués par la crise financière internationale ne sont pas totalement absorbés. L'actualité et l'apparition d'indicateurs négatifs laissent craindre que des revers, des crises, voire des conflagrations surgissent à tout moment et dans toutes les régions du monde. Déjà, lors des deux précédentes sessions de la WPC, vous aviez mis en évidence les dangers d'une mondialisation tronquée et les risques d'une insuffisance des mécanismes de gouvernance mondiale.

Parallèlement, vous n'aviez cessé de rappeler les limites d'une pensée unique libérale – dénuée par sa férocité de toute sensibilité humaine et de toute portée sociale – et les dangers de l'uniformisation des modèles. Parce qu'il risque potentiellement d'attiser les velléités d'extrémisme et de fanatisme sous les formes les plus diverses, ce formatage alimente les introversions et nourrit les replis identitaires.

Vous aviez souligné le rôle que les élites devraient assumer en contribuant de manière tangible à la recherche de solutions concrètes aux problèmes générés par l'accélération des transformations que connaît notre monde, tout en aidant à tirer les conclusions qui s'imposent.

Nous sommes donc confiants que la WPC contribuera de façon significative à mettre au point des solutions rationnelles à tous les problèmes précités, et surtout, à faire progresser la cause de la gouvernance mondiale. En effet, cette conférence offre une plate-forme de débats et d'idées à même de renforcer l'esprit de dialogue et de coopération, afin qu'il l'emporte sur les crispations et les velléités d'affrontement.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le Maroc ne peut, à cet égard, qu'applaudir quand vous reconnaissez la nécessité de la diversité politique, économique et sociale, ainsi que l'impératif du recentrage des débats sur les États en général, et sur les pays du Sud en particulier.

Le Maroc, avec les pays du Sud et notamment ceux du continent africain, appelle de tous ses vœux une nouvelle mondialité, juste, équitable, participative, cohérente, durable et humaine, une mondialité dont l'épicentre est la personne humaine, une mondialité qui honore les humains, préserve leur fierté, proscrit les humiliations et les discriminations et élimine les causes de la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation.

L'oubli de la dimension locale et de la complexité enserrant la vie réelle de milliards de personnes singulières qui peuplent cette planète ne peut être que porteur de désordres globaux. Il est synonyme d'une mondialité sauvage, aveugle, à la dérive, errant à mille lieues de ses desseins et ses idéaux.

Le « local », duquel tout part et vers lequel tout revient, n'est pas l'ennemi de « l'universel ». Au contraire, l'universel n'est réel que s'il est localisé et s'il tire de la richesse de son unité, la pluralité et la diversité de ses affluents locaux. La mondialité n'est concrète que si le développement local est soutenable et ouvert sur le monde.

Pour relever ce défi, le Maroc a délibérément choisi la voie judicieuse qui conduit à l'intégration local-national-global souhaitée. C'est ainsi que Nous avons lancé dès 2005 l'Initiative nationale pour le développement humain. Cette initiative est focalisée sur la satisfaction des besoins les plus concrets des individus et des communautés situées souvent dans les périphéries urbaines et les recoins les plus reculés des villages et des provinces du pays.

Nous avons adopté, pour son élaboration, une démarche concertée et inclusive, fondée sur la participation démocratique et la gouvernance de proximité. Elle s'appuie sur l'appropriation par les acteurs concernés des projets retenus par l'initiative pour faire face aux déficits sociaux à travers des activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois.

Grâce à cette initiative audacieuse, avec les réformes profondes institutionnelles et en matière de développement, les plans sectoriels stratégiques et les chantiers structurants qui l'accompagnent, le Maroc a réalisé des avancées significatives dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et la marginalisation.

Avec une volonté politique affirmée, le Maroc a réalisé des progrès remarquables en matière de parité et d'équité entre les genres et dans les domaines de la famille, de la santé, de l'enseignement et de l'emploi, ainsi que pour ce qui concerne le renforcement de la représentation politique de la femme et de sa participation effective et agissante à la vie publique.

Sur le plan stratégique, Nous avons donné à cette dynamique interactive entre le local et l'universel une expression concrète à travers ce que Nous avons engagé comme réformes institutionnelles et réconciliations courageuses historiques, sociales, en matière des droits de l'Homme et dans le domaine de l'espace territorial. Il s'agit notamment de l'initiative audacieuse que Nous avons proposée pour régler le différend artificiel suscité autour de la marocanité de notre Sahara. À cet égard, le Conseil de sécurité et la communauté internationale ont qualifié de crédibles et sérieux les efforts déployés pour lui donner corps. En effet, elle porte le sceau du réalisme local, tout en ouvrant une perspective régionale maghrébine, et en prévoyant des normes démocratiques universellement admises.

La même démarche préside aux efforts engagés actuellement par notre pays pour donner corps à une régionalisation élargie, conçue pour agir comme levier démocratique pour un modèle de développement typiquement marocain, ayant pour label distinctif la bonne gouvernance.



Eu égard à l'intérêt que Nous portons à la dimension écologique, composante nécessaire du développement durable que Nous appelons de nos vœux, Nous avons réalisé des avancées appréciables en matière de protection de l'environnement et d'atténuation des effets des changements climatiques.

Attaché à la promotion d'un développement humain durable, notamment à travers l'utilisation optimale des nouvelles technologies propres, Nous avons lancé un plan pilote d'énergie solaire et un projet intégré d'énergie éolienne, dont l'impact direct et concret permettra au Maroc de satisfaire, à l'horizon 2020, la moitié, environ, de ses besoins énergétiques, à partir de sources d'énergie renouvelables et propres.

Notre pays n'a jamais cessé de porter un grand intérêt à la question de la sécurité alimentaire mondiale. Aussi, afin de marquer son adhésion à la promotion d'un partenariat mondial pour un développement solidaire, a-t-il tenu à inscrire le volet relatif à la sécurité alimentaire au cœur d'une politique de coopération Sud-Sud aussi concrète que novatrice, surtout en direction des pays africains frères et de tout autre pays à vocation agricole ou conduisant une révolution verte vouée au développement.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le partage d'une vision innovante sur les relations transatlantiques Sud-Sud, propres à rapprocher les ensembles régionaux de l'Afrique de ceux de l'Amérique latine, est de nature à ouvrir de nouvelles perspectives pour le transfert de savoir-faire, annonçant ainsi une profonde recomposition des rapports de force politiques, des règles du jeu économique et des mouvements des idées.

Pour ce faire, les rôles des principaux espaces régionaux doivent être définis d'une manière plus rigoureuse. De même qu'il est nécessaire d'adopter des modes de gouvernance innovants, propres à apporter une contribution participative à l'esquisse d'une gouvernance mondiale efficiente.

L'intérêt de mettre en œuvre cette approche incontournable tient au fait qu'il s'agit pour nous d'une option possible pour accéder à l'Universel en passant par le Régional et le Singulier. En d'autres termes, il faudra veiller à l'éclosion de ce qu'on conviendrait d'appeler une « biodiversité de la globalisation ».

Nous avons, donc, bon espoir que votre conférence examinera la possibilité d'une refonte des mécanismes globaux de la gouvernance mondiale, de sorte à conférer une position plus éminente aux ensembles régionaux, surtout ceux d'Afrique sur lesquels nos fondons nos espoirs en la matière.

À cet égard, les régions en général et celles d'Afrique en particulier, doivent être considérées comme des partenaires à part entière de la mondialisation.

Pour cela, il faut veiller à la mise en place des mécanismes nécessaires pour assurer la stabilité politique, promouvoir des échanges économiques empreints d'équité et faire prévaloir le respect des cultures et des identités régionales.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Un tel projet, pour se concrétiser, ne doit pas être perçu comme une énième directive émanant d'en haut, que ce soit de la part de pôles d'influence, de forces manifestes ou occultes,

ou, parfois, de groupes d'intérêts et autres spéculateurs. Il convient, en revanche, de mettre en œuvre ce projet salutaire en le considérant comme un processus organique, politique et civilisationnel, à même d'assurer une paix durable par une volonté politique réelle, le droit à des échanges équilibrés et le respect de la diversité culturelle et culturelle.

Le Maroc, de par sa tradition ancestrale de facilitateur du dialogue interreligieux et sa pratique d'un islam ouvert et tolérant, s'est constamment attaché à se rapprocher de l'Autre avec une sagesse alliant foi et raison. Cette orientation, notre pays l'a bel et bien incarnée tout au long de l'époque médiévale en Occident, notamment à travers les contributions d'éminents philosophes. C'est justement au Maroc que certains d'entre eux ont vécu les périodes plus prospères de leur vie et connu les épisodes les plus féconds de leur œuvre intellectuelle impérissable. Citons le fondateur de la sociologie et historiographe du peuplement humain, Ibn Khaldoun, ainsi que d'autres, issus de région, comme Ibn Rochd (Averroès), ce grand philosophe qui a vécu la tranche la plus prolifique de sa vie dans la cité ocre de Marrakech avant d'y mourir ; celui dont la pensée pionnière a ouvert la voie à l'esprit des Lumières.

Étant dépositaire de la garde de cet héritage rayonnant, Nous sommes soucieux de voir le Maroc continuer à jouer le rôle civilisationnel qui lui incombe en la matière, en l'occurrence celui d'assurer l'ancrage des valeurs dont cet héritage est porteur. Voilà pourquoi Nous portons un vif intérêt à votre importante conférence, au regard des idées, des propositions et des recommandations judicieuses qui émergeront de vos travaux, et compte tenu des qualités reconnues aux grands hommes d'État, aux éminents politologues et aux experts et autres spécialistes hors pair qui y prennent part.

Autant d'atouts qui ont valu à la World Policy Conference, placée sous Notre Haut Patronage, d'occuper une place privilégiée au premier rang des grandes rencontres internationales. Tant et si bien qu'elle s'est érigée en phare éclairant les décideurs et les opinions publiques de par le monde sur les voies à suivre afin de restituer à la politique ses lettres de noblesse, de réhabiliter l'action politique et de lui conférer une profondeur scientifique et une portée éthique et humaine. Celle-ci pourra ainsi apporter son concours efficient aux efforts visant à assurer, au profit des générations montantes, les conditions d'une vie digne et à construire, pour l'humanité entière, un avenir commun où règnent sécurité et stabilité, progrès et prospérité.

Nous tenons, pour conclure, à souhaiter la bienvenue aux éminents participants à cette conférence et à rendre hommage aux personnalités et institutions qui ont présidé à son organisation et œuvré sincèrement pour en assurer le succès. Nous vous souhaitons un agréable séjour dans votre deuxième patrie, le Maroc, et particulièrement à Marrakech. Pétrie d'histoire et jouissant d'un rayonnement national, régional et international, cette cité incarne l'identité de notre pays séculaire, et s'érige comme un haut lieu de brassage fécond des cultures et des civilisations. Elle traduit, par ses multiples monuments, cette convergence créatrice où s'imbriquent harmonieusement le local, le régional et l'universel.

Puisse le Très-Haut couronner vos travaux de succès.

Wassalamou alaïkoum warahmatoullahi wabarakatouh.



Discours d'ouverture
Thierry de Montbrial

Monsieur le ministre des Affaires étrangères du royaume du Maroc, qui venez de vous exprimer au nom de Sa Majesté, je vous remercie pour le discours très dense et encourageant que vous venez de lire. Monsieur le Secrétaire général des Nations unies, qui allez prendre la parole dans quelques minutes, Excellences, Mesdames et Messieurs, je suis heureux d'ouvrir avec d'aussi éminentes personnalités cette troisième édition de la World Policy Conference.

Je voudrais tout d'abord rappeler en quelques mots l'ambition de cette entreprise. Le discours de Sa Majesté l'a également rappelée. Cette ambition est de participer constructivement à la refonte d'un système de gouvernance mondiale visant à renforcer la sécurité de la planète toute entière pour les années et les décennies à venir. Car en définitive, le problème de la gouvernance est un problème de sécurité. Il s'agit de trouver des modes d'organisation et de coordination, dans tous les domaines, permettant de prévenir ou de résoudre aussi harmonieusement que possible les crises susceptibles de se produire, crises classiques de nature politique ou économique, et crises liées à des domaines nouveaux et sans précédent dans l'histoire de l'humanité, concernant par exemple l'écologie et le climat, auxquelles le discours de Sa Majesté a fait allusion.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, qu'est-ce que la mondialisation, sinon le renforcement et le changement qualitatif de l'interdépendance ? Dans un tel monde, le grand danger est qu'un accident, survenant n'importe où, se propage rapidement, et provoque un désastre global. La réflexion active sur la gouvernance mondiale est donc une nécessité absolue. Le but de cette conférence, qui en est donc à sa troisième édition, et qui a bien évidemment vocation à perdurer, est de rassembler des personnalités qui soient des acteurs majeurs de la politique internationale, avec d'autres parties prenantes – *stakeholders* comme on dit en anglais – en fonction des sujets traités, et notamment les entreprises sans lesquelles, dans beaucoup de domaines, rien ne peut se faire.

Nous voulons, c'est notre ambition, apporter une contribution à cette immense tâche, et j'insiste, une contribution positive, car il est extrêmement facile de tout critiquer. Il est trop facile de dénigrer. Il est trop facile de dénoncer ce qui va mal. Mais ce que nous attendons de vous tous, Excellences, Mesdames et Messieurs, et c'est beaucoup plus difficile, ce sont des contributions positives qui puissent effectivement améliorer les choses.

Ma deuxième remarque, après avoir rappelé l'objectif de cette conférence, c'est que si j'étais médecin humanitaire, chargé de porter un diagnostic sur l'état de la planète, je ne serais pas totalement optimiste à la date d'aujourd'hui. Je ne serais pas non plus totalement pessimiste, je m'empresse de l'ajouter. Parmi les raisons de s'inquiéter, il y a l'économie et la finance, nous allons en parler longuement aujourd'hui, notamment avec Jean-Claude Trichet et d'autres éminentes personnalités venues d'Asie et de la planète toute entière. Dans ce domaine, nous avons certes évité le pire. Nous avons évité, après la crise de 2007-2008, de sombrer dans le chaos, de nous enfoncer dans une situation qui eût pu ressembler à la grande dépression des années 1930. Je voudrais incidemment rendre hommage au travail des banques centrales qui, dans l'ambiance particulière de 2008-2009, ont réalisé un travail extraordinaire. Elles ont réagi plus rapidement et plus sereinement que les États. Jean-Claude Trichet, ici présent, fut d'ailleurs l'un des participants à la première édition de la World Policy Conference, début octobre 2008, juste après la faillite de Lehman Brothers. Un travail remarquable a donc été réalisé, et continue de l'être, mais des signes de fragilité persistent. Nous constatons des hésitations dans les politiques à suivre. Par exemple, je suis préoccupé de voir la tentation inflationniste resurgir outre Atlantique, y

compris jusqu'au niveau du système de la réserve fédérale. Je le suis également en observant le nouvel engouement pour la version la plus simpliste du modèle keynésien, avec le soutien d'économistes aussi éminents que Paul Krugman, lequel modèle recommande de dépenser sans compter et d'accroître les déficits publics, pourtant déjà abyssaux dans un pays comme les États-Unis. Bref, il y a de quoi s'inquiéter, pour ne pas dire s'alarmer. S'agissant de l'amélioration de la gouvernance financière mondiale, il est certain que des progrès substantiels ont été réalisés. Mais sont-ils suffisants ? Des lacunes importantes ne subsistent-elles pas ? Il convient donc d'évaluer précisément ce qui a été accompli et ce qui manque, et je pense qu'une partie de nos travaux sera consacrée à cette tâche. Cela dit, force est de constater qu'aujourd'hui, s'agissant d'économie ou de finance, les principales puissances n'ont pas même cherché à s'entendre sur un cadre analytique commun, faute duquel la coordination est un vain mot. Un tel cadre n'existe même pas au niveau européen ou dans la zone euro.

Mais nous parlons ici de questions globales, et je ne peux pas ne pas exprimer aussi une certaine inquiétude concernant les zones conflictuelles de la planète. Je ne parle pas du court terme. Je me place à l'échelle des prochaines années ou décennies. Il s'agit d'abord de la vaste zone du Proche et du Moyen-Orient au sens large, jusqu'aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan. Et nous voyons là deux conflits latents qui non seulement ne sont toujours pas résolus, mais pour lesquels on ne perçoit guère d'amélioration significative. La question israélo-palestinienne d'un côté, celle du Cachemire de l'autre. Les deux questions doivent être rapprochées. Ainsi le problème de l'Afghanistan ne peut-il pas être traité si on ne le situe pas dans la perspective de la rivalité entre le Pakistan et l'Inde, et si l'on n'introduit pas explicitement la dimension iranienne. Aux deux extrémités de la masse moyenne orientale, nous avons deux conflits majeurs qui risquent toujours de déborder, et qui teintent l'ensemble de la région. Cette réalité est au minimum préoccupante.

À l'autre extrémité du continent eurasiatique, il faut également souligner l'instabilité potentielle en Asie de l'Est, avec la division de la péninsule coréenne, sur laquelle les principales puissances concernées n'ont encore jamais cherché à dégager une perspective d'avenir commune à moyen ou à long terme. Dans ces conditions, tout incident majeur en Corée du Nord pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Je voudrais mentionner également les récents incidents dans la mer de Chine méridionale, entre le Japon et la Chine, qui rappellent qu'à chaque instant, il peut y avoir des dérapages. Il existe naturellement beaucoup de forces de rappel qui contribuent à éviter le dérapage, mais pour consolider la sécurité mondiale, il convient d'envisager les cas où les mécanismes de compensation locaux pourraient ne plus fonctionner. La question de la gouvernance est donc absolument essentielle. Pour compléter mon propos, est-il besoin de souligner l'importance des relations entre les dimensions économique et politique, chaque crise dans l'un de ces deux domaines pouvant dégénérer en une crise dans l'autre.

Enfin, et c'est mon dernier point avant de passer la parole à Monsieur Ban Ki-Moon, je voudrais ajouter quelques mots des processus en cours – qui sont largement empiriques, et c'est très bien ainsi – visant à contribuer à la construction d'un nouvel ordre mondial. Parler de gouvernance mondiale ou parler d'un nouvel ordre mondial, ce sont deux façons d'exprimer la même idée. Il y a de nouveaux dispositifs, dont le G20, héritier d'un groupe qui fonctionnait plutôt bien dans le domaine financier, avec les ministres des finances, et qui est maintenant devenu un groupe au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il y a le G8, qui existe toujours, et dont certains se demandent d'ailleurs s'il a vraiment des raisons de survivre. Et puis il y a, j'allais dire surtout, le système de l'ONU, le système de l'Organisation des Nations unies, qui malgré ses imperfections et ses lourdeurs, et malgré la non-représentativité du groupe des membres permanents du Conseil de sécurité, continue d'incarner la légitimité et plus encore la légalité sur le plan international. Il est d'ailleurs remarquable que, quoi qu'il arrive, les États se tournent toujours vers l'ONU.



Mais le système de l'ONU n'en finit pas de ne pas se réformer. À quelle articulation doit-on songer d'une part pour améliorer le système de l'ONU, et d'autre part pour le rendre plus cohérent avec les autres institutions émergentes, telles que le G20 ou le G8 qui perdure ? Et comment renforcer la cohérence entre le système de l'ONU et les institutions héritées du système de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, etc.) ?

Telles sont quelques-unes des questions que nous devons nous poser. Et après les avoir évoquées, que pourrais-je faire de mieux que de passer la parole à son Excellence Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, qui nous fait l'immense honneur de venir passer quelques heures avec nous à Marrakech, pour ouvrir cette conférence. Monsieur le Secrétaire général, je vous remercie de tout cœur. Soyez le bienvenu. C'est avec beaucoup de plaisir que je vous cède ces micros.

Discours d'ouverture Ban Ki-Moon

M. Thierry de Montbrial, président et fondateur de l'Institut,
Monsieur le ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc, M. Fassi Fihri,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi d'entreprendre ma première visite au Maroc en tant que Secrétaire général des Nations unies. Je tenais à tous vous remercier, y compris Sa Majesté Mohammed VI pour son message, ainsi que le gouvernement et le peuple du Maroc, pour votre hospitalité et votre accueil chaleureux.

Je remercie également l'Institut français des relations internationales qui nous rassemble aujourd'hui. L'Ifri est un acteur important depuis maintenant de nombreuses années. Je suis reconnaissant envers vous tous qui encouragez un meilleur dialogue et une meilleure compréhension des défis mondiaux.

Je suis particulièrement content que la World Policy Conference de cette année se concentre sur la gouvernance mondiale.

Le sujet de la gouvernance est une des questions majeures de notre époque. Une meilleure gouvernance au sein des États – pour répondre aux attentes des personnes. Une meilleure gouvernance entre les États – pour répondre aux attentes du monde.

La question est : sommes-nous à la hauteur ?

En ces temps où un grand nombre des personnes gouvernées sont mécontentes et impatientes, la capacité et la volonté de la communauté internationale sont à l'épreuve.

La gouvernance mondiale était à juste titre l'un des thèmes principaux du débat de l'Assemblée générale du mois dernier. Nous avons entendu des appels pour une solidarité mondiale renforcée... et des mises en garde sur la mondialisation et les risques de perpétuer les inégalités du passé.

J'ai dit aux dirigeants mondiaux que le moment était venu de se mettre d'accord... pas à pas, mesure après mesure, partenaire par partenaire. Le moment est venu de poser les fondations des avancées décisives que réclament nos programmes.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc est l'endroit idéal pour discuter de ce défi.

La position géographique du pays le met en première ligne sur les questions de mondialisation, de commerce et de migration. Par exemple, Marrakech est connue non seulement pour son histoire, sa culture et sa beauté, mais est surtout reconnue de tous, particulièrement des Nations unies et de la communauté internationale, comme le lieu où ont été créées de bonnes pratiques et de bonnes structures internationales – telle que l'Organisation mondiale du commerce instituée par l'accord de Marrakech, et le protocole de Kyoto conclu par l'accord de Marrakech. Nous devons beaucoup à cette magnifique ville de Marrakech. La vulnérabilité du Maroc au changement climatique, son combat pour faire face à des besoins grandissants en eau et en énergie constituent des questions transfrontalières de premier plan. Le Maroc, haut lieu de mélange des cultures, est très actif au sein de l'Alliance des civilisations des Nations unies.

Le moment est opportun pour aborder la gouvernance mondiale.

De nouvelles puissances économiques ont émergé. De nouveaux défis se font jour.

Pour la première fois dans l'histoire, nos défis transcendent les frontières. Ils ne respectent pas les frontières. Aucun pays ni aucun groupe, aussi puissant et ingénieux soit-il, ne peut résoudre ces problèmes. Même les Nations unies n'y parviendront pas seules, sans le soutien inconditionnel des États membres et des organisations internationales, des organisations régionales et des organisations sous-régionales. Voici le sujet que nous allons aborder aujourd'hui.

Alors que l'interdépendance s'intensifie, certains de nos anciens systèmes et configurations se sont laissés distancer. Nous devons absolument trouver des moyens plus efficaces de travailler ensemble – et de construire des systèmes en prise avec notre époque – des moyens qui soient davantage responsables, représentatifs et à même de maximiser notre force collective et de maximiser nos ressources limitées au bénéfice de la communauté mondiale.

C'est le sens que je donne à la gouvernance mondiale. Je perçois trois thèmes principaux, trois domaines pour lesquels nous devons rassembler notre énergie et nos ressources. En premier lieu, nous devons nous unir pour les populations pauvres et fragiles, pour les plus vulnérables d'entre elles. Ensuite, nous devons unir notre énergie et nos ressources pour empêcher une catastrophe climatique. Enfin, nous devons unir nos efforts pour faire face aux nouveaux défis. Permettez-moi de les aborder un par un, et de détailler chacun de ces trois défis et de ces trois domaines.

Tout d'abord, la gouvernance mondiale pour une économie mondiale qui œuvre pour toutes les personnes, pas uniquement pour un groupe minoritaire.

La plupart de nos lois et institutions actuelles pour la gouvernance économique mondiale ont pris forme il y a plus de 60 ans.

Aujourd'hui, de nombreux pays en développement comptent parmi les moteurs les plus dynamiques de la croissance économique. Ils constitueront également les leviers de la relance suite à la crise économique et financière mondiale.

Pourtant leur voix ne résonne pas dans la prise de décision sur l'économie mondiale. Ils ne méritent pas cela.

Entre autres leçons à retirer de la crise, un point est clair : la gestion économique mondiale ne peut plus se permettre de négliger les plus faibles et les plus défavorisés.

Nous accueillons favorablement les mesures de stimulation à l'échelle des pays développés, mais ces derniers ne doivent pas perdre de vue ni négliger les défis des plus faibles. J'avais insisté sur ce point lors du sommet du G20 à Toronto ; nous nous réjouissons des mesures de stimulation économique, mais ces mesures ne doivent jamais se faire sur le dos des pauvres. Il est moralement et politiquement inacceptable de poser le fardeau le plus lourd sur les personnes les moins responsables de la crise.



Arracher les pauvres et les faibles du gouffre du désespoir, construire un monde de prospérité et de dignité pour tous : c'est une question d'économie et de politique intelligentes. Il existe un terme pour cela : le développement durable. Dans deux ans, les nations du monde entier se rassembleront de nouveau à Rio de Janeiro pour renouveler l'engagement aux idéaux épousés dans cette ville en 1992.

Nous disposons également d'un plan pour donner vie à cette vision : les Objectifs du millénaire pour le développement, adoptés en 2000. Cette proposition a été adoptée par les chefs d'État afin de sortir des milliards de personnes de la pauvreté, de donner des opportunités scolaire décentes, de renforcer l'autonomie des femmes et de trouver des traitements pour les personnes souffrant de maladies. Le mois dernier, le sommet des OMD a insufflé une forte dynamique politique. Près de 140 chefs d'État et de gouvernements se sont rassemblés aux Nations unies. Ils ont réitéré leur engagement politique et l'assurance de déployer toute leur capacité politique pour atteindre les cibles des OMD d'ici à 2015.

En outre, ils se sont fortement engagés en termes de ressources – dont 40 milliards de dollars pour notre nouvelle Stratégie globale pour la santé maternelle et infantile. À une époque où de nombreux gouvernements se serrent la ceinture, il est encourageant de voir des chefs d'État soustraire l'engagement d'aide au couperet de l'austérité.

La prochaine épreuve sera le sommet du G20 à Séoul, en Corée, dans à peine trois semaines. La question du développement sera prioritaire.

Mesdames et Messieurs,

Nous ne pouvons pas parler de Rio 2012 sans nous concentrer sur Cancun 2010. Il faut que la gouvernance mondiale aborde la menace du changement climatique.

L'an dernier, la Conférence de Copenhague n'a pas répondu aux attentes de tout le monde ; nous sommes d'accord sur ce point. Nous ne pouvons néanmoins pas sous-estimer l'importance des mesures dont les chefs d'État ont convenu au sein de l'Accord de Copenhague.

Plus particulièrement, il y a eu un progrès important dans l'élaboration d'un consensus politique large. Tout d'abord, pour la première fois dans l'histoire, les dirigeants mondiaux ont convenu que l'augmentation de la température mondiale serait limitée à 2 degrés Celsius d'ici à 2050. Ils ont convenu de fournir un soutien financier aux pays en développement de l'ordre de 100 milliards de dollars annuels d'ici à 2020.

Il y a également eu des avancées sur l'adaptation, la déforestation, le transfert de technologies, le renforcement des capacités et le soutien financier.

En songeant à l'avenir, il apparaît de plus en plus évident que plus nous attendrons, plus nous aurons à payer – en termes de compétitivité, de ressources, et surtout, de vies humaines.

À Cancun, nous devons intégrer les progrès sur ces questions dès lors qu'un consensus se dégagera.

Dans l'immédiat, nous devons avancer sur un financement rapide. Il faut reconnaître qu'il existe une différence de confiance importante entre les pays développés et ceux en développement. La façon la plus efficace de réduire cet écart est de fournir un soutien financier rapide aux pays en voie de développement. Nous continuerons à travailler dans ce sens. À Copenhague, les dirigeants ont convenu de fournir 30 milliards de dollars d'ici la fin 2012 et 100 milliards de dollars annuellement d'ici 2020. J'ai nommé un Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements

climatiques, dirigé par le Premier ministre norvégien Stoltenberg et le Premier ministre éthiopien Meles. Leur travail a fait d'immenses progrès. Ils vont me présenter un rapport sur les options visant à générer 100 milliards de dollars d'ici à l'année 2020.

Je vais soumettre ce rapport à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la CCNUCC, qui se réunira en décembre à Cancun, au Mexique.

Sur le long terme, nous faisons face à ce que j'appelle le « défi 50-50-50 ». D'ici à 2050, la population mondiale va croître de 50 % pour atteindre 9 milliards de personnes. À ce moment, en 2050, le monde devra avoir réduit d'au moins 50 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Voilà ce que j'ai nommé le « défi 50-50-50 ».

Le changement climatique n'est pas un problème isolé. C'est un élément crucial d'un programme plus vaste sur le développement durable.

J'ai demandé au président sud-africain Zuma et au président finlandais Halonen de diriger un Groupe de haut niveau sur le développement durable au niveau mondial afin qu'ils apportent à la communauté internationale des solutions ambitieuses qui soient réalisables en vue de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté et de rassembler les pièces du puzzle, en commençant par le changement climatique, la crise énergétique, la crise alimentaire, la population, les migrations ; toutes ces questions se rejoignent car elles sont intimement liées. Notre travail aboutira à temps pour le sommet de Rio en 2012.

C'est le défi de la durabilité qui attend le XXI^e siècle et par conséquent un des défis de la gouvernance pour notre époque.

Mesdames et Messieurs,

Mon troisième point concerne la gouvernance mondiale en ce qu'elle doit faire face à tout un éventail de nouveaux défis.

Il existe aujourd'hui plus de 200 millions de migrants internationaux. La crise économique a exacerbé leur précarité.

Et pourtant, même lorsque le chômage est élevé, la demande en main d'œuvre étrangère est souvent importante.

Nous devons vaincre les peurs, nous concentrer sur les droits et trouver le meilleur moyen de récolter les bénéfices du développement pour toutes les parties concernées, les pays d'origine comme les pays d'accueil.

Tout comme la migration, la biotechnologie a généré espoirs et interrogations ; l'espoir de nouveaux outils contre la faim, la maladie et la pauvreté ; la peur d'une menace contre l'environnement et notre sécurité.

De plus, nous assistons aujourd'hui à la mondialisation de la recherche médicale, la propagation du « tourisme de la santé » et la diminution de l'importance des frontières nationales dans la lutte contre les épidémies mortelles. Les dimensions internationales sont claires, tout comme est clair le besoin d'un dialogue et d'un consensus plus importants. Les syndicats du crime organisé sont de plus en plus puissants. À certains endroits, la police et l'armée ne font plus le poids. Notre capacité à assurer une justice n'évolue pas aussi vite que celle des criminels à lui échapper.

Le terrorisme continue lui aussi à entraîner de lourdes conséquences. La possibilité que les terroristes aient accès à des matériaux fissiles ajoute une nouvelle urgence au programme de sécurité nucléaire. Ceux armés aujourd'hui de bombes et d'armes à feu pourraient



demain avoir une force de frappe plus puissante encore. La meilleure réponse reste une fois de plus la détermination, la coordination et la coopération au niveau international. En effet, nous avons adopté en réponse à ces nouveaux défis de nouvelles conventions et de nouveaux accords juridiques ainsi que des stratégies neuves, appuyées par la formation de nouveaux partenariats ; le tout au nom de la résolution mondiale des problèmes, et non d'un gouvernement mondial.

Nous restons à l'affût de tels problèmes, gardant le regard fixé sur l'horizon, prêts à déceler à la fois les menaces et les opportunités.

La gouvernance mondiale n'est pas seulement une affaire d'ententes sur le long terme ; il s'agit également de la gestion des défis ici et maintenant.

Les référendums sur l'auto-détermination du Sud-Soudan et sur le statut d'Abyei auront lieu dans moins de trois mois. Les enjeux sont de taille. Je pense que tout le monde ici est concerné par l'avenir du Soudan, l'avenir de l'Afrique, ainsi que de la paix et de la sécurité de la communauté internationale dans son ensemble. Nous devons aider les Soudanais à trouver un moyen pacifique de traverser l'un des passages cruciaux de l'histoire de leur pays. Nous devons nous assurer que ces référendums du 9 janvier prochain seront conduits de manière juste, crédible et démocratique, et surtout pacifique.

Pour ce faire, de nouveau, les Nations unies ont d'ores et déjà déployé une équipe de surveillance, dirigée par l'ancien président de la Tanzanie, M. Mkapa. Les Nations unies auront des observateurs dans chaque comté du Sud-Soudan, à compter de cette semaine jusqu'à la fin de ce référendum. Comme vous le savez, j'ai convoqué une réunion de haut niveau le 24 septembre, à laquelle de nombreux chefs d'État, parmi eux le président Obama des États-Unis et de nombreux dirigeants africains, se sont réunis, dont deux représentants du Sud et du Nord Soudan. Cette réunion a été l'une de plus haut niveau jamais organisée sur la situation au Soudan. Nous sommes tous engagés, grâce au soutien, à la coopération et à la gouvernance des acteurs mondiaux.

En Haïti, neuf mois après le tremblement de terre tragique, la réponse humanitaire afflue et nous livrons désormais de l'eau, des installations sanitaires et de la nourriture à des millions de personnes. Bien entendu, il reste énormément à faire en matière de logements permanents, d'installations sanitaires, d'éducation, de sécurité et de renforcement des capacités.

De telles situations appellent une gestion collective. C'est aussi le travail de la gouvernance mondiale.

Mesdames et Messieurs,

La gouvernance mondiale est un sujet trop important pour être laissé entre les mains d'une seule organisation ou d'un seul groupe.

C'est aux Nations unies – avec son universalité, son expérience et sa présence opérationnelle dans presque chaque pays du monde – que la gouvernance mondiale peut le mieux se concrétiser.

Les Nations unies sont le bon endroit, à condition que nous ne nous laissions pas distancer.

Il faut pour cela être performant – de façon opportune et responsable. Cela implique la réforme des organes des Nations unies.

Le Conseil économique et social peut jouer un rôle plus fort dans toute une panoplie de problèmes intimement liés – le risque financier, l'insécurité alimentaire, l'accès à l'énergie,

un système commercial international défectueux.

On convient aisément que la composition du Conseil de sécurité doit refléter les réalités d'aujourd'hui, et non celles des décennies passées. De la même façon, il y a de la marge pour améliorer les méthodes de travail du Conseil, en matière de transparence, d'alerte rapide et de hiérarchisation des problèmes au sein du programme du Conseil.

Les institutions et les regroupements à l'origine d'un changement significatif et positif – la gouvernance mondiale au service d'un monde meilleur – s'en retrouveront respectés et sollicités.

Telle est ma vision pour les Nations unies... et pour les personnes que nous sommes appelés à servir.

Merci.

Discours du déjeuner-débat du samedi 16 octobre
Jean-Claude Trichet

La gouvernance économique au niveau mondial et dans la zone euro

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être à Marrakech – une ville qui, à travers son histoire, apporte la démonstration du lien entre succès économique et événements et choix politiques. Le Maroc est en outre un partenaire important de l'Union européenne (UE) dans le contexte de l'Union pour la Méditerranée et du processus de Barcelone. Je me permets également de souligner que des relations bilatérales étroites unissent de longue date la BCE et la Bank Al Maghrib et que nos deux institutions coopèrent étroitement dans un cadre multilatéral. À titre d'exemple, la BCE et les autres banques centrales de l'Eurosystème participent à intervalles réguliers à des réunions avec la Bank Al Maghrib et les autres banques centrales du bassin méditerranéen dans le cadre de séminaires de haut niveau, à l'occasion desquels elles examinent les questions économiques et financières d'intérêt commun.

En premier lieu, je voudrais dire quelques mots au sujet des perspectives économiques actuelles dans la zone euro.

Le PIB en volume dans la zone euro a progressé de 1 % en glissement trimestriel au cours du deuxième trimestre de 2010. La croissance est soutenue principalement par la demande intérieure, mais traduit également l'incidence de facteurs temporaires. D'une manière générale, les statistiques récentes et les données d'enquêtes confirment notre anticipation d'une modération de l'activité au sein de la zone euro au cours du second semestre de l'année. Par conséquent, nous ne pouvons pas crier victoire et devons continuer à faire preuve de prudence. Cela étant dit, la dynamique sous-jacente positive, mais modeste, de la reprise demeure en place. L'inflation annuelle dans la zone euro se situe actuellement à 1,8 %, et nous estimons qu'elle devrait rester modérée en 2011. Élément très important, nous notons que les anticipations d'inflation à moyen et long terme continuent d'être solidement ancrées à un niveau conforme à notre définition de la stabilité des prix.



Dans les réflexions que je voudrais vous livrer aujourd'hui, je mettrai l'accent sur la gouvernance économique à l'échelle mondiale et en particulier sur les enseignements qui peuvent être tirés des événements exceptionnels observés au cours des deux dernières années. Dans un premier temps, je détaillerai les raisons pour lesquelles il est nécessaire de mettre en place un ensemble de règles, d'institutions et de relations internationales, ce que nous appelons la « gouvernance mondiale ». En deuxième lieu, j'analyserai rétrospectivement les contours de la gouvernance mondiale lors de la crise financière mondiale. En troisième lieu, j'examinerai l'évolution du système en tant qu'élément de réponse à la crise et, en particulier, j'évoquerai la montée en puissance de nouvelles entités majeures dans l'économie mondiale, telles que le G20 et le Conseil de stabilité financière, dans la perspective de la prochaine réunion des dirigeants du G20 à Séoul. En dernier lieu, je passerai en revue les changements institutionnels importants qui sont décidés ou déjà mis en œuvre en Europe, et qui devraient permettre à l'UE de disposer d'outils plus adaptés pour contribuer à la stabilité et à la prospérité mondiales.

Je tiens à insister sur le fait qu'il n'est pas de liberté économique sans un ensemble adéquat de règles. Ce principe vaut à l'intérieur des pays comme sur la scène internationale. Il constituera le thème principal de mon intervention aujourd'hui.

1. Les arguments en faveur d'une gouvernance économique mondiale

La « gouvernance mondiale », du moins dans la sphère économique, s'articule autour d'un ensemble d'institutions et de réglementations supranationales et repose sur les relations internationales entre les pays qui ont une incidence sur les transactions économiques et financières transfrontalières.

De fait, aucun marché ne peut survivre sans une infrastructure institutionnelle, c'est-à-dire un ensemble de règles, et cela est particulièrement vrai au niveau international, où les obstacles naturels entravant les transactions sont déjà énormes. La gouvernance mondiale doit viser essentiellement à réduire les coûts de transaction, à travers un processus évolutif et caractérisé par des mutations constantes et un apprentissage par la pratique. Dès lors, il convient d'adopter une approche pragmatique en ce qui concerne les mécanismes susceptibles de favoriser les échanges commerciaux et de maintenir les coûts de transaction à un bas niveau, selon les circonstances.

En outre, plus les mécanismes d'échange des biens et des services sont complexes et durables, plus il est nécessaire de disposer d'une infrastructure institutionnelle saine. À cet égard, le système financier constitue un domaine dans lequel des règles d'une portée mondiale pourraient être particulièrement bénéfiques. D'une manière plus générale, la crise a affaibli l'argumentation de ceux qui pensent que la déréglementation contribue toujours et nécessairement à un meilleur fonctionnement des marchés.

Bien évidemment, il existe des limites claires à la portée que des règles adoptées au niveau international peuvent et doivent avoir.

En premier lieu, le principe de subsidiarité demeure valable. Il en découle qu'une règle ne doit pas être imposée au niveau mondial si elle peut être établie aussi ou plus efficacement au niveau local. Soit dit en passant, ce principe est ancré dans le traité de Lisbonne. Ledit principe est d'ailleurs partie intégrante du droit primaire de l'Union européenne. Le traité de Lisbonne, en particulier, a explicitement reconnu le rôle assigné aux parlements nationaux dans la surveillance de la subsidiarité au sein de l'Union européenne. Ce principe pourrait également impliquer que la « charge de la preuve » incombe à ceux qui souhaitent établir des règles et des institutions mondiales, par opposition au cadre local.

En deuxième lieu, le risque existe que des règles communes ne soient pas optimales et soient, en particulier, trop souples, dans la mesure où elles doivent constituer le « plus petit dénominateur commun » entre un grand nombre de positions différentes.

En troisième lieu, certains font valoir que le fait d'imposer une règle commune conduit également à limiter la portée des expériences nationales et, par conséquent, la possibilité

de tirer profit du meilleur cadre institutionnel. Dès lors, cela empêcherait l'émergence de règles optimales découlant de la libre concurrence entre les différents systèmes. Enfin, et c'est peut-être le point le plus important, il n'est pas facile d'instaurer des règles communes, en particulier dans des domaines aussi complexes et innovants que la finance.

La crise financière mondiale a toutefois affaibli un certain nombre de ces arguments et ébranlé la conviction que le principe selon lequel on « remet de l'ordre dans sa propre maison » peut seul permettre d'assurer le bien-être à l'échelle mondiale et qu'il n'est pas nécessaire de prendre en compte les retombées internationales de la crise. Nous avons sans doute pris conscience des externalités négatives que la mondialisation, et en particulier celle du secteur financier, peut engendrer. Tout est résumé dans cette phrase : « La crise est mondiale, les solutions doivent être mondiales. » À mon sens, les interdépendances internationales sont trop grandes pour que l'on puisse établir des règles optimales purement nationales ou régionales, et il est clairement nécessaire de renforcer la gouvernance mondiale, notamment dans le domaine financier. À titre d'exemple, la crise a mis en évidence le risque de l'arbitrage réglementaire, faisant apparaître sous un jour négatif la concurrence entre les différents systèmes et règles. En outre, l'opinion selon laquelle les politiques conduites par les gouvernements nationaux sont toujours dictées par le souci d'assurer le bien-être de leur population doit être corrigée, dans la mesure où des intérêts particuliers jouent souvent un rôle important. Ceux-ci sont susceptibles d'avoir moins de poids si les règles sont adoptées au niveau international¹.

2. Le rôle de la gouvernance économique mondiale durant la crise financière

Je voudrais à présent analyser le rôle des institutions mondiales lors de la crise financière. Durant les décennies ayant précédé la crise financière, la gouvernance mondiale s'exerçait à travers un certain nombre d'institutions et de relations multilatérales. En particulier trois grandes institutions supranationales, le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), étaient (et sont toujours) chargées respectivement de la gestion du système monétaire international, du développement à long terme et des échanges commerciaux, tandis que le G7 constituait la principale enceinte informelle pour la gouvernance stratégique mondiale.

La décennie qui s'est écoulée avant la crise financière a été également marquée par la libéralisation et l'intégration progressives des échanges commerciaux, aux effets largement bénéfiques, sous les auspices de l'OMC. Cette libéralisation a modifié le visage de l'économie mondiale, conduisant à l'intégration d'économies émergentes majeures telles que la Chine et l'Inde dans un système fondé sur les mécanismes du marché, cette tendance ayant profité aux consommateurs du monde entier. Au plus fort de la crise, on a craint à juste titre qu'un coup d'arrêt soit donné à cette évolution, voire qu'elle s'inverse, dans la mesure où ces pays se sont préoccupés principalement de leur propre croissance économique aux dépens parfois de la croissance dans le reste du monde. Le protectionnisme aurait certainement aggravé la crise, ce qui s'est produit – comme chacun le sait – dans les années 1930. Compte tenu de la gravité de la situation et des problèmes politiques qui en découlaient, on aurait pu s'attendre à une telle évolution. Un bon système est celui qui permet de résister à ces pressions vouées à l'échec. Comment s'est comporté le système mondial à cet égard ? Je considérerai quatre aspects, à savoir le protectionnisme, la coopération entre banques centrales, l'arbitrage réglementaire et les déséquilibres mondiaux.

2.1 Le protectionnisme

Il ressort d'un examen approfondi des tendances récentes du protectionnisme mondial que la mise en place de nouvelles mesures protectionnistes sous forme de tarifs douaniers et d'obstacles non tarifaires en vue de restreindre les échanges commerciaux est restée un phénomène marginal. Selon l'OMC, une montée significative du protectionnisme a pu être évitée depuis le début de la crise. Toutefois, les pressions protectionnistes pourraient s'accroître. Les données d'enquêtes montrent que les pressions des opinions publiques



en faveur d'une meilleure protection de l'économie nationale se sont intensifiées depuis le milieu des années 2000, c'est-à-dire bien avant le déclenchement de la crise, et qu'elles se sont accrues depuis le début de celle-ci, notamment ces derniers mois.

En conclusion, je voudrais ajouter que dans ce domaine, il faut se garder de tout excès de confiance et continuer à faire preuve d'une grande vigilance, même si, fort heureusement, il est très peu probable que les événements des années 1930 se répètent.

2.2 La coopération entre banques centrales

Un autre volet de la coopération internationale a bien fonctionné pendant la crise financière : il s'agit de la coopération entre banques centrales, qui s'est exprimée au sein des divers comités de Bâle et de la Banque des règlements internationaux (BRI). Grâce à l'institutionnalisation de la coopération, un degré de collaboration et de coordination sans précédent s'est instauré dans le cadre des opérations transfrontalières de fourniture de liquidité.

L'échange d'informations entre banques centrales a, lui aussi, très bien fonctionné. Ce fut le cas, par exemple, lors des réunions sur l'économie mondiale qui se tiennent tous les deux mois à Bâle et auxquelles assistent les gouverneurs des banques centrales des économies d'importance systémique, qui ont l'occasion d'examiner un certain nombre de questions concernant les perspectives économiques mondiales, le système financier et monétaire international et d'autres questions d'intérêt commun. Sans aucun doute, ces enceintes ont démontré qu'elles étaient d'une très grande utilité dans une période de perturbations financières à l'échelle planétaire, et nous devrions continuer à leur accorder une grande importance à l'avenir.

Je voudrais aussi souligner que la BRI, en tant qu'institution, était en avance sur les événements, en ce sens qu'elle a identifié certaines tendances non soutenables au sein du secteur financier et plus généralement dans l'économie mondiale – par exemple la sous-évaluation du risque et la croissance excessive du crédit – qui ont finalement conduit à la crise financière mondiale. Elle s'est appuyée sur un degré élevé de profondeur analytique et le partage de l'information au niveau mondial, que les comités de la BRI et de Bâle ont pu développer au fil des années. À mon avis, ces contributions analytiques ont joué un rôle très important dans l'élaboration d'une réponse forte et coordonnée de la part des autorités durant la crise financière.

2.3 Les éléments ayant moins bien fonctionné : l'arbitrage réglementaire et les déséquilibres mondiaux

Bien que la gouvernance mondiale semble avoir fait ses preuves dans le contexte difficile de la crise financière mondiale, nous ne devons pas oublier les lacunes importantes qui ont contribué en premier lieu à créer les conditions propices au déclenchement de la crise. Je mentionnerai, en particulier, deux aspects : les insuffisances dans le domaine de la réglementation financière et de la coordination internationale, d'une part, et la constellation des déséquilibres mondiaux, d'autre part. Je voudrais les évoquer tour à tour.

Avant la crise, l'absence d'intégration et de coordination dans le domaine de la réglementation financière était la règle, mais à cette époque, on n'en avait pas pris la juste mesure, et cette situation a encouragé les institutions financières à recourir dans une large mesure à l'arbitrage réglementaire². Cette tendance était la conséquence inévitable d'une évolution due à la conjugaison de deux facteurs : alors que la sphère financière se mondialisait de plus en plus, certaines institutions financières opérant dans un grand nombre de pays, la réglementation financière demeurait en grande partie du ressort des autorités nationales, la coordination au niveau européen et international restant à l'état embryonnaire et non contraignante. Un peu plus loin, j'examinerai la manière dont la communauté internationale répond à ce problème, en particulier, sous l'égide du Conseil de stabilité financière et du Comité de Bâle.

S'agissant des déséquilibres mondiaux, les insuffisances des politiques macroéconomiques concernant la stabilité et la soutenabilité économiques et financières à moyen terme ont

engendré, avant la crise, des déséquilibres externes non soutenables dans les principales économies enregistrant des excédents ou des déficits. Un certain nombre d'économies avancées ont mis en œuvre des politiques macroéconomiques caractérisées par des déséquilibres et l'absence structurelle d'épargne. D'une part, l'accumulation excessive de réserves par les pays émergents a contribué à rendre trop facile le financement des déséquilibres mondiaux, ce qui s'est traduit par la compression des taux d'intérêt mondiaux et, en fin de compte, par la prise de risque et l'endettement excessifs dans les pays (avancés) bénéficiant d'importantes entrées de capitaux, cette évolution ouvrant la voie au développement de la crise. En outre, on avait clairement le sentiment qu'un mécanisme efficace permettant d'agir sur les politiques macroéconomiques et structurelles faisait défaut dans les principaux pays où celles-ci semblaient présenter un caractère non soutenable du point de vue de la stabilité économique et financière mondiale. Bien public mondial, la stabilité financière internationale était et reste insuffisante. Il s'agit d'un domaine dans lequel il était nécessaire, et demeure indispensable, de mettre en œuvre des réformes audacieuses et ambitieuses.

3. L'évolution du système

En dernier lieu, je voudrais examiner comment la crise financière a influé sur le rythme auquel la gouvernance mondiale évolue. Certaines tendances ne se dégagent pas encore clairement, et ne sont pas exemptes de défis.

3.1 Du G 7 au G 20

Cette crise se caractérise par le fait qu'elle a pris naissance au cœur du système, à la différence des crises majeures qui se sont produites au cours des trois décennies précédentes. Bien que les pays émergents aient été, eux aussi, durement touchés, ils sont demeurés, considérés dans leur ensemble, une source de vigueur pour l'économie mondiale. En outre, actuellement, la reprise économique y est sensiblement plus rapide que dans les économies avancées. Dès lors, il n'est pas surprenant que la crise ait conduit à une plus grande reconnaissance de leur poids économique croissant et à une meilleure intégration de ces pays dans la gouvernance mondiale. Il convient de noter que les marchés émergents représentent désormais environ la moitié du PIB mondial en termes de parité de pouvoir d'achat. Assurément, la reconnaissance du rôle accru des pays émergents était déjà observée avant la crise financière mondiale, mais celle-ci l'a accentuée fortement et en a renforcé la perception.

La gouvernance mondiale – et d'une manière générale, la prise de décision collective – doit toujours faire face à un arbitrage entre efficacité et légitimité. Lorsque le « tour de table » est peu homogène et se compose d'un petit nombre d'acteurs, les décisions sont prises plus rapidement et sont peut-être mises en œuvre plus facilement, mais elles ne sont sans doute pas considérées comme légitimes par ceux qui n'y participent pas. Par conséquent, concevoir des institutions pour la prise de décision collective est une action délicate, car elle obéit à un rapport de forces, et cela est encore plus vrai au niveau mondial. La communauté internationale est convenue que le G20 constitue dorénavant l'enceinte principale de la gouvernance informelle de la coopération économique internationale. Il comprend onze économies émergentes.

Assurément, le G20 existe déjà depuis plus de dix ans. L'innovation majeure consiste à en faire la principale instance informelle donnant les impulsions stratégiques d'une portée mondiale au niveau des dirigeants ainsi qu'à celui des ministres et des gouverneurs, et ce non seulement en période de crise, mais aussi de manière permanente.

3.2 Le Cadre du G 20

Une décision importante, prise lors du Sommet du G20 à Pittsburgh en mars 2009, a trait à la mise en place du Cadre du G20 prévoyant une évaluation mutuelle coopérative des politiques mises en œuvre par ses membres. Je considère qu'il s'agit d'une avancée décisive en vue de mettre un terme à l'une des principales insuffisances du régime en vigueur avant la



crise, à savoir l'absence d'une procédure garantissant que les politiques macroéconomiques et structurelles des grands pays prennent en compte leurs répercussions sur le plan externe, en particulier les risques qu'elles comportent pour le système financier mondial. Cela ne veut pas dire que le G20 doit prendre des décisions macroéconomiques axées sur le court terme ou se charger de la micro-gestion des politiques économiques. Au contraire, cette démarche implique de mettre en place un mécanisme en vue d'évaluer si les objectifs des politiques économiques à moyen et long terme sont mutuellement compatibles et quel serait le rythme optimal du rééquilibrage des déséquilibres actuels des balances de paiements courants ainsi que de la demande intérieure des économies d'importance systémique. Toutefois, il n'est pas certain que cette initiative se traduira à terme par un changement significatif dans le processus de prise de décision économique au niveau national et mondial. Nous le saurons avec le temps. En particulier, le mécanisme mis en place avant le Cadre du G20, à savoir l'initiative de 2007 du FMI en matière de surveillance multilatérale, a rencontré d'importants problèmes de conformité, ce qui rend particulièrement prometteuse et digne d'intérêt l'appropriation du nouveau Cadre par le G20. Mais nous ne pouvons pas encore être sûrs que le Cadre sera mis en œuvre efficacement. Par conséquent, il est essentiel que la communauté internationale accélère le processus maintenant et respecte entièrement les engagements pris au sein du G20 ; en particulier, il est important de poursuivre les efforts de rééquilibrage dans la durée même si la reprise semble s'être solidement affermie au niveau mondial.

3.3 Continuer à renforcer la coopération entre banques centrales

Dans le domaine de la coopération entre banques centrales, des initiatives discrètes, mais décisives, ont été prises depuis le début de la crise. Celle-ci s'est caractérisée principalement par le rôle capital de la fourniture de liquidité par les banques centrales nationales ainsi que par sa dimension transfrontalière complémentaire, c'est-à-dire le maillage des *swaps* de change ou des pensions temporaires mis en place bilatéralement par les grandes banques centrales telles que la BCE et le Système fédéral de réserve, et auxquels ont participé beaucoup d'autres banques centrales dans le monde. Parallèlement, des progrès ont également été accomplis dans le renforcement de la coopération entre banques centrales, dans un champ géographique d'ailleurs élargi.

La réunion sur l'économie mondiale, qui se tient à Bâle, est la principale instance de coopération entre banques centrales au niveau mondial. Au cours des dernières années, cette enceinte a réuni 34 gouverneurs, en qualité de membres permanents, ainsi qu'un certain nombre d'autres gouverneurs qui participent aux réunions selon un système de rotation. La réunion sur l'économie mondiale est une enceinte très importante, car elle permet d'évaluer la situation économique et financière mondiale, et d'analyser les questions économiques et financières présentant un intérêt commun pour les banques centrales. Elle coordonne désormais les activités de coopération entre banques centrales menées par divers comités de banques centrales se réunissant à Bâle, sous les auspices de la BRI.

J'ai le privilège de présider la réunion sur l'économie mondiale, et je dois dire que je considère les discussions franches et très fructueuses que nous menons tous les deux mois dans ce cadre comme étant d'une très grande importance pour l'ensemble des banques centrales.

3.4 La montée en puissance du Conseil de stabilité financière (CSF)

Une autre innovation majeure de ces dernières années est l'extension du Conseil de stabilité financière, qui a vu s'élargir à la fois sa composition et l'éventail de ses compétences. Présidé par Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie, il est chargé, conjointement avec le FMI, de conforter l'architecture financière internationale et la stabilité financière mondiale. L'élargissement de sa composition – qui correspond dans une large mesure à celle du G20 – et la consolidation de son mandat renforcent sensiblement son profil. La composition élargie du CSF – qui réunit des banques centrales et des autorités chargées de la réglementation – garantit un degré de coopération internationale sans précédent dans le domaine de la réglementation. Il œuvre activement en vue de tirer les enseigne-

ments de la crise, plaçant son analyse dans la perspective des principes régissant les règles prudentielles et le contrôle applicables à l'ensemble des activités financières. En tout cas, il n'est pas facile de mettre en place une architecture mondiale en matière de réglementation financière, faisant l'objet d'un large consensus et fonctionnant de manière efficace, et il est nécessaire que tous les acteurs concernés agissent avec cohérence et détermination.

Je voudrais également souligner que la BCE participe activement au G20 (au niveau des ministres et des gouverneurs) et au CSF, en tant que membre à part entière, ainsi qu'à leurs sous-structures au niveau des experts.

3.5 Résumé

Globalement, le système évolue de manière décisive dans le sens d'une appropriation de la gouvernance mondiale qui est réellement exhaustive et englobe les économies émergentes d'importance systémique ainsi que les pays industrialisés. Trois exemples illustrent d'une manière frappante cette transformation très significative de la gouvernance mondiale que nous concevons aujourd'hui : en premier lieu, le G20 remplace le G7 en tant qu'instance principale chargée de la gouvernance économique et financière mondiale au niveau des ministres et des gouverneurs ainsi qu'à celui des chefs d'État ou de gouvernement. En deuxième lieu, la réunion sur l'économie mondiale des gouverneurs de banques centrales remplace le groupe des gouverneurs du G10 en tant qu'enceinte majeure chargée de la gouvernance de la coopération entre banques centrales. Et en troisième lieu, la composition du Conseil de stabilité financière est élargie bien au-delà des limites géographiques du G7. Il n'est pas surprenant, au lendemain d'une crise financière mondiale, qu'un nouveau concept de gouvernance mondiale ait été défini pour les sphères économique et financière, et il est probable que ce nouveau concept audacieux sera mis à l'épreuve au cours des prochaines années.

4. Remettre de l'ordre dans la maison de l'UE

Je voudrais évoquer à présent les changements institutionnels qui se mettent en place en Europe et que je pourrais comparer à une « remise en ordre de la maison de l'UE », contribuant ainsi, d'une manière générale, à la stabilité économique et financière mondiale. J'ai souligné précédemment que cette remise en ordre n'est pas suffisante, mais à présent, elle demeure plus que jamais nécessaire.

Le premier élément a trait à la nouvelle architecture de surveillance financière élaborée pour l'UE, qui a été approuvée récemment par le Parlement européen. Cette nouvelle architecture comprend le Comité européen du risque systémique (CERS), établi sous l'égide de la BCE, et les trois autorités de contrôle de l'UE (pour le secteur bancaire, les compagnies d'assurance et les marchés de titres). Elle présente deux innovations notables que je voudrais mettre en exergue. La première réside dans le fait qu'un organe de haut niveau est explicitement chargé de la surveillance et de la prévention des risques systémiques pesant sur le secteur financier, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays importants tels que les États-Unis. De plus, l'analyse macroprudentielle s'effectuera également au niveau de l'UE, afin de prendre en compte le degré croissant d'intégration financière au sein de l'UE. À l'évidence, nombre de questions macroprudentielles ont une portée mondiale, de sorte que le CERS devra discuter, collaborer et partager des informations avec ses homologues en dehors de l'UE ainsi qu'avec des institutions internationales telles que le FMI et le CSF.

Deuxièmement, l'UE a fait face, au printemps dernier, à une crise de la dette souveraine, dans laquelle elle n'était pas spectatrice, mais plutôt l'épicentre. La crise a eu de profondes répercussions au niveau mondial. Il est essentiel que l'UE réforme sa propre infrastructure institutionnelle afin que cet épisode ne se répète pas – non seulement dans l'intérêt de l'UE mais aussi eu égard aux effets que l'instabilité au sein de l'UE peut avoir sur l'économie et la finance mondiales. Comme vous le savez, cette question est actuellement examinée par le groupe de travail présidé par le président Van Rompuy et la Commission européenne a



récemment publié des propositions législatives en vue de réformer la gouvernance de l'UE. Le 29 septembre, la Commission a rendu publiques ses propositions en vue de renforcer la gouvernance économique. Un certain nombre de propositions vont dans la bonne direction, mais des réformes plus ambitieuses sont nécessaires pour la zone euro afin d'assurer le bon fonctionnement de l'union monétaire.

En d'autres termes, il est essentiel de renforcer davantage encore la surveillance et l'ajustement des politiques économiques au sein de la zone euro. Il s'agit d'instaurer une plus grande automaticité, de resserrer les calendriers et de réduire la marge de manœuvre dans le cadre des procédures mises en œuvre. Il convient de prévoir des missions dans les États membres ainsi que la possibilité d'imposer des sanctions aux premiers stades de l'application du cadre de surveillance macroéconomique, une plus grande indépendance et des mesures de contrôle de la qualité dans le cadre de l'analyse sous-jacente, et un renforcement des pouvoirs en cas de doute au sujet des statistiques.

Telle est en quelques mots notre évaluation. Cette question revêtant une importance capitale pour l'union monétaire, j'aimerais détailler cette évaluation, qui s'articule autour de quatre axes.

Premièrement, en ce qui concerne la *surveillance budgétaire*, il faut aller plus loin dans le renforcement des procédures de mise en œuvre. En particulier, il convient de réduire sensiblement tous les délais prévus au titre de la procédure concernant les déficits excessifs ; les sanctions doivent être imposées quasi automatiquement sur la base de critères clairement définis, sans qu'il y ait la possibilité de disposer d'une marge de manœuvre en cas de « circonstances exceptionnelles » ou de bénéficier d'exemptions ; et les mesures visant à réduire la dette doivent être, dans certains cas, plus ambitieuses que ce que propose la Commission.

Deuxièmement, s'agissant de la *surveillance macroéconomique*, les procédures doivent être simples et faire appel, autant que possible, à des informations tirées d'analyses. Ainsi, au-delà des propositions de la Commission, il est essentiel que le cadre cible principalement les pays présentant des vulnérabilités, enregistrant des pertes de compétitivité et se caractérisant par un niveau d'endettement élevé. Les vulnérabilités peuvent être détectées à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs ; lorsque ces derniers révèlent des problèmes potentiels, ils doivent déclencher automatiquement une analyse approfondie de la situation du pays concerné, s'accompagnant de missions effectuées par la Commission en liaison avec la BCE et le contrôle du public. Enfin, pour renforcer la conformité, il convient d'imposer des sanctions progressives à un stade précoce.

Troisièmement, la *qualité et l'indépendance de l'analyse économique* sont essentielles. Par conséquent, il est important que les services de la Commission chargés de la surveillance macroéconomique et budgétaire pour la zone euro jouissent d'une certaine indépendance, comparable, par exemple, à celle dont bénéficient ceux qui sont chargés de la concurrence. Un organe composé de « sages » devrait être créé, qui aurait pour mission de fournir des évaluations externes. Le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne devrait être inscrit dans un règlement, afin qu'il soit remédié immédiatement aux points faibles constatés dans la collecte et la déclaration des données.

Quatrièmement et enfin, les États membres devraient *ancrer le nouveau cadre de surveillance dans la législation nationale*. Au-delà des exigences minimales relatives aux cadres budgétaires proposées par la Commission, il est essentiel d'introduire des cadres à moyen terme fondés sur des règles et d'établir des institutions nationales indépendantes chargées d'évaluer la politique budgétaire.

La mise en œuvre de réformes aussi ambitieuses que possible dans le cadre du traité actuel est capitale pour les pays de la zone euro.

5. Conclusions

En conclusion, je voudrais résumer les principaux enseignements tirés de la crise financière mondiale que j'ai évoqués aujourd'hui en mettant l'accent sur trois points essentiels.

Tout d'abord, la sphère économique et financière mondiale a subi une très profonde mutation au cours de ces trente dernières années. La révolution technologique en cours, qui peut être observée principalement, mais pas exclusivement, dans le domaine des technologies de l'information, conjuguée à la disparition de l'empire soviétique et à la généralisation des économies de marché au niveau mondial, a contribué à créer une nouvelle entité, à savoir l'économie mondialement intégrée, associée au système financier mondial.

Nous sommes parvenus à un degré d'imbrication et d'interdépendance planétaires jusque-là inconnu, si l'on considère l'étroitesse des liens et la vitesse de transmission des chocs à travers le monde. Le fait qu'un seul événement, à savoir la faillite de Lehman Brothers, se soit propagé à l'ensemble des économies – qu'elles soient industrialisées ou émergentes – et à tous les secteurs – financier ou non financier – en l'espace de quelques heures a été une « première » dans l'histoire économique et financière.

Deuxièmement, le système financier mondial et l'économie mondiale étant désormais profondément intégrés et constituant des entités pertinentes, il est nécessaire d'élaborer un concept de gouvernance mondiale approprié et à la même échelle. À cet égard, la crise est riche d'enseignements. Son intensification à la mi-septembre 2008 a engendré des changements extrêmement audacieux, qui semblaient impensables. Il est impératif que les institutions, les gouvernements, les banques centrales et les acteurs concernés, dans leur ensemble, agissent dans la mesure du possible afin que la nouvelle constellation de la gouvernance mondiale fonctionne de manière exemplaire.

Enfin, l'un des principaux enjeux pour les gouvernements réside dans la nécessité de prendre des décisions majeures au niveau national, même si le système économique et financier mondial intégré est l'entité pertinente. Pour ne parler que du monde industrialisé, il est nécessaire de faire en sorte que nos opinions publiques prennent conscience des externalités inhérentes aux décisions prises à l'échelon national, et en conséquence, il convient d'internaliser des concepts complexes tels que la prospérité économique mondiale et la stabilité financière mondiale.

Dans nos pays démocratiques, les décisions dépendent fort heureusement de l'opinion de la population. Je considère que l'un des plus formidables défis qui se posent aujourd'hui consiste à engager une action de communication en profondeur dans chacun de nos pays afin d'éclairer nos opinions publiques sur la nature même du nouveau monde globalisé dans lequel nous vivons.

Je vous remercie de votre attention.

1. Frieden (2009).
2. Cf., entre autres, V. Acharya et M. Richardson (dir.) : *Restoring Financial Stability : How to Repair a Failed System*, Wiley, mars 2009.

Références

- Comité sur le système financier mondial (*Committee on the Global Financial System*) (2010) : *The Functioning and Resilience of Cross Border Funding Markets*, mars.
- Frieden, J. A. (2009) : *Global Governance of Global Monetary Relations: Rationale and Feasibility*, Economics, Policy Paper No. 2009-06.

Discours du Dîner de gala
Fu Ying

La Chine, votre partenaire de demain

Mme Amina Benkhadra
M. Thierry de Montbrial,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et une joie de prendre la parole à l'occasion de cette conférence. Je tiens à remercier Thierry qui est venu cet été jusqu'en Chine me remettre sa cordiale invitation.

En arrivant aujourd'hui, je me suis rendu compte qu'il ne pouvait y avoir meilleur lieu pour la World Policy Conference que cette ville fascinante de Marrakech.

Cette année, lorsque le PIB du second trimestre de la Chine a été publié, les médias ont commencé à qualifier la Chine de 2^e économie, soit E2.

Bien que les chiffres trimestriels du PIB ne fournissent habituellement pas une base d'analyse économique suffisante, cela n'a pas empêché bon nombre de personnes de parler d'une Chine en plein essor et de son importance dans le monde. On attend beaucoup de la Chine.

Mais qu'en pense le peuple chinois ? *Le Global Times*, un journal populaire en Chine, a mené l'enquête et a trouvé que 78 % des personnes interrogées insistent sur le fait que la Chine restait un pays en voie de développement.

Autre fait intéressant : interrogés sur le classement de la Chine comme deuxième économie du monde (l'« E2 »), de nombreux Chinois y ont vu un complot ourdi pour faire peur au monde en exagérant la puissance de la Chine.

Si vous étiez des Chinois qui suivent de près les opinions et commentaires exprimés sur la Chine, particulièrement dans le monde développé, vous seriez probablement complètement désorientés. En effet, les commentaires et les attentes passent d'un extrême à l'autre.

Un jour on attend de la Chine qu'elle sauve le monde, et le lendemain on dit qu'elle est la source de tous ses problèmes.

Alors que certains pays ne peuvent pas s'empêcher de dépenser sans compter, on accuse les Chinois d'avoir la « mauvaise habitude » d'économiser.

Un jour la Chine est présentée comme une puissance en plein essor et le lendemain elle devient un tigre de papier sur le point de s'effondrer.

Lorsque je faisais des courses à Rome on m'a dit que les touristes chinois avaient fait grimper les prix des produits de luxe. En effet, de nos jours, à chaque fois que la Chine achète quelque chose son prix augmente et lorsqu'elle vend quelque chose, son prix baisse.

Dans l'avion, je lisais un article au sujet du grand nombre de journaux, pour la plupart d'origine américaine, qui publient des articles sur la menace que représenterait la Chine. Comme le dit le *New York Times*, le monde fait de la Chine le bouc émissaire de tous les problèmes de la planète.

Et, en effet, la Chine doit être un bouc émissaire très commode. Car, en dépit du principe sacré de liberté d'expression, les médias des pays occidentaux ne s'empressent guère d'informer leurs lecteurs des opinions qui existent en Chine. Les discussions qui animent le public chinois parviennent rarement jusqu'au public occidental.

Ainsi, de nombreux politiques en Occident peuvent exprimer n'importe quels points de vue sur la Chine sans risquer d'être jugés par un public bien informé, et encore moins par un public chinois.

Il ne s'agit sans doute pas du type de discours que vous attendiez à l'occasion d'un banquet accompagné de bons mets et de vins fins. Dans l'avion, j'ai modifié mon discours plus consensuel, car je souhaite partager avec vous mes préoccupations quant au climat actuel des relations entre la Chine et l'Occident, qui n'est pas sans rappeler celui de la Guerre froide.

À mon avis, le problème clé du moment est l'incompréhension. Je voudrais donc aborder deux points que je pense essentiels pour comprendre la Chine.

Commençons par le point le plus important : il ne faut jamais perdre de vue la dimension humaine.

La Chine ne se réduit pas uniquement à un symbole ou un montant de PIB. La Chine est un pays de 1,3 milliard d'habitants, dont 140 millions d'écoliers et d'étudiants et avec plus de 20 millions de demandeurs d'emploi chaque année, parmi lesquels 6 millions de diplômés de l'université. La communauté des handicapés représente plus de 80 millions d'individus. La Chine s'urbanise à grands pas, et pourtant la moitié de sa population vit encore dans le monde rural.

Peut-être que dans les pays où le revenu par habitant est au moins dix fois plus élevé qu'en Chine, des préoccupations telles que la qualité des soins médicaux ou du système éducatif ne font plus partie des priorités des militants pour les droits de l'homme. Or en Chine, pourvoir à beaucoup de besoins élémentaires reste une préoccupation importante en matière de droits de l'homme.

Les mesures prises pour réduire l'impact du changement climatique ont elles aussi une dimension humaine. Les habitants des régions pauvres doivent accéder au droit à un chauffage domestique convenable. Les personnes âgées dans les zones urbaines débattent d'un moyen plus équitable de payer leur facture d'électricité. Les travailleurs immigrés exigent d'être mieux payés et de bénéficier de meilleures conditions de travail. Les ouvriers licenciés quand des usines ferment en raison de leur faible efficacité énergétique doivent être reclassés. Pour la Chine, tous ces thèmes font partie des priorités du programme gouvernemental pour répondre aux questions touchant aux droits de l'homme.

De nombreux Occidentaux sous-estiment les avancées de la Chine en matière de droits de l'homme, probablement parce qu'ils ont oublié pour quels droits humains ils se battaient au temps de David Copperfield.

Dans un pays en voie de développement tel que la Chine, rien ne revêt plus d'importance ni de pertinence que l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses 1,3 milliard d'habitants. Nous ne pouvons encore satisfaire aux besoins des gens. Pour comprendre la Chine, il ne faut pas perdre de vue cette réalité.

Quant au second point essentiel pour comprendre la Chine, c'est la nécessité de replacer la réforme du pays dans son contexte. Lors d'un entretien pour *Die Zeit* à Berlin, on m'a demandé pourquoi « la Chine avait complètement changé économiquement tout en restant inchangée politiquement ». Ce point revient comme un leitmotiv dans un bon nombre des déclarations récentes faites par des Occidentaux. Je ne serais pas surprise qu'elle soit également partagée par de nombreuses personnes présentes dans cette assemblée.



Puis-je vous convier à prendre du recul pour mieux réfléchir ? Quelle est la finalité du système politique au sein de votre propre société, et celle des gouvernements et des partis politiques ?

Au cours des années que j'ai passées en Australie et au Royaume-Uni, j'ai pu observer à quel point le gouvernement et les partis politiques faisaient tout leur possible pour répondre aux besoins des citoyens.

Les critères pour juger de la valeur d'un système politique sont plus ou moins les mêmes : donne-t-il la stabilité à la société ? Améliore-t-il la vie des gens ? Est-il à même de résoudre les problèmes sociaux qui accompagnent la croissance ?

Ces critères ont également été les forces motrices de notre réforme globale de ces trente dernières années.

Je me souviens encore du débat politique qui animait les journaux chinois il y a trente ans et les étapes de la réforme qui ont suivi, y compris la délégation de pouvoir à des niveaux inférieurs et la mise en place d'un système sain fondé sur la primauté du droit. Parmi les 233 lois actuellement en vigueur en Chine, plus de 200 ont été édictées ou amendées au cours des trente dernières années. Certes, la liste des réformes est longue et le chemin parcouru est conséquent. Mais si les observateurs ne souhaitent voir en Chine que l'avènement d'un clone de Westminster ou du Congrès américain, ils seront forcément déçus.

On doit faire confiance à la Chine, qui est riche d'un héritage politique et culturel vieux de plusieurs millénaires, pour développer sa propre infrastructure politique fondée sur ses réalités sociales, au moyen de réformes cohérentes, tout en puisant dans le creuset des expériences réussies à travers le monde, et non des moindres en Occident. Nous sommes parfaitement conscients que notre développement est loin d'être parfait. Nous ressentons l'urgence de faire avancer des réformes tous azimuts.

La Chine est désormais une société très dynamique. Elle compte 400 millions d'internautes, la plus vaste communauté d'internautes au monde, parmi lesquels 200 millions de blogueurs. Chaque jour, pas moins de 4 millions de nouveaux articles et commentaires sont postés sur des blogs, dont un grand nombre formulent des critiques et des suggestions de réforme, en plus des 900 journaux et 2 000 magazines qui se focalisent souvent sur des questions de politique. La réforme de la Chine ne manque pas de débats stimulants. Tout porte à croire que notre pays poursuivra son avancée vers une société encore meilleure.

Ceci étant dit, la réforme de la Chine est progressive et doit être fondée sur l'élaboration constante d'un consensus et le maintien de la stabilité politique.

J'ai personnellement fait l'expérience du fiasco de la Révolution culturelle et garde un souvenir très net du chaos généré par une dizaine de groupes d'étudiants qui tentaient de s'arracher le pouvoir dans mon école. J'ai appris à lire à mon frère cadet parce qu'il n'y avait pas d'école. À cette époque, la vie était très difficile. L'anarchie politique a mené l'économie au bord de la faillite.

Après un tel apprentissage à la dure, nous sommes tout à fait convaincus que seuls le maintien de la stabilité et le développement du règne de la loi permettront à notre peuple de traduire ses rêves en réalité et à notre pays de se dresser dans toute sa dignité.

Permettez-moi d'user d'une métaphore avec des nombres. Que l'on prenne une centaine, un million ou un milliard, la stabilité est représentée par le chiffre « 1 » qui dirige tout. Le développement est comme les zéros qui suivent. Sans le « 1 », le reste se réduira à zéro.

Permettez-moi maintenant de me rapprocher davantage du thème de cette conférence. Que signifie aux yeux du monde une Chine en plein essor ? Le centre de gravité du pouvoir est-il en train de glisser de l'Ouest vers l'Est ? La Chine va-t-elle remplacer la superpuissance actuelle ?

Honnêtement, si vous posez la question de la superpuissance au Chinois moyen, il sera sûrement très perplexe. Beaucoup penseront que vous plaisantez.

Mais nous ne pouvons nier que le monde change. La question est : dans quelle direction ? En Chine nous ne voyons pas le monde changer par le biais traditionnel des transferts de pouvoir. Les changements, de notre point de vue, ne se font pas dans un mouvement simple d'un centre qui viendrait en remplacer un autre. Au lieu de cela, le monde suit un processus de diffusion. On perçoit quasiment partout – à travers la technologie, le mouvement des capitaux, l'information, la consommation et tous les aspects de la vie humaine – le déroulement de ce processus de diffusion.

Les enfants chinois jouent avec les mêmes jeux vidéo que les enfants européens.

Lorsque j'ai accompagné Lady Ashton, la Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité de l'Union européenne, lors de la visite d'un village démuné de la province de Guizhou, j'ai été profondément émue par les écoliers lisant une prose magnifique. L'éducation moderne a fait d'eux l'égal des étudiants de Shanghai ou de Pékin.

Lors de ma tournée au Kenya, j'ai été stupéfaite par les opinions pertinentes d'un chauffeur de bus qui manifestement était bien informé sur les affaires du monde grâce à la presse locale.

Nous sommes désormais les habitants d'un village mondial. Dès lors, comment alimenter le progrès ?

Dans l'héritage des valeurs chinoises, le maître mot est REN. Il s'agit d'un caractère chinois simple qui signifie deux personnes. En Chine, la croyance veut qu'une bonne relation entre deux personnes – entre vous et votre patron, avec un ministre, un ami ou votre conjoint – constitue le socle d'une société saine. Le respect et la tolérance sont indispensables à une bonne relation. Cela est sans doute vrai de la communauté internationale.

Au XXI^e siècle, le consensus grandit autour de l'idée d'un monde qui ne soit pas de nouveau déchiré par les différences idéologiques, raciales ou autres. La guerre n'est plus acceptée, qu'elle soit froide, chaude ou tiède.

Si nous parvenons à construire un partenariat reposant sur le respect et la tolérance mutuels face aux défis communs, nous pourrions transformer le XXI^e siècle de telle façon qu'il restera dans les mémoires comme un siècle de coopération et de partenariat, le premier dans l'histoire de l'humanité.

La Chine s'est engagée à bâtir un tel partenariat.

Je remercie cette conférence pour sa contribution à l'établissement du partenariat mondial. Je suis impatiente de vous écouter et de m'enrichir des points de vue des autres participants.

Sur cette note, je souhaite à cette conférence un vif succès.
Merci beaucoup.


 Discours de clôture
 Thierry de Montbrial

L'heure est venue de conclure les travaux de ces deux journées qui ont été d'une grande densité – et d'ailleurs, je vous admire tous, Mesdames et Messieurs, d'avoir été aussi assidus, malgré les tentations extérieures.

Je voudrais revenir en quelques mots sur certains aspects de la notion de gouvernance mondiale. Quel est l'enjeu, en définitive ? C'est de faire en sorte que notre planète, dans le courant du XXI^e siècle, soit sûre, c'est-à-dire que nous ne connaissions plus de grands conflits mondiaux, et que cette planète soit à la fois plus et mieux développée économiquement mais aussi plus juste, et en définitive que nous ayons à la fois la sécurité et la prospérité. Au fond, ce qu'il s'agit de faire au niveau de la planète toute entière, c'est ce que nous tentons de construire depuis une soixantaine d'années au niveau de l'Union européenne. Et je tiens à vous dire ma conviction profonde que dans un siècle, c'est-à-dire au début du XXI^e siècle, ou bien le monde tout entier sera une vaste Union européenne au sens de l'organisation, ou bien il y aura eu des drames, des conflits, des guerres mondiales. Avec les développements technologiques et le degré d'interdépendance qui en résulte, on imagine à quel point une grande guerre pourrait être dévastatrice. On aurait tort d'imaginer qu'une guerre mondiale est devenue impensable ; ce n'est tout simplement pas vrai, et l'enjeu de nos débats, le véritable enjeu de cette World Policy Conference, c'est de contribuer à organiser le monde pour éviter ces drames, pour que nous ayons au contraire le meilleur de l'interdépendance. L'expérience de l'Union européenne montre que les gouvernances nécessaires ne peuvent s'établir que progressivement. Kemal Dervis a rappelé tout à l'heure, à juste titre, qu'il a fallu la crise grecque – il ne l'a pas mentionnée explicitement – pour que l'Union européenne – en tout cas la zone euro – commence à entreprendre sérieusement ce qu'elle aurait dû faire depuis le début, c'est-à-dire l'élaboration de modes supplémentaires de coordination économique et de nouveaux mécanismes de solidarité. Et nous savions bien, d'ailleurs, dès le moment où nous avons instauré la monnaie unique, que nous serions obligés un jour ou l'autre de mettre au point des procédures de coordination beaucoup plus rigoureuses sur le plan budgétaire et fiscal.

Toujours au sujet de l'enjeu de cette World Policy Conference, je rappellerai brièvement quelques faits historiques fondamentaux. On a fait allusion à la première mondialisation ; la première mondialisation est, en réalité, une conséquence de la révolution scientifique du XVI^e siècle. Mais comment le monde s'est-il organisé après cette première mondialisation ?

Il s'est organisé à partir de l'Europe, à travers la colonisation ; et les guerres européennes sont devenues des guerres mondiales par colonisation interposée. Le phénomène de la colonisation s'est considérablement renforcé au XIX^e siècle. À quoi tout cela a-t-il abouti faute, précisément, d'une gouvernance adéquate ? Cela a abouti aux deux guerres mondiales, et à l'échec de cette première mondialisation, un échec ô combien sanglant. Ensuite, Mesdames et Messieurs, ce monde qui aurait dû être unifié, il a été divisé jusqu'en 1990. Et maintenant, avec un niveau technologique infiniment supérieur, résultant de tout ce qui s'est passé après les vagues successives de la révolution scientifique et industrielle, nous voilà engagés dans la construction d'un modèle véritablement global. Mais nous ne disposons pas encore des instruments de coordination adaptés à cette aventure. Loin de là. Si nous prenons une vision de long terme, c'est cela, je crois, l'enjeu fondamental. Encore une fois, nous ne résoudrons pas cette question du jour au lendemain. Mais encore faut-il que nous soyons conscients des dangers de l'inaction. Il y a encore dans le monde beaucoup d'éléments d'insécurité, tout simplement faute d'expérience.

J'ai mentionné dans mes remarques introductives certaines situations – le Moyen-Orient, toute la zone qui va du conflit israélo-palestinien jusqu'aux confins de l'Afghanistan ; j'ai mentionné le conflit du Cachemire. Je n'ai pas mentionné, mais je voudrais le faire ce

soir, la rivalité entre l'Inde et la Chine, dont nous n'avons guère parlé explicitement mais qui existe potentiellement et se traduit déjà par divers reclassements. Il y a la péninsule coréenne, nous l'avons évoquée rapidement. Redisons-le, un jour ou l'autre, va se poser la question de la réunification de la péninsule coréenne, qui est l'un des derniers problèmes hérités de la Guerre froide et non le moindre. On ne va pas pouvoir indéfiniment repousser le processus de réunification de la péninsule coréenne. Et on peut imaginer plusieurs scénarios. Certains scénarios peuvent être, si j'ose dire, agréables, et d'autres extrêmement désagréables. On peut imaginer un grand conflit régional devenant mondial, à partir de situations de ce genre.

J'ai fait allusion aussi, dans mes remarques introductives, aux tensions entre le Japon et la Chine, qui à mon sens sont inquiétantes. Madame Fu Ying a fait hier soir une remarque qui a été reprise par tout le monde, remarque en effet extrêmement intéressante, selon laquelle jamais la Chine et le Japon n'avaient été puissants en même temps. Et là, on voit bien qu'il s'agit de rivalité entre une puissance montante et une puissance arrivée à un certain degré de maturité. Henry Kissinger fait souvent observer que, si la Chine – l'empire du milieu – a une immense expérience de gouvernance interne, elle n'a qu'une expérience très limitée en matière de politique extérieure. Cette inexpérience peut être en elle-même une source d'instabilité.

S'agissant de l'Europe, du continent européen au sens large – c'est-à-dire au-delà de l'Union Européenne –, il convient aussi de rappeler qu'un certain nombre de questions de base ne sont toujours pas réglées. Les rapports avec la Russie ne sont toujours pas stabilisés, malgré quelques progrès, notamment autour de l'Ukraine. Nous n'avons pas encore au niveau de l'Europe dans son ensemble l'équivalent des accords d'Helsinki, qui étaient eux-mêmes une sorte de refonte, version fin du XX^e siècle, du concert européen d'après le congrès de Vienne.

Je conclurai ces remarques en ajoutant qu'à mon sens, la sécurité collective (dans l'acception classique de cette expression) et la recherche d'un équilibre des forces (c'est-à-dire la *balance of power* en anglais), ne sont pas des objectifs incompatibles. Ce n'est pas soit la sécurité collective, soit l'équilibre des forces, c'est les deux. Je crois même qu'il ne peut pas y avoir véritablement de sécurité collective s'il n'y a pas un certain équilibre de forces, et ceci vaut même à l'intérieur de l'Union européenne. S'il y avait à l'intérieur de l'Union européenne des écarts de puissance excessifs entre par exemple la Grande Bretagne, la France et l'Allemagne, je pense que nous pourrions être à nouveau en difficulté. Il faut des équilibres internes. La question de l'Ukraine, d'ailleurs, s'agissant du continent au sens large, était et reste un enjeu majeur à cet égard.

Je ne prolonge pas ces remarques et n'aborde pas bien d'autres questions, également essentielles, comme la stabilité du continent africain, car l'heure des remerciements est venue. Ces remerciements, Mesdames et Messieurs, ils vont à vous tous, et en particulier à ceux qui ont participé aux deux conférences précédentes. L'une de nos grandes satisfactions, c'est de constater qu'il y a déjà un petit club qui est en train de se former, et qui s'est, je crois, considérablement enrichi lors de cette troisième réunion. Soyez tous remerciés, vous tous, participants, intervenants, modérateurs. Ce fut une grande joie de travailler avec vous. Je remercie l'Ifri et particulièrement Song-Nim Kwon. Je remercie Nicolas de Germy, qui est le délégué général de cette conférence ; l'équipe marocaine, qui a travaillé avec nous la main dans la main. Je remercie nos sponsors, et le premier d'entre eux, le groupe OCP, sans qui le merveilleux accueil que nous avons reçu dans cette magnifique ville de Marrakech n'aurait évidemment pas été possible. Et puis je remercie les interprètes, qui ont su rendre toutes les subtilités des débats.

Mesdames et Messieurs, je vous promets que la quatrième édition de la World Policy Conference sera encore plus réussie, grâce à l'expérience que nous acquérons d'année en année et, pour beaucoup, grâce à vous.



PRESSE



La tâche difficile du G20 à Séoul

Jim Hoagland, *Washington Post*,
28 octobre 2010

MARRAKECH, Maroc – Les puissances économiques mondiales poursuivent ce que l'on appelait autrefois la doctrine Sinatra : ils font les choses « à leur manière », malgré leur action coordonnée de pure forme pour soutenir une relance mondiale balbutiante. L'unilatéralisme financier éclate sur un front large et affaiblit la promesse qu'une action significative puisse émerger du groupe du sommet du G20 à Séoul le mois prochain.

Les gouvernements européens prêchent l'austérité pendant qu'aux États-Unis, la Réserve fédérale fait la promotion de la « détente quantitative », un projet de relance déguisé et peu vigoureux qui n'obtiendra pas grand chose à part dévaluer le dollar et remuer les marchés internationaux des devises. La Chine et l'Allemagne amassent d'importants surplus commerciaux face aux appels américains à faire s'effondrer les déséquilibres mondiaux.

Nous ne sommes pas encore revenus à la politique du chacun pour soi qui a précipité la Grande Dépression. Reste qu'un instinct « d'auto-assurance » s'étend sur un monde submergé par l'imprudence bancaire, des marchés immobiliers corrompus et une dette souveraine galopante.

À Séoul, prétendre le contraire serait pure folie. Les dirigeants du G20 ne doivent pas se mettre dans l'embarras, comme l'ont fait leurs ministres de la finance le week-end dernier, en s'engageant vaguement dans un premier temps à réduire les déséquilibres commerciaux avant que les grosses nations exportatrices ne torpillent une proposition américaine sur des limites contraignantes concernant les surplus et déficits de la balance commerciale.

J'ai entendu pour la première fois une définition du réflexe d'auto-assurance dans la bouche de Mohamed el-Erian, un gérant de portefeuille doué qui avait lancé des avertissements répétés concernant les désastres financiers qui nous touchent aujourd'hui. Lors d'un discours récent à l'Institut Petersen à Washington, el-Erian a souligné que les ménages américains remboursent leurs dettes par échéances, que les grosses entreprises à travers le monde amassent de l'argent liquide et que les pays excédentaires accumulent des tas de réserves étrangères pour la même raison parfaitement compréhensible : tous ont le sentiment que l'autoprotection est la seule politique sensée dans un environnement économique fragile.

Le terme a fait écho, lorsque, à l'occasion de la World Policy Conference de Marrakech de ce mois, j'ai écouté les représentants officiels d'Europe et d'Asie expliquer pourquoi ils ne pouvaient ni ne voulaient réévaluer leur monnaie (*cf.* la Chine), stimuler leur économie pour importer davantage de leurs partenaires commerciaux (*cf.* l'Allemagne) ni entreprendre de réforme significative des institutions financières internationales à Séoul le mois prochain (*cf.*... eh bien tout le monde).

Les gouvernements ressentent une marge de manœuvre mince, et cette réalité a été mise en lumière lors d'un échange au Maroc avec Jean-Claude Trichet, l'habile président de la Banque centrale européenne.

Trichet a avancé cette estimation saisissante mais vraisemblablement bien fondée : les renflouages des banques du monde, des entités corporatives et des gouvernements cor-

rompus échafaudés par le Trésor américain, l'Union européenne, le Fonds monétaire international et autres institutions depuis 2008 se chiffrent à 25 % de la production mondiale de tous les biens et services. Un dollar sur quatre gagné cette année par les travailleurs et les entreprises du monde entier a été essentiellement consacré – si ce n'est déjà décaissé – à empêcher que le monde ne sombre dans la dépression.

« J'insiste auprès de tous les banquiers que je rencontre ; cela n'aura lieu qu'une fois », me précise Trichet. Lorsque je lui demande s'il a la preuve que les banquiers le comprennent, il répond que leur opinion importe peu : « Je veux dire par là que les gouvernements démocratiques ne peuvent pas se le permettre une deuxième fois. » Ils n'en ont ni les ressources ni la volonté.

Les discussions à Marrakech, organisées par le panel d'experts français de l'Ifri, indiquent que les coûts vertigineux – et les conséquences sociales – d'une décennie d'excès financiers à l'échelle mondiale (et les efforts inégaux de sauvetage engendrés) sont désormais bien assimilés par les gouvernements comme par les citoyens. Les garanties des dirigeants politiques qui affirment pouvoir retourner à la normale s'ils avaient le pouvoir et le temps s'amenuisent à mesure qu'il apparaît évident que la classe moyenne de la majeure partie des pays s'expose à une baisse de son niveau de vie pour les années à venir.

Le moment est venu pour les gouvernements de préparer leurs citoyens à des choix et des temps difficiles. Le G20 est le forum idéal pour coordonner le nouveau projet de relance en matière de dépenses, de surveillance accrue des marchés financiers, de discipline budgétaire et de réglages monétaires progressifs.

Proposé il y a deux ans par le président français Nicolas Sarkozy, le G20 a débuté sous de bons auspices. Il a permis d'inclure des puissances économiques émergentes telles que la Chine, le Brésil et la Turquie dans un groupe décisionnaire censé avoir davantage de légitimité internationale que le G8 et davantage d'efficacité que les Nations unies. À l'origine, l'administration Obama avait offert un solide soutien.

L'enthousiasme a commencé à décliner lorsque Sarkozy, le président à venir du groupe, a promis d'œuvrer pour une nouvelle maîtrise du commerce agricole et des matières premières et de réviser le système monétaire international, propositions que certains représentants américains perçoivent comme essentielles à la campagne de Sarkozy pour sa réélection en 2012 en France. Pendant ce temps, la Corée du Sud a travaillé dur pour garder immergés les conflits larvés à la surface, au cours de ce qu'elle présente comme une réunion harmonieuse.

En temps normal, l'harmonie est fort prisée. Reste qu'acheter l'harmonie en repoussant des décisions qui nécessitent explications et acceptation de la part d'un électorat inquiet est une manœuvre malheureuse, un manque d'éthique et au final, une très mauvaise politique. Les gouvernements qui nouent des discussions enjouées lors de ces réunions ne sont au final que dupes d'eux-mêmes.



L'équilibre mouvant des pouvoirs

William Pfaff, *Truthdig*,

26 octobre 2010

MARRAKECH, Maroc – Comme le savent bien ceux qui sont ensorcelés (ou intimidés) par la croissance actuelle et les nouvelles revendications politiques de la Chine, le monde est dirigé par les puissances occidentales depuis les Lumières et la révolution industrielle. La suprématie mondiale fut autrefois l'apanage de la Chine, de la civilisation de Hsuan Tsung au VIII^e siècle à la dynastie Sung au X^e siècle, comme elle le fut pour les califats arabes contemporains, lorsque l'Europe féodale était un village tranquille. Mais les temps changent (comme le remarquent, entre autres, les partisans du Tea Party américain).

La coutume de ceux qui dirigent le monde moderne est de tenir des conférences pour s'entretenir de ce qui se passe, de ce que l'avenir apportera selon toute vraisemblance, et pour savoir si l'on peut y faire quoi que ce soit. Au cours de ma vie professionnelle, ces événements ont toujours été conçus, organisés et dirigés par les Occidentaux, essentiellement les Américains et les Européens de l'Ouest. Depuis 1973, lorsque l'accession du Japon au rang de puissance économique a rendu la chose inévitable, le Japon a été intégré à ces discussions, mais a rarement émi le désir de partager la gestion des affaires mondiales.

Autrement dit, les systèmes politiques et économiques mondiaux sont sous le contrôle de l'Occident depuis au moins la fin de la guerre de Trente Ans en 1648, qui a sonné la fin du Saint Empire romain germanique qui avait succédé à Rome et a établi le système moderne d'États individuels souverains, ainsi que le début du XIX^e siècle et le Congrès de Vienne, qui a mis fin au système napoléonien. Ce qui restait des grands empires chrétiens et musulmans a été effacé par les deux guerres mondiales.

La Guerre froide, qui s'est avérée être un coup de chance pris au sérieux en raison de l'existence d'armes nucléaires et d'une passion pour la violence idéologique, prit fin au bout de quarante-cinq ans. Au final, un événement historique insignifiant.

Cette guerre laissa les rênes aux États-Unis pour ce qui allait s'avérer être la mauvaise gestion de ce qui restait, avec des interventions militaires pour « créer la démocratie », de telle façon que l'on s'inquiète désormais de la survie même des États-Unis en tant que démocratie fonctionnelle et compétente.

Aujourd'hui, les Américains ressentent un profond désarroi face à leur avenir national et entretiennent l'idée (plausible, mais à mon sens sans fondement sérieux) que la Chine est sur le point d'accéder au rang d'État le plus puissant au monde. Aujourd'hui, la Chine est sur le point de devenir la nation disposant du PIB le plus important. Dans la mesure où tout ce que la Chine produit est de technologie et de conception étrangères, cela revient à dire que la Chine produit plus de charbon que n'importe quel autre pays au monde. Et alors ? C'est la qualité de la civilisation et de la culture, et la nature des actions menées par une nation au sein de la société internationale qui lui donnent sa grandeur historique.

Malgré tout, l'ère de la domination politique par le monde occidental touche à sa fin. Il ne s'agit pas uniquement de la fin d'un impérialisme (nouveau ou ancien), mais fort probablement du début d'un long déclin de la suprématie occidentale en matière d'industrie, de technologie et d'innovation scientifique. L'essor politique de l'Asie est une évidence. La Chine, la Corée, l'Inde, le Pakistan et les principaux États arabes (ce qui

laisse de côté le Mexique, le Brésil, l'Argentine et des États en développement ailleurs dans le monde) ont désormais une influence déterminante sur l'avenir non seulement des régions qui les entourent, mais du monde. L'irruption militaire américaine en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, si elle persiste à être un échec, pourrait tout à fait finir par détruire les prétentions mondiales de l'Amérique.

Au milieu de tout cela, l'Europe joue un rôle essentiellement passif depuis les deux guerres mondiales et l'avenir de l'Union européenne est incertain, tout du moins au niveau politique. Mais en Europe occidentale on reconnaît désormais que le monde adopte une toute nouvelle forme au sein de laquelle les Européens, collectivement ou en tant que nations individuelles, feront partie d'un système dans lequel la Turquie, l'Iran, la Chine, le Japon, la Corée, une nouvelle Russie, une certaine Amérique latine et d'autres pays auront une importance qu'ils avaient perdue depuis 1940, et dans lequel les institutions actuelles de « gouvernance » mondiale – le système des Nations unies d'organisations fonctionnelles, les suppositions économiques incarnées dans l'économie post Bretton Woods du « consensus de Washington », le G20 et ses réunions parallèles – sont clairement inadaptées à la nouvelle ère, à la fois intellectuellement et en matière d'organisation.

À Marrakech, la troisième World Policy Conference vient de se terminer, dans laquelle près de la moitié des participants ne provenaient ni d'Europe occidentale ni d'Amérique du Nord. C'est tout à fait inédit pour une réunion rassemblant des participants et des conférenciers d'une telle qualité. Bien que les affaires courantes et la politique se soient immiscées dans la discussion, tout particulièrement à propos de la crise économique et des puissances émergentes, le programme a abordé des sujets de base touchant l'avenir commun : la nourriture, la population, le climat, la santé, la gouvernance monétaire et financière, l'énergie et le cyberspace. L'événement, qui se déroule annuellement, est l'œuvre de l'Institut français des relations internationales et de son directeur, Thierry de Montbrial. Ce travail était depuis longtemps nécessaire, et saura faire la différence.

BLOOMBERG

États-Unis • 16/10/2010

“For the euro area, more ambitious reforms are needed to ensure the smooth functioning of monetary union,” Trichet said in a speech at the World Policy Conference in Marrakech. There must be “greater automaticity, accelerated timelines and reduced room for discretion in procedures.”

THE WASHINGTON POST

États-Unis • 28/10/2010

The discussions in Marrakesh, organized by the French think tank IFRI, suggest that the deep costs - and social consequences - of a decade of global financial excess (and the uneven rescue effort it spawned) are sinking in more thoroughly for governments and citizens alike.

EFE

Espagne • 16/10/2010

Trichet aseguró en una ponencia presentada ante el foro World Policy Conference en Marraquech (sur de Marruecos), que «es esencial reforzar la vigilancia y el ajuste de políticas en la zona euro» para conseguir mayores automatismos y acortar los plazos de reacción.

AL MARRAKCHIA

Maroc • 12/10/2010

وأوضح المتحدث أن الأمين العام للأمم المتحدة “سيواجه متهم هذا الأسبوع إلى مشاركته بالمغرب من أجل إلقاء كلمة خلال الجلسة الافتتاحية للندوة العالمية للحكامة 2010 يوم الجمعة 15 أكتوبر” الجاري وسيشارك في هذه الندوة، التي ستتمدد ثلاثة أيام والمنظمة من قبل المعهد الفرنسوي للعلاقات الدولية (إيفري) حوالي 140 شخصية من عالم السياسة والإعلام والقطاعين الخاص والأكاديمي وستتناول موضوع الحكامة العالمية.

LE FIGARO

France • 27/10/2010

Ex-ambassadrice en Grande-Bretagne, désormais en charge des relations avec l'Europe avec le titre de vice-ministre des Affaires étrangères, Fu Ying participait, il y a quelques jours, à la troisième édition de la World Policy Conference organisée à Marrakech, au Maroc, par l'Institut français des relations internationales (Ifri) sur le thème de la nouvelle gouvernance mondiale. Elle a accordé une interview exclusive au Figaro avant le sommet du G20 à Séoul, les 11 et 12 novembre prochains.

ALGERIA TIMES

Algerie • 17/10/2010

وكان بان كي مون شارك السبت في مراكش في مؤتمر السياسة العالمية الذي ينظمه المعهد الفرنسوي للعلاقات الدولية في باريس والمخصص لموضوع الحكامة العالمية

THE INDEPENDENT

Royaume-Uni • 18/10/2010

Jean-Claude Trichet, speaking at the World Policy Conference in Marrakech at the weekend, argued that the new rules suggested by the EC - which include provisions to impose sanctions at an earlier stage against those that breach agreed borrowing levels - do not go far enough if crises, similar to that seen in Greece earlier this year, are to be prevented in future.

INTERIA

Pologne • 17/10/2010

Na Konferencji Światowej Polityki (World Policy Conference), Almunia odniósł się

O ESTADO DE S.PAULO

Brésil • 17/10/2010

Em discurso na abertura da «World Policy Conference», no Marrocos, Ban afirmou que vários países em desenvolvimento deveriam ter voz mais forte nas decisões econômicas e políticas mundiais.

CORRIERE DELLA SERA Italie • 18/10/2010

Sabato a Marrakesh, alla «World Policy Conference» dell'Ifr di Parigi, il presidente della Bce è stato inflessibile: «Dobbiamo andare più lontano possibile nel rafforzare la sorveglianza sui ritardi di competitività - ha detto - anche con sanzioni in caso di squilibri interni e esterni».

DAILY NEWS & ECONOMIC REVIEW Turquie • 18/10/2010

The French International Relations Institute hosted this conference. There were about a hundred European, Asian, American, Latin and American, African and Latin experts present discussing issues like “hunger, environment, health, economy and terror” around the world and what needs to be done.

РИА НОВОСТИ Russie • 17/10/2010

Маргарита Кислова. Европейский союз призвал европейские страны к выработке единой общеевропейской позиции в отношении всех глобальных мировых проблем, чтобы Европа имела возможность влиять на мировую политику и экономику. Об этом говорилось в ходе Третьей конференции по глобальной политике (World Policy Conference/WPC), проходящей в эти дни в марокканском городе Марракеш.

NEWS.SEARCHCHINA.NET.JAPAN Japan • 29/10/2010

外交部の傅瑩副部長は10月17日、仏国際関係研究所（IFRI）がモロッコのマラケシュで開催した第3回世界政策会議の期間中に仏紙「フィガロ」の独占インタビューに応じ、「日中両国には相互認識のプロセスが存在し、両国政府は落ち着いて対話を行い、民衆の利益に重視すべき」と語った。

조선일보

Corée du Sud • 11/10/2010

오는 15~17일 북아프리카 모로코의 마라케시에서 프랑스국제관계연구소(IFRI·소장 티에리 드 몽브리알)가 주최하고 조선일보 등의 후원으로 열리는 '2010 세계정책회의(World Policy Conference)'는 올해 3회를 맞는 글로벌 심포지엄이다. 이 심포지엄을 만든 IFRI는 1979년 창립된 프랑스 최고의 국제문제 싱크탱크다. 2008년 10월 프랑스 에비앙에서 열린 제1회 세계정책회의 때는 니콜라 사르코지프랑스 대통령, 드미트리 메드베데프 러시아 대통령 등 9개국 정상을 비롯해 40여개국에서 650명의 명사가 참석했고, 세계 각국에서 250여명의 취재진이 몰리는 대성황을 이뤘다.

財訊 - 2010年10月19日

Chine • 19/10/2010

二十国集团(G20)首尔峰会召开之前，各国领导人于周末期间审议了全球治理框架；其间联合国(United Nations)秘书长潘基文(Ban Ki-Moon)强调，任何国家可能都无法独自解决关键问题。综合媒体10月19日消息，中国外交部副部长傅莹在马拉喀什世界政策会议(World Policy Conference)上表示，各国需要建立伙伴关系，以更好地开展合作。

THE SYDNEY MORNING HERALD Australie • 19/10/2010

A Chinese vice-foreign minister, Fu Ying, has said the Nobel peace prize laureate Liu Xiaobo is a «strange» person and has asked why «heroes» who had helped resolve China's problems were not nominated. «The Nobel peace prize committee was always naming strange people from China,» Ms Fu told the World Policy Conference in Marrakesh, in what might be a reference to the Dalai Lama, who won in 1989.

JORNAL DE ANGOLA Angola • 17/10/2010

No seu discurso na abertura do fórum World Policy Conference (Conferência sobre a Política Mundial), realizado ontem em Marrakech (sul do Marrocos), Ban considerou que “a composição do Conselho de Segurança deve refletir as realidades de hoje, não as de décadas atrás.





WPC
TV



“ Je pense que tous les pays partagent le même point de vue : celui selon lequel le Conseil de sécurité doit être réformé afin qu'il devienne plus démocratique, plus transparent et plus représentatif. Comment trouver une formule grâce à laquelle les pays seront représentés démocratiquement ?

Ban Ki-Moon



“ Les discussions concernant « la façon dont nous devons changer » sont devenues très importantes. Je pense que la WPC joue un rôle extrêmement important.

Fu Ying



“ J'ai souhaité participer à ce forum pour présenter le point de vue de l'Asie aux Européens, aux Moyen-Orientaux, aux Africains, aux décideurs politiques et aux hommes d'affaires.

Haruhiko Kuroda



“ Au niveau local, il y a du bon sens à observer ce qui se fait et qui a conduit à des consensus. Et c'est l'ensemble de ces consensus au niveau local dans tous les coins du monde qui doit donner naissance à une gouvernance mondiale.

Bouthayna Iraqui-Houssaini

“ Il y a toujours un dilemme entre l'efficacité et la légitimité : puisque la légitimité suppose d'embrasser très large, avec beaucoup de participants, et que l'efficacité va exactement en sens inverse.

Thierry de Montbrial



“ Les entreprises ont un rôle majeur à jouer, non seulement en matière de gouvernance, mais encore plus pour relayer les propos et les actions par exemple de l'ONU.

Christophe de Margerie

“ La gouvernance mondiale c'est vraiment *le* sujet du XXI^e siècle. (...) La WPC arrive à organiser des débats en petit comité et nous avons réussi à progresser sur cette question.

Kemal Dervis



Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET
Secretary of State for Strategic Studies
and the Development of the Digital Economy



Christophe de MARGERIE
Chief Executive Officer of Total SA



Kemal DERVIS
Former Turkish Economy Minister



Jean-David LEVITTE
Diplomat, Advisor to President Nicolas Sarkozy



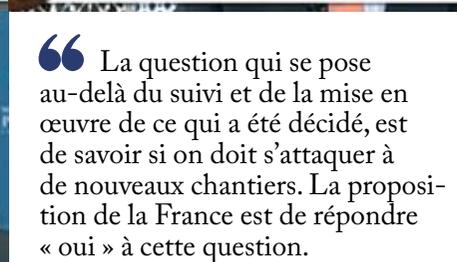
Chris VIEHBACHER
CEO of Sanofi-Aventis SA



Miguel Ángel MORATINOS
Spanish Minister of Foreign Affairs



François BARRAULT
President and founder of FCB Partners SPRL



“ La question qui se pose au-delà du suivi et de la mise en œuvre de ce qui a été décidé, est de savoir si on doit s'attaquer à de nouveaux chantiers. La proposition de la France est de reprendre « oui » à cette question.

Jean-David Levitte



Lionel ZINSOU
CEO of FAI partners



Cae-One KIM
Chairman of National Research Council
for Economics, Humanities and Social Science (NRCS)



Jean-Claude TRICHET
President of the European Central Bank



Mo IBRAHIM
President and Founder of the Mo Ibrahim Foundation

“ Aux Africains de dire (...) que l'Afrique est une chance pour l'Europe, comme le reste de l'Asie est une des plus grandes chances de la Chine.

Lionel Zinsou



Konstantin KOSACHEV
Chairman of the State Duma International Affairs Committee

“ La gouvernance a changé absolument radicalement à l'occasion de la crise. Le domaine dans lequel à l'évidence on est moins avancé, est le domaine très ambitieux de la coordination et de la politique macro-économique au niveau mondial.

Jean-Claude Trichet



Louis SCHWEITZER
Former CEO of Renault





مجموعة بشارف
Groupe OCP



TOTAL

EADS



LAFARGE



RENAULT



SOFCI Overtech

PARTENAIRES &
ORGANISATEUR



مجموعة م ش ف
Groupe OCP



Depuis 90 ans, OCP extrait, développe et commercialise le phosphate et ses produits dérivés tels que les engrais, éléments indispensables à la sécurité alimentaire mondiale puisqu'ils fournissent les nutriments essentiels à l'amélioration des cultures et à la préservation des sols. OCP est leader mondial sur le marché du phosphate et des produits dérivés et première entreprise industrielle du Royaume du Maroc.

Avec l'une des plus grandes réserves de phosphate au monde, 90 ans d'expérience dans la mine et 45 ans en chimie, OCP offre l'une des plus larges gammes de roche pour divers usages. Il est également le 1^{er} exportateur d'acide phosphorique au monde et l'un des principaux exportateurs d'engrais phosphatés avec une présence commerciale sur les cinq continents.

OCP a pour mission de maximiser la contribution des ressources phosphatières au développement national et à la sécurité alimentaire mondiale dans le respect de nos responsabilités sociétales et environnementales. OCP joue un rôle central dans ses cinq régions d'implantation. Il emploie directement près de 18 000 personnes.



TOTAL

Satisfaire durablement les besoins croissants en énergie

Une des premières entreprises françaises et 5^e groupe pétrolier intégré coté dans le monde, Total s'emploie à répondre aux besoins croissants des hommes en énergie, tout en intégrant dans ses métiers et ses activités une démarche permanente de développement durable.

Nos ambitions :

- préparer l'avenir énergétique, c'est-à-dire innover et poursuivre nos efforts de recherche pour accompagner le développement des énergies nouvelles et contribuer à la modération de la demande ;
- développer notre politique sociale fondée sur la responsabilité, la diversité, la mobilité et l'équité, partout où nous sommes implantés ;
- répondre aux enjeux du développement durable à travers la valorisation des ressources naturelles, la protection de l'environnement, l'adaptation de nos opérations à la culture des pays qui nous accueillent et le dialogue avec la société dans son ensemble ;
- cultiver et renforcer nos relations avec les actionnaires à travers une information transparente et une communication régulière.



sanofi aventis
Because health matters

La Société unie RUSAL est le premier producteur d'aluminium dans le monde entier, qui a occupé en 2009 approximativement 10 % de la production mondiale de l'alumine et 10 % de l'aluminium. RUSAL embauche environ 76 000 personnes dans 19 pays des 5 continents. RUSAL vend ses produits sur les marchés de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique du Nord. Les actions ordinaires de RUSAL sont cotées à la Bourse de Hong-Kong et les actions dépositaires globales qui représentent les actions ordinaires de RUSAL sont cotées à la division professionnelle de Euronext Paris.

Sanofi-aventis est un leader mondial et diversifié de la santé centré sur les besoins du patient. Le Groupe s'appuie sur trois axes pour atteindre ses objectifs : accroître l'innovation en R&D, saisir les opportunités de croissance externe, s'adapter aux enjeux à venir. Ses principales plates-formes de croissance sont : les marchés émergents, les vaccins humains, la santé grand public, le diabète, les produits innovants et la santé animale. Chiffres clés : environ 105 000 collaborateurs répartis dans 110 pays, chiffre d'affaires 2009 : 29,3 Mds. Plus d'informations : www.sanofi-aventis.com



EADS est un leader mondial de l'aéronautique, de l'espace, de la défense et des services associés. En 2009, le Groupe – comprenant Airbus, Eurocopter, EADS Astrium et EADS Défense & Sécurité – a dégagé un chiffre d'affaires de 42,8 milliards d'euros et employé plus de 119 000 personnes.



Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe une position de premier plan dans chacune de ses activités : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre. Avec 78 000 collaborateurs dans 78 pays, le Groupe a réalisé en 2009 un chiffre d'affaire de 15,9 milliards d'euros. En 2010, pour la sixième année consécutive, Lafarge est répertorié dans la liste des 100 multinationales les plus engagées en matière de développement durable. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au cœur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale. Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet : www.lafarge.com



La Fondation Latsis, institution non lucrative d'intérêt public, créée en 1975, a instauré les Prix Latsis en Suisse dès 1983. Elle attribue annuellement quatre Prix Latsis Universitaires ainsi que le Prix Latsis National. Ces prix ont pour but principal d'apporter aux jeunes chercheurs universitaires un encouragement et une récompense en reconnaissance de contributions scientifiques et technologiques exceptionnellement importantes et prometteuses effectuées en Suisse.



La Fondation Zinsou, première fondation privée au Bénin, tournée vers la culture et l'art contemporain africain, a ouvert ses portes à Cotonou en juin 2005. La mise en valeur du patrimoine artistique africain, l'éducation, le développement et la réduction de la pauvreté sont au cœur du projet de la Fondation Zinsou.



GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources.



Institut Mérieux, la holding familiale d'Alain Mérieux, comprend quatre entreprises dédiées à la santé publique dans des domaines tels que la prévention, les diagnostics, les pronostics, le traitement et le suivi médical : Bio Mérieux et Transgene en France, et Silliker et ABL Inc. aux États-Unis. Elle emploie 10 000 personnes dans le monde.



PricewaterhouseCoopers (« PwC ») développe en France des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil pour des entreprises de toutes tailles, publiques et privées, privilégiant des approches sectorielles et assurant confiance et valeur ajoutée pour ses clients et l'ensemble des parties prenantes. PwC et Landwell & Associés, cabinet d'avocats correspondant de PwC, rassemblent en France 3 800 personnes dans 24 bureaux. Dans le monde, plus de 163 000 personnes travaillent en réseau dans 151 pays, partageant points de vue, expériences et solutions pour proposer des perspectives innovantes et des conseils adaptés à chaque problématique.



Les Échos, premier quotidien économique et financier français

Fondé en 1908, le journal *Les Échos* est le premier quotidien national d'information économique et financière français. Il traite et analyse l'ensemble de l'actualité nationale, régionale et internationale, ayant des répercussions sur la vie des affaires. La diffusion totale payée des *Échos* s'élève à 127 361 exemplaires en 2009 (source : OJD 2009). Il est le premier quotidien national lu par les dirigeants et cadres en entreprise et par les décideurs influents. Au total, plus de 705 000 personnes lisent le journal chaque jour (Source Epiq 2008-2009).



L'Express, hebdomadaire généraliste, « premier hebdomadaire d'informations français », bénéficie d'une audience de 2 251 000 lecteurs et d'un million de visiteurs sur son site. Ce magazine historique a accueilli dans ses colonnes des écrivains aussi illustres qu'Albert Camus, Jean-Paul Sartre, André Malraux, François Mauriac ou Françoise Sagan.



L'hebdomadaire qui donne du sens à l'actualité africaine

Premier magazine panafricain par sa diffusion et son audience, *Jeune Afrique* est, depuis sa création en 1960, l'hebdomadaire international de référence du continent. Chaque semaine, le magazine propose une couverture objective de l'actualité africaine et internationale ainsi que des pistes de réflexion originales sur les enjeux politiques et économiques du continent. Chaque année, avec sa collection de hors-séries (*Les 500 premières entreprises africaines, les 200 premières banques africaines, L'État de l'Afrique*), *Jeune Afrique* propose les analyses les plus exhaustives sur l'économie, la finance, la politique et les questions de société en Afrique.



Caixin Media Company Ltd. est un groupe de médias basé à Pékin, faisant autorité et consacré à l'information et à l'actualité économique et financière au travers de magazines, sites d'information en ligne, conférences, livres et programmes TV/vidéo. Caixin permet à des médias traditionnels de prospérer dans la nouvelle ère des médias, tout en diffusant une information précise, approfondie et globale par le biais de diverses plates-formes multimédias. Produit conjointement par Caixin Media et l'un des principaux think tanks chinois – China Institute Reform and Development – *Century Weekly Magazine* est un magazine national d'informations générales publié tous les lundis. Il s'agit de l'un des plus anciens magazines chinois autorisé à couvrir l'ère de l'ouverture et de la réforme en Chine.



Le *Chosun Ilbo* est reconnu comme étant le quotidien le plus influent en Corée du Sud. Avec 48 à 64 pages d'information chaque jour, il est distribué à 2 millions d'exemplaires quotidiennement. Il se classe depuis 10 ans n°1 en termes d'abonnements et de lectorat, et demeure aujourd'hui le journal le plus lu par les leaders d'opinions. Le *Chosun Ilbo* est également le premier journal national privé en Corée du Sud. Fondé le 5 mars 1920, il a été suspendu quatre fois pendant la période coloniale japonaise. Il a surmonté ces épreuves et s'est renforcé au travers d'une histoire presque centenaire.



La chaîne de télévision Russia 24 est la seule chaîne d'information continue en Russie. Russia 24 couvre l'actualité internationale et l'actualité de toutes les régions de la Fédération de Russie. Elle propose également des analyses économiques et des interviews de personnalités influentes.



Institut français des relations internationales

L'Institut français des relations internationales (Ifri), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. En 2010, pour la quatrième année consécutive, l'Ifri est classé par l'Université de Pennsylvanie parmi les *think tanks* les plus influents au monde.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action (*policy-oriented*), se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement des conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.



Thierry de Montbrial

Directeur général

Song-Nim Kwon

Chargée de mission auprès du directeur général

Nicolas de Gernay

Délégué général

Press/Média

FD – Financial Dynamics France

Réalisation de l'événement au Maroc

LTB – Le Team-Briefing



Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Responsables éditoriaux

Philippe Moreau Defarges et Song-Nim Kwon

Crédits photos

CLASH VISUEL © Bahi et © Christophe Peus

Réalisation

Éditions Trocadéro – Paris

Imprimé en France – Janvier 2011

WORLD POLICY CONFERENCE

Troisième édition
Gouvernance Mondiale
18 octobre 2010 - Manaketh - Manaketh





27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France

Tel.: 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0) 1 40 61 60 60

www.ifri.org